

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e LégislatureSECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982
(120^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

2^e Séance du Mercredi 23 Juin 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. LOUIS MERMAZ

1. — **Programme économique.** — Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration (p. 3763).

M. Mauroy, Premier ministre.

MM. Chirac,
Jospin,
Gaudin.

PRÉSIDENCE DE M. MARTIN MALVY

MM. Lajoinie,
Zeller,
Planchou,
Bourguignon,
André Bellon,

Mme Cacheux,

MM. Labazée,
Battist,
Rodet,
Gérard Gouzes.

Clôture du débat.

2. — **Indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.** — Communication relative à la désignation d'une commission mixte paritaire (p. 3810).

3. — **Ordre du jour** (p. 3810).

PRÉSIDENCE DE M. LOUIS MERMAZ

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROGRAMME ECONOMIQUE

Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration.

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration du Gouvernement sur son programme économique, le débat et le vote sur ce programme, en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.

La parole est à M. le Premier ministre. *(Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. Pierre Mauroy, Premier ministre. Mesdames, messieurs les députés, il y a un an tout juste, en vous désignant pour les représenter, les Françaises et des Français ont témoigné de leur volonté de retrouver une grande ambition nationale.

Cette ambition, le Gouvernement l'a clairement prise en charge. J'ai eu l'occasion de l'exprimer à cette tribune le 8 juillet, puis

le 15 septembre 1981. Cette ambition, vous l'avez ratifiée et ensemble, nous avons entrepris de la réaliser.

Cette ambition, le Président de la République vient de l'exprimer à nouveau dans le rapport qu'il a présenté au sommet des pays industrialisés. En expliquant que la crise « peut être dépassée si nous croyons en notre propre devenir, si nous refusons la fatalité qui stérilise les innombrables talents et les capacités de création, si nous unissons nos efforts », il a proposé aux autres pays industrialisés de suivre la voie sur laquelle la France s'est résolument engagée.

Face à la crise, nos sociétés ne peuvent continuer à se replier sur elles-mêmes, à demeurer prisonnières des égoïsmes. Elles seront alors rapidement rattrapées par les nouveaux pays qui accèdent au développement industriel. Nous devons donc vaincre ces tentations, relancer le commerce mondial et nos productions. Nous pourrions alors construire la nouvelle civilisation qui nous permettra d'entrer la tête haute dans le troisième millénaire.

L'avenir dépend d'abord de notre volonté politique.

Pour des pays comme le nôtre, et plus généralement pour une Europe pauvre en énergie et dépourvue de matières premières, il doit être construit à partir de l'élan vital qui ne cesse de porter l'humanité vers de nouveaux champs de développement. Ces champs de développement, nous pouvons les identifier sans difficulté. Ils ont pour nom biotechnologie, électronique, énergies nouvelles, industries spatiales, technologies de la communication, bureaucratique, robotique, nouveaux matériaux, etc.

Mais ces technologies, si elles nous offrent des raisons d'espérer, si elles constituent les bases de notre développement et donc de nos richesses futures, nous imposent également des contraintes. Elles modifieront, en effet, profondément les modes de production et donc l'organisation du travail.

C'est pourquoi, dans son rapport au sommet des pays industrialisés, les deux premières propositions du Président de la République concernaient, d'une part, le lancement d'un programme concerté de croissance par la technologie, d'autre part, la mise de la technologie au service de l'emploi et de nouvelles conditions de travail.

Qui, dans cet hémicycle, ne voit qu'il s'agit là de la politique que nous nous appliquons à mettre en œuvre depuis un an en France ?

Nous nous sommes attachés à permettre à la France d'aller au maximum de la croissance possible. Dès l'été dernier, une impulsion a été donnée à la consommation. Notre appareil de production s'est remis en route. Avec une croissance que nous espérons supérieure à 2 p. 100 en 1982, nous ferons mieux que nos partenaires. Selon les prévisions les plus récentes, la moyenne des autres pays de l'O.C.D.E. se situera entre 0 et 0,5 p. 100.

Mais, alors que la reprise internationale n'est pas au rendez-vous pour relayer notre effort, nous devons d'autant plus conforter ces premiers résultats par un développement rapide des investissements.

Vous savez tous que la faiblesse de la France dans ce domaine n'est pas liée à la conjoncture politique. Cela fait maintenant six ans que les investissements, en particulier dans le secteur privé, sont rares et faibles. Il en est résulté un vieillissement préoccupant de notre appareil de production.

En élargissant le secteur nationalisé, le Gouvernement s'est immédiatement attaché à donner au pays les moyens industriels de son ambition. Nous nous sommes, d'une part, placés en situation de sauvegarder des groupes dont l'avenir était particulièrement fragile; d'autre part, le Gouvernement a veillé à ce que l'Etat respecte ses devoirs d'actionnaire. En 1982, ce sont 16 milliards de francs qui sont investis par les entreprises publiques du secteur concurrentiel, et cette somme sera portée à 25 milliards de francs en 1983.

Afin d'assurer la réussite des nationalisations industrielles, plus de dix milliards de dotations en capital seront accordées l'an prochain au secteur public élargi. Cette somme viendra s'ajouter aux neuf milliards d'apports en fonds propres décidés lors du collectif de juillet.

Que chacun tire la leçon de la comparaison qui peut s'établir entre cet énorme investissement et le milliard et demi fourni en sept ans par les actionnaires privés de ces groupes!

J'ajoute que l'effort financier consenti cette année en faveur de la recherche et de la technologie sera prolongé l'an prochain. Le budget civil de recherche progressera à nouveau, en 1983, d'au moins 25 p. 100 en francs courants. Près de 1 900 millions de francs y seront inscrits pour le développement des filières informatique et électronique.

Cet effort public d'investissement destiné à la modernisation d'un appareil productif souvent tombé en désuétude doit servir de moteur à l'investissement industriel dans son ensemble. Pour cela, il convient d'être très strict sur les rapports entre les sociétés nationales et les sous-traitants et fournisseurs. Le ministère de l'industrie a mis au point dans ce domaine des contrats de stabilité entre grandes entreprises et sous-traitants et a demandé des rapports périodiques sur la situation de la sous-traitance aux entreprises nationales. L'effet de multiplication de l'investissement public sur l'ensemble du tissu industriel peut conduire, si chacun suit bien les règles du jeu, à un doublement, voire à un triplement de l'effort initial.

Nous avons fait en sorte, par l'allègement de la taxe professionnelle et l'élargissement des procédures de prêts bonifiés, que le secteur privé soit en mesure de suivre le mouvement. Il appartient maintenant aux chefs d'entreprise de faire preuve du dynamisme nécessaire.

En tout cas, la question de l'investissement demeure au centre du débat entre le Gouvernement et les chefs d'entreprise. Et je ne peux comprendre que tous ceux qui se font les chantres de l'économie libérale soient, dans le même temps, les artisans de la langueur du secteur privé. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur plusieurs bancs des communistes.)

C'est le tissu industriel dans son ensemble qui doit se montrer plus dynamique. La nationalisation du secteur bancaire et les nouvelles méthodes qui s'y développent vont permettre de mieux accompagner le risque industriel. La plus grande décentralisation des décisions dans le secteur bancaire comme dans les administrations doit également permettre de rapprocher les problèmes des industriels de leurs solutions. Toutes les initiatives doivent être encouragées. Les créateurs d'entreprises ont, par exemple, souvent le sentiment de se heurter à des entraves de toute nature. Le Gouvernement, dès novembre, a mis en place un programme de simplification des formalités et des aides aux créateurs. Mais il faut aller plus loin en utilisant pleinement la diversité de notre appareil bancaire et en traitant plus concrètement les problèmes sur place. C'est dans cet esprit qu'a été réformée l'agence de création d'entreprises qui doit encourager toutes les initiatives locales et régionales, mettre en lumière les difficultés et les moyens de les corriger.

Nous attendons des banques nationalisées qu'elles deviennent des instruments du développement industriel. Leurs nouveaux responsables en sont comptables devant le pays.

La réorientation de nos circuits d'épargne et de financement vers l'industrie va se traduire en outre par le redéploiement des avantages fiscaux à l'épargne en faveur des placements productifs, notamment du capital à risque. Nous nous attachons également à réduire les frais financiers et l'endettement des entreprises industrielles par une baisse des taux d'intérêt et une normalisation du crédit interentreprises. Des instructions en ce sens ont été données.

Enfin, il convient de noter que l'ajustement monétaire auquel nous venons de procéder nous a donné des marges de compétitivité qui devront être mises à profit par les entreprises françaises pour relancer vigoureusement leur effort d'exportation et rétablir leurs positions sur le marché intérieur. A cet égard, les administrations vont montrer l'exemple en s'attachant à l'indispensable reconquête de notre marché intérieur.

A performances techniques et commerciales égales, le matériel fabriqué en France devra être retenu. L'ensemble des membres du Gouvernement est mobilisé sur ce point, et un premier bilan sera dressé au 1^{er} octobre.

En dépit de tous les accords internationaux et européens, il n'est quand même pas interdit à nos administrations d'acheter des crayons français. Tout de même !... (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur plusieurs bancs des communistes. — Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Mais ces dispositions générales, pour indispensables qu'elles soient, ne permettraient pas, à elles seules, d'enrayer le déclin de certaines branches d'activité malades, ni d'accomplir, dans des domaines stratégiques, les progrès décisifs qui fonderont le développement de toute l'industrie française.

Pour ces branches particulières, nous avons donc mis en œuvre des mesures plus sélectives, plus adaptées, en utilisant, le cas échéant, les possibilités que donne au Gouvernement la maîtrise du secteur public élargi. Nous avons examiné les relations entre les entreprises de la branche, leurs clients et leurs fournisseurs de matières premières ou de technologie. Cette politique de filière permet une approche des problèmes des entreprises à la lumière de leurs relations avec les autres entreprises. Elle participe à une reconquête authentique de notre marché intérieur, non pas par le biais d'un protectionnisme révolu, mais grâce à une incitation à profiter de toutes les complémentarités industrielles.

Nous avons ainsi mis en place un plan textile et un programme de développement de la machine-outil et de la robotique, cette industrie mère de toutes les autres. Nous avons arrêté un plan chimie où la présence très majoritaire du secteur public rend possibles les inéluctables restructurations. Sont en chantier un plan électronique, qui constitue sans doute l'une des cartes industrielles majeures de notre pays, et un plan sidérurgie.

La volonté du Gouvernement de réindustrialiser le pays est donc claire. Les moyens de cette politique existent : un secteur nationalisé élargi, des actions sectorielles sans précédent, une décentralisation qui va permettre le développement des initiatives. Après des années de sous-investissement et de dégradation continue de notre appareil de production, nous sommes en mesure de rendre à la France une industrie forte, compétitive et bien placée sur les marchés intérieurs et extérieurs. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur divers bancs des communistes.)

A ces investissements industriels s'ajoutent d'autres formes de soutien à notre activité économique. Il y a d'abord le fonds « grands travaux » annoncé par le Président de la République et qui sera mis en place lors du prochain conseil des ministres. Dès le deuxième semestre 1982, il permettra de financer pour plus de 2 milliards de francs d'opérations nouvelles en matière de transports collectifs urbains, de rocade urbaines, d'économies d'énergie dans le logement, l'industrie et les constructions publiques. J'ajoute que les grands projets culturels, également annoncés par le Président de la République, viendront eux aussi consolider notre redressement, de même que le maintien d'une priorité en faveur du logement et, plus particulièrement, du logement social.

Dans les prochaines semaines, 5 milliards de francs de crédits budgétaires d'investissements mis en réserve dans le budget 1982 vont être engagés. Et l'an prochain le budget de l'urbanisme et du logement progressera encore de 20 p. 100 environ.

En résumé, le Gouvernement réaffirme son objectif d'atteindre le maximum de croissance possible. Il s'en donne les moyens en relayant une relance fondée sur la consommation par un effort d'investissement. Nous devons ainsi conforter les premiers succès enregistrés au cours de l'année écoulée en dépit d'un environnement international qui demeure très déprimé. J'ajoute que nous prenons soin, dans le même temps, de soutenir la consommation des ménages par la revalorisation du S.M.I.C. et des prestations sociales dont bénéficient les Français les plus défavorisés — minimum vieillesse, pensions de retraite, allocation logement, allocations familiales.

A la croissance, nous avons ajouté d'un commun accord, il y a un an, la nécessité d'un nouveau partage du travail afin de stopper la progression du chômage et de remettre progressivement la France tout entière au travail. Là encore, nous poursuivons la même politique, une politique qui, chacun en convient, a déjà permis d'enregistrer des résultats positifs. En effet, alors que le chômage a connu une progression spectaculaire, ces derniers mois, chez nos partenaires, il a sensiblement ralenti chez nous.

Là encore, la croissance limitée que nous connaissons en 1982 et en 1983 ne permettra pas, à elle seule, d'inverser la courbe. Il nous faut donc poursuivre les efforts particuliers engagés. Il nous faut approfondir la politique qui est la nôtre depuis un an. Nous nous en donnerons les moyens, et le budget de 1983 le prouvera.

Le succès remporté par les contrats de solidarité — je vous rappelle que nous sommes déjà sûrs d'avoir 100 000 emplois

créés ou libérés à la fin de l'année — nous incite à amplifier encore notre effort. Trois milliards seront prévus à cet effet en 1983 et permettront de créer ou libérer 115 000 emplois supplémentaires. S'ajoutera à cette somme 1,5 milliard destiné au financement des contrats de solidarité établis dans le cadre du plan textile.

D'autre part, de 2 à 2 milliards et demi de crédits seront consacrés au programme de formation des 16-18 ans. Il concerne 100 000 jeunes sans qualification et s'inspire, vous le savez, sur de nombreux points des recommandations du rapport Schwartz. Le ministère de l'éducation nationale jouera un rôle primordial dans cet effort par la priorité donnée dans son budget aux filières professionnelles de l'enseignement : I.E.P., emplois d'enseignement technique, achats de machines-outils, revalorisation des bourses des L.E.P... Nous devons nous attacher, dans ce domaine, à lutter contre les sorties prématurées du système éducatif.

A ces deux piliers de la politique de lutte pour l'emploi, vont venir s'ajouter le renforcement des moyens d'intervention et de fonctionnement du nouveau service public de l'emploi. L'effort portera sur l'insertion professionnelle, le placement des chômeurs de longue durée et de ce que l'administration appelle les « publics prioritaires », c'est-à-dire les jeunes ou les femmes sans qualification. Un milliard de francs sera prévu à ce titre dans le budget 1983.

Dans l'immédiat, le Gouvernement a mobilisé les services de l'emploi pour un réexamen cas par cas des dossiers des 500 000 demandeurs d'emploi qui sont inscrits à l'A.N.P.E. depuis plus d'un an. Tous devront être reçus, personnellement, pour un entretien approfondi dans les six prochains mois. Pour chacun, un diagnostic devra être fait, et il sera orienté vers la solution la mieux adaptée à sa situation personnelle.

Pour les chômeurs de plus de soixante ans, un dispositif provisoire est mis en place à partir du 1^{er} juillet. Il sera relayé par un système définitif après le 31 mars 1983, date de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans. Ce nouveau système fera l'objet d'une négociation avec les partenaires sociaux dans le cadre de la réforme de l'U.N.E.D.I.C. et des mesures à prendre pour l'abaissement de l'âge de la retraite. Le cas des chômeurs de longue durée âgés de cinquante-cinq ans et plus fera l'objet d'un examen prioritaire.

Le Gouvernement ne veut pas croire que des solutions ne puissent être trouvées, au terme de cet effort systématique, pour tous ces chômeurs de longue durée.

Avec la même résolution que cette année, avec la même persévérance, nous attaquerons le chômage sous tous les angles : par des mesures particulières pour les chômeurs de longue durée, par des actions spéciales en faveur des jeunes — des excénérations de charges sociales permettront, en 1983, l'embauche de 130 000 apprentis — par un effort toujours plus appuyé de formation professionnelle car c'est par ce biais que peuvent être surmontées les difficultés de réinsertion. Ces difficultés apparaissent presque toujours du fait d'une inadéquation entre la formation reçue par le demandeur d'emploi et le poste obtenu. Nous devons donc développer encore les contrats emploi-formation. Pour 1983, nous prévoyons 100 000 contrats de ce type et 35 000 stages pour les plus de 18 ans.

Quant à la politique de réduction de la durée du travail, nous entendons la poursuivre, elle aussi, mais au rythme que fixeront eux-mêmes les partenaires sociaux. Si l'objectif du Gouvernement demeure les trente-cinq heures de travail hebdomadaire en 1985, je confirme que nous ne prévoyons pas de réduction de la durée légale de travail l'an prochain.

Je souligne simplement qu'avec les contrats de solidarité les partenaires sociaux disposent de l'outil nécessaire pour négocier de fortes réductions de la durée du travail. Il convient toutefois de combiner ces réductions et la recherche d'une meilleure productivité, c'est-à-dire de prévoir un aménagement des horaires permettant une meilleure utilisation des équipements.

Dès lors, comme nous le souhaitons, la politique de réduction de la durée du travail peut être créatrice d'emplois et accompagner un effort de progrès technique et d'amélioration des conditions de travail. Elle peut permettre, en outre, un réaménagement des diverses formes de rémunération.

En particulier, j'appelle l'attention des partenaires sociaux sur le fait que de tels contrats de solidarité peuvent faciliter le passage à trente-cinq heures par semaine dès 1983 pour les travailleurs opérant en cycle continu, ainsi que le prévoit l'ordonnance du 16 janvier dernier. Je souhaite que, sur ce point, des négociations s'engagent sans tarder. Je souhaite, plus généralement, que se poursuivent les discussions sur la réduction de la durée du travail.

Car — ai-je besoin de le préciser ? — le Gouvernement demeure très attaché à la démarche contractuelle. Je le dis avec d'autant plus d'insistance aujourd'hui que nous sommes conduits à faire une exception à cette règle fondamentale de

notre politique. (*Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Depuis un an, le dialogue qui s'est engagé avec les partenaires sociaux, et notamment avec les centrales syndicales, a été particulièrement fructueux. Sous l'impulsion du Gouvernement, la France vient de connaître une des plus importantes phases de négociation sociale de son histoire. Notre droit du travail est profondément remanié et les nouveaux droits des travailleurs dont vous venez de discuter constituent une pièce maîtresse de cette mutation.

Et pourtant cette situation est souvent mal perçue parfois même sous-estimée. C'est parce que cette révolution tranquille s'effectue sans conflit généralisé, sans paralysie de l'appareil de production du pays.

Je vous accorde qu'il s'agit là d'une situation sans précédent dans notre histoire. Je crois que ce résultat doit être porté au crédit de la politique gouvernementale. Et je tiens aussi à rendre hommage à la maturité et à l'esprit de responsabilité dont les organisations syndicales et professionnelles ont su faire preuve à cette occasion. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Une maturité et un esprit de responsabilité que j'ai retrouvés d'ailleurs jeudi dernier lorsque j'ai débattu avec leurs représentants du plan de lutte contre l'inflation arrêté par le Gouvernement.

Car nous n'avons pas terminé de remettre la France en marche. Nous n'en avons pas terminé avec l'héritage de nos prédécesseurs. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.* — *Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

L'appareil de production, assoupli et vieillissant, a été remis en activité et sa modernisation a été engagée sans attendre.

La progression du chômage est enrayée. Nous nous battons, comme nous l'avions annoncé, sur la ligne de crête des deux millions de chômeurs.

Reste à maîtriser l'inflation excessive que nous avons trouvée il y a un an. Une inflation qui, je le rappelle à l'opposition, se situait à 14 p. 100 par an. Voilà la réalité ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Déjà nous en avons ramené la pente à 12,5 p. 100. (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) C'est insuffisant. C'est insuffisant, en particulier par rapport à nos principaux partenaires.

Nous n'avons cessé de répéter depuis un an que nous refusions d'opposer chômage et inflation et que nous entendions lutter sur les deux fronts à la fois. Nous ne changeons ni de discours ni de politique.

Nous continuerons à lutter pour l'emploi de manière à concilier et à élargir les premiers succès enregistrés. Nous accentuerons notre lutte contre l'inflation, car la France ne peut laisser s'accroître le différentiel d'inflation entre elle et ses partenaires.

Partie de trop haut, à cause de vous, mesdames et messieurs de l'opposition (*exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française*), la France ne pouvait, dans des délais si courts, rattraper ses partenaires. Et il n'était pas possible, avec un différentiel d'inflation de six à huit points, d'assurer le maintien des parités monétaires. Nous en avons donc tiré les conséquences dans le cadre de la solidarité européenne, rapidement, radicalement, conformément à notre démarche politique d'ensemble.

Mais je le répète, si nous entendons accompagner le mouvement mondial de désinflation, il n'est pas question de relâcher notre politique de l'emploi.

Mesdames et messieurs les députés, il faut purger la France (*rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française*) d'un excès d'inflation qu'elle traîne depuis une décennie et que le gouvernement précédent n'est pas parvenu à juguler bien qu'il ait, pour tenter d'y parvenir, accepté de marginaliser plus d'un million sept cent mille de nos concitoyens ! Voilà la réalité ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Il faut désintoxiquer les Français d'une inflation qu'ils consomment à la manière d'une drogue douce, sans réaliser qu'elle les ruine lentement. Tous nos comportements de consommateurs, notre manière d'utiliser le crédit, traduisent en réalité une anticipation permanente de l'inflation. Nous contribuons ainsi à l'entretenir et même à l'aggraver.

Pour renverser ces anticipations et modifier nos comportements, une action énergique et de portée générale est indispensable. C'est cette action que le Gouvernement a décidée en recourant, pour quatre mois, au blocage des prix et des revenus.

Notre objectif est simple. Il s'agit de faire chuter rapidement de quatre à cinq points le taux d'inflation. Nous améliorons

serons la compétitivité de l'économie française. Nous renforcerons ses capacités exportatrices et donc notre potentiel de croissance et d'emploi.

Sur l'objectif, je vois bien que chacun est d'accord.

M. Pierre Weisenhorn. Eh bien, voyons !...

M. le Premier ministre. Sur les moyens, je constate que le recours au blocage des prix suscite peu d'opposition. Chacun voit bien cependant qu'il ne peut y avoir de blocage des prix s'il n'y a pas en même temps blocage des revenus. L'efficacité du remède l'exige. Il ne servirait à rien de ne faire l'effort qu'à demi. Dès lors que nous avons la volonté de supprimer cet excès d'inflation, nous devons nous en donner les moyens. Voilà ce que le Gouvernement a pensé. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

Ceux qui veulent supprimer l'excès d'inflation en France doivent en donner les moyens au Gouvernement. S'ils ne veulent pas lui en donner les moyens, c'est, en définitive, qu'ils s'accrochent de cet excès d'inflation. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

Dans ce domaine, comme partout ailleurs, tout est affaire de volonté politique. Cette volonté, vous ne pouvez douter qu'elle est celle du Gouvernement. Il se donne donc les moyens de sa politique.

Pourtant, le Gouvernement est attaché, vous le savez bien, à la libre discussion et à la libre négociation des salaires. Le blocage des rémunérations ne peut donc être que provisoire. Il n'est pas question qu'il dure plus que les quatre mois qui nous séparent du 31 octobre prochain.

J'aurais, bien sûr, souhaité que les partenaires sociaux, les représentants des travailleurs comme les représentants des employeurs se mettent d'accord sur un gel des hausses de revenu. Les débats qui ont eu lieu à Matignon, le 17 juin, entre tous les partenaires sociaux ont démontré que, si tous approuvent le Gouvernement dans sa volonté de mener une politique rapide, vigoureuse contre l'inflation, ils ne sont pas prêts à accepter spontanément un véritable blocage des prix et des revenus.

Le Gouvernement a donc décidé de vous proposer un projet de loi interdisant toute hausse de revenu jusqu'au 31 octobre 1982. Jusqu'à cette date, les employeurs, quel que soit leur statut, ne pourront procéder à aucune augmentation de la rémunération brute des salariés travaillant en France métropolitaine et dans les départements et les territoires d'outre-mer, mises à part les augmentations individuelles résultant d'une promotion personnelle liée à un changement effectif et durable de poste ou de qualification, ou à l'application de clauses d'ancienneté prévues dans une convention ou un accord antérieur au 11 juin.

Mais, dans le même temps, et conformément aux nécessités de la justice sociale et de la solidarité nationale, le Gouvernement poursuit sa politique de relèvement des bas salaires. C'est pourquoi le S.M.I.C. continuera pendant cette période à être augmenté : son pouvoir d'achat sera même accru au 1^{er} juillet.

Cette décision de blocage n'interrompt pas pour autant le dialogue social. La négociation n'est pas suspendue. Dès maintenant les représentants des travailleurs, les représentants du patronat vont être amenés à discuter de la sortie de cette période de gel. Il nous faudra en effet sortir « en douceur » de ce blocage. Si, après quatre mois de stabilité, les prix et les revenus devaient subir une hausse brutale au 1^{er} novembre, l'effort de solidarité que le Gouvernement demande aux Français aurait été illusoire et l'inflation repartirait de plus belle.

Il nous faut donc, j'y insiste, étaler les hausses de salaire tout au long de l'automne, en fonction du nouveau rythme de hausse des prix.

Il faudra, par ailleurs, que ceux dont les niveaux de salaire sont les plus bas et ceux qui n'ont pas eu d'augmentation depuis plusieurs mois aient une priorité dans les hausses de l'automne.

Il faudra enfin, et surtout, que les employeurs et les travailleurs signent des conventions et des accords qui ne soient pas fondés sur une méthode d'indexation génératrice d'inflation, mais sur des systèmes de revalorisation par étapes pré-déterminées.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement propose, dans le projet de loi qui va vous être soumis, une procédure permettant une sortie anticipée du blocage au 1^{er} octobre pour des branches, des entreprises, des collectivités, des catégories de salariés qui auraient conclu des accords salariaux respectant ces impératifs.

Les modalités plus précises de cette dérogation seront discutées avec les partenaires sociaux, puis arrêtées par le Gouvernement.

J'ai déjà proposé aux organisations patronales et syndicales de venir, dès le 15 juillet, à l'hôtel Matignon, réfléchir avec le

Gouvernement à la rénovation du système de convention collective et d'accords de salaires.

Il ne s'agit pas de remettre en cause la liberté de négociation, le contenu de la loi du 11 février 1950 ou les modifications que lui apporte le projet de loi sur les négociations collectives en cours de discussion au Parlement. Il s'agit, au contraire, de relancer la négociation, de relancer la politique contractuelle, de créer d'un commun accord les nouvelles procédures, les nouveaux types de conventions et d'avenants salariaux mieux adaptés à la situation économique et sociale d'aujourd'hui.

Après la réunion du 15 juillet, et même avant si les partenaires sociaux le souhaitent, les discussions auront lieu dans la fonction publique, dans les entreprises publiques et dans le secteur privé pour préparer cette rentrée.

L'objectif du Gouvernement demeure le maintien du pouvoir d'achat moyen en niveau. A l'issue de la période de blocage et après une période de reprise progressive des hausses de salaire, les salariés devront retrouver le pouvoir d'achat qu'ils avaient au premier semestre 1982. Il s'agit bien sûr d'une moyenne, les salaires les plus bas devant être privilégiés.

Le Gouvernement poursuivra, je le répète, la politique conduite jusqu'à présent en faveur des bas salaires. Il le montre en préservant le pouvoir d'achat du S. M. I. C. Il le montrera à l'avenir en favorisant la conclusion d'accords incluant des hausses plus élevées pour les bas salaires.

La sortie du blocage s'opérera par priorité en faveur des bas salaires, qui continueront à bénéficier d'améliorations au-delà du strict maintien du pouvoir d'achat. Cette volonté implique que les titulaires de revenus élevés contribuent pendant une période qui peut être plus longue à l'indispensable effort de solidarité. Nous discuterons de cette démarche avec les partenaires sociaux, afin d'arrêter les modalités de sa mise en œuvre. Mais je considère, dès aujourd'hui, qu'elle permettra d'atteindre un double objectif : d'une part, une sortie du blocage dans des conditions satisfaisantes au regard de la lutte contre l'inflation ; d'autre part, un resserrement de l'éventail des revenus conforme à notre souci de justice sociale et de réduction des inégalités.

C'est pourquoi il est indispensable qu'après cette phase de blocage l'ensemble des partenaires sociaux et des agents économiques s'attache à raisonner dans un cadre renouvelé. Je ne veux pas m'engager sur des chiffres, mais l'inflation en 1982 et 1983 doit baisser radicalement. Nous devons revenir à une inflation à un chiffre. Sur ces bases, un nouvel équilibre des revenus pourra s'établir. *(Sourires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Je vois quelque scepticisme se manifester sur les bancs de l'opposition. Ce que vous n'êtes jamais arrivés à faire, nous, nous le réussissons ! Voilà la différence ! *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Chacun doit se rendre compte qu'à l'heure actuelle l'inflation joue contre la justice sociale. La lutte contre l'inflation est un point essentiel de la politique du Gouvernement. L'inflation constitue en effet une sorte d'impôt particulièrement injuste dans la mesure où il pèse surtout sur les retraités, sur les épargnants, sur les locataires les plus modestes.

Ce sont toutes ces catégories que nous entendons, au contraire, aider en maintenant le pouvoir d'achat des prestations sociales dont ils sont les principaux bénéficiaires.

Je ne force pas les mots en disant que le premier devoir de solidarité que nous devons à ceux qui ont des revenus modestes, à ceux qui sont défavorisés, à ceux qui ne vivent que de leur travail, c'est de diminuer l'inflation. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur de nombreux bancs des communistes.)*

Plus généralement, le pouvoir d'achat des Français sera mieux préservé avec une hausse des prix de 8 p. 100 qu'avec une inflation de 14 p. 100.

J'ajoute qu'en dehors des smicards, des locataires modestes, des personnes âgées et des familles nombreuses, personne ne demeurera à l'écart de l'effort engagé. Les revenus non salariaux, les professions rémunérées au pourcentage, les titulaires de revenus du capital sont également concernés par le blocage. Les dividendes versés aux actionnaires sont donc, par exemple, eux aussi, bloqués.

Le souci de répartir équitablement l'effort demandé au pays, nous conduit en outre à renforcer encore la lutte contre la fraude fiscale. Déjà intolérable par principe, elle le devient plus encore dans le contexte actuel.

Afin d'obtenir des résultats probants dans cette lutte, le Gouvernement a décidé de créer 1 500 emplois, à ce titre, dans le budget de 1983. Dès cette année, 650 postes de vérificateur spécialisé ont été créés dans la région parisienne. Chacun sait bien, en effet, que l'essentiel des fortunes et des revenus élevés sont localisés dans cette région, et que les contrôles y sont trop rares. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Mais le Gouvernement n'entend pas, pour faire reculer l'inflation, se limiter au blocage des prix et des revenus. Un examen systématique des causes structurelles de l'inflation française est engagé, et des mesures seront prises dans les prochains mois.

Nous entendons, en particulier, enclencher une baisse des taux de crédit et alléger les charges financières des entreprises et des ménages.

Nous devons également poursuivre la modernisation de notre appareil de distribution. Les grandes surfaces y ont contribué. Elles devront continuer à le faire raisonnablement. Et nous aurons le souci d'y associer de manière dynamique le petit commerce.

Le Gouvernement va encourager l'organisation du mouvement des consommateurs. Des moyens accrus lui seront fournis afin qu'il contribue à cette lutte générale contre l'inflation pour des « opératoires vacances », des campagnes sur la qualité des produits et des actions décentralisées d'information sur les prix.

Car le blocage des prix sera, croyez-le, appliqué avec fermeté. Enfin, nous allons examiner la situation de certaines professions protégées, dont le statut ou le mode de rémunération contribuent à alimenter l'inflation.

Mais l'Etat lui-même doit participer à l'effort collectif en assurant strictement nos grands équilibres budgétaires et financiers.

C'est dans cette optique que nous préparons le budget de 1983. Conformément à l'engagement du Président de la République, le déficit sera, comme cette année, inférieur ou égal à 3 p. 100 du produit intérieur brut, c'est-à-dire inférieur à 120 milliards de francs.

Compte tenu de ces contraintes, nous aurions pu nous contenter d'établir un budget de simple reconduction. Nous avons refusé une telle démarche. C'est pourquoi nous avons prescrit un effort général d'économies sur la partie la moins dynamique des dépenses publiques — le fonctionnement — et de remise en cause systématique des services votés, c'est-à-dire de la multitude d'interventions de l'Etat qui se sont accumulées au fil des temps, selon un processus de sédimentation aveugle et inefficace.

C'est par cette recherche d'économies et cette remise en cause des actions des précédents gouvernements, que nous avons pu reconstituer des marges de manœuvre importantes pour financer nos priorités en 1983, tout en maintenant le déficit budgétaire au niveau souhaité.

Le budget de 1983 sera un budget d'investissement.

Mais, dans le même temps, nous devons veiller à assurer l'équilibre des régimes sociaux. Celui de la sécurité sociale sera obtenu en 1982 sans augmentation de cotisations. Pour y parvenir, le Gouvernement a décidé de procéder à 10 milliards de francs d'économies.

Les comptes de 1982 seront ainsi équilibrés. Quant à l'équilibre de 1983, il fera l'objet d'un débat approfondi avec les partenaires sociaux dès la seconde quinzaine de juillet.

En ce qui concerne l'indemnisation du chômage, le ministre du travail s'apprête à recevoir les partenaires sociaux qui ont créé l'U. N. E. D. I. C., et sont signataires de la convention qui gère les fonds du chômage. Avec eux, avant le 15 juillet, il aura pris les décisions nécessaires à l'équilibre du régime, en 1982 et 1983, grâce à des économies, à des modifications des taux de cotisations et à un effort de solidarité.

Car la politique que nous entendons mettre en œuvre est aussi fondée, bien sûr, sur la solidarité. Il demeure encore beaucoup de pauvres, de démunis, de rejetés dans notre société. Ils sont ignorés depuis trop longtemps. Nous devons les réintégrer dans la vie nationale : c'est ce que nous faisons depuis un an mais nous devons persévérer.

Ne nous méprenons pas sur les véritables priorités sociales. N'oublions pas, par exemple, que la moitié des salariés français bénéficient en fait de la garantie de l'emploi. Concentrons-nous sur ceux qui ont, en priorité, besoin que la solidarité nationale se manifeste à leur égard.

Les travailleurs brutalement frappés par le chômage ; les chômeurs de longue durée qui désespèrent de trouver un emploi ; les handicapés qui ont du mal à s'insérer dans la vie sociale ; les familles touchées par la maladie, la mort ou la misère ; les hommes et les femmes du quart monde qui ne parviennent pas à trouver l'emploi stable ou le logement dont ils ont besoin ; les jeunes qui n'ont pas eu la formation à laquelle ils auraient pourtant pu prétendre et restent en dehors du monde du travail ; les personnes âgées enfin qui doivent se contenter du minimum vieillesse : tous ces hommes, toutes ces femmes ont droit à notre solidarité.

Une part croissante de notre revenu national doit aller vers eux. Il ne s'agit plus, comme par le passé, de verser quelques aumônes pour revenir bien vite à la logique du profit. Il s'agit

d'un changement fondamental d'attitude, d'une autre manière de regarder notre société.

Ce n'est pas aujourd'hui, alors que la crise internationale s'aggrave, en raison notamment de l'égoïsme des nations, particulièrement de la politique américaine, que nous allons renouer à la solidarité, à l'appel de ceux qui se sentent rejetés, de ceux qui se sentent atteints dans leur dignité.

Nous devons être d'autant plus attentifs à leur situation que ce sont eux qui souffrent le plus des taux d'inflation excessifs ; que ce sont eux qui risquent de pâtir des difficultés d'équilibre des régimes sociaux ; que ce sont eux qui supportent les conséquences d'une croissance insuffisante ; que ce sont eux qui subissent les contreparties du maintien des privilèges.

Ni l'axe, ni les objectifs, ni les moyens de la politique que nous menons ensemble depuis un an, n'ont changé.

Je ne suis pas venu à cette tribune pour prédire je ne sais quelle sortie providentielle du tunnel. Je ne suis pas venu non plus pour vous demander du sang et des larmes. Nous n'avons aucune raison de dramatiser la situation mais nous ne devons pas nous dissimuler les difficultés qu'il nous faut surmonter.

C'est en demeurant dans le droit-fil de la politique que nous menons depuis un an, c'est en l'approfondissant que nous surmonterons l'obstacle.

Un effort de solidarité de l'ensemble des Français est indispensable. Le Gouvernement a fait en sorte que toutes les catégories sociales y participent, à la hauteur de leurs moyens, à l'exception de ceux de nos compatriotes qui ne disposent que des revenus les plus modestes. Car la solidarité sera d'autant plus effective qu'elle correspondra à une authentique justice sociale. Nous avons fait en sorte qu'il en soit ainsi.

De cet effort commun doit résulter une baisse sensible de l'inflation, qui nous permettra d'atteindre nos objectifs industriels et de croissance et donc d'améliorer sensiblement la situation de l'emploi.

Toute la cohérence de notre démarche se situe dans ce cercle vertueux : maintien des grands équilibres, et donc baisse de l'inflation, pour financer la relance de notre production et reconquérir des emplois.

Nous constatons déjà qu'en douze mois des résultats significatifs ont été obtenus. Continuons ensemble et pour tous.

C'est sur cette déclaration de politique générale, sur ce programme économique que, conformément à l'article 49, alinéa 1, de la Constitution, j'engage la responsabilité du Gouvernement.

Nous sommes tous d'accord, sans doute, pour dire que l'inflation doit diminuer vite et de manière sensible.

Nous sommes tous d'accord pour dire que ce résultat ne peut être obtenu sans une action sur les prix et les revenus.

Le Gouvernement se donne les moyens de cette politique. A ceux qui ne nous suivent qu'en partie, à ceux qui s'inquiètent pour les salaires, je répète que le Gouvernement contribue ainsi à plus de justice sociale.

Il allège la charge qui pèse sur les revenus les plus modestes mais, plus fondamentalement encore, il agit pour préserver l'avenir de notre pays, l'avenir d'une France qui, en ayant retrouvé une grande ambition nationale, doit remettre en route son économie sur des bases enfin assainies.

Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, je vous remercie de votre attention. *(Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs des socialistes. — Applaudissements sur de nombreux bancs des communistes.)*

M. le président. Dans le débat, la parole est à M. Chirac, premier orateur inscrit.

M. Jacques Chirac. Monsieur le Premier ministre, je ne vous surprendrai pas en vous disant que mon analyse de la situation actuelle de notre pays diffère sensiblement de la vôtre.

En effet, je constate, me référant aux seules informations chiffrées émanant des organismes officiels, que l'économie française s'est gravement affaiblie depuis le mois de mai 1981, et que l'ensemble des Français se sont appauvris. Ce constat s'appuie sur des faits précis.

En l'espace d'un an, du mois d'avril 1981 au mois d'avril 1982, le nombre des demandeurs d'emploi s'est accru de 292 500, c'est-à-dire qu'il a plus augmenté qu'au cours des douze mois précédents.

Dans le même temps, le rythme annuel de la hausse des prix, chiffres I. N. S. E. E., est passé de 12,5 p. 100 à 14,1 p. 100. Le déficit budgétaire, exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, a doublé. La pression fiscale et sociale, qui représentait 42,5 p. 100 de ce même produit intérieur brut, au début de 1981, va atteindre 43,5 p. 100 cette année. Le déficit de notre commerce extérieur a battu, au mois d'avril, des records historiques — au-dessous desquels il n'est descendu au mois de mai qu'en raison de la récession qui s'installe.

Quant au franc, dont le cours constitue un bon indicateur de l'état de santé de l'économie nationale, il a dû être dévalué une première fois le 4 octobre et il vient de l'être à nouveau le

13 juin. Le mark allemand, qui cotait 2,37 francs avant le 10 mai 1981, vaut actuellement 2,78 francs : notre monnaie a donc perdu près du cinquième de sa valeur par rapport à celle de notre premier partenaire commercial. Et pour acheter un dollar, il fallait, hier, à Paris, 6,85 francs.

Ce constat est, à l'évidence, celui d'un échec sévère et surtout rapide.

Comment la France a-t-elle pu en arriver là ? C'est bien sûr la question que se posent de plus en plus nombreux nos concitoyens. Le moment est venu, pour le pouvoir, de leur rendre des comptes.

Certaines des explications qu'on nous donne constituent, je l'observe, des alibis dépourvus de tout fondement.

On incrimine, par exemple, le prétendu « délabrement » de notre économie au terme de vingt-trois ans de V^e République : « délabrement monétaire », « délabrement du commerce extérieur », ou « délabrement de l'épargne »..., que n'ai-je entendu dire ?

Je me contenterai d'opposer à ces accusations, dont la bonne foi me paraît douteuse, quelques citations que je tire du rapport de la commission Bloch-Lainé chargée par vous-même, monsieur le Premier ministre, d'établir le bilan de la situation de la France au lendemain des élections de mai 1981.

Je cite ces experts nommés par vous-même :

« Jusqu'au début de 1981, le franc s'est bien tenu sur le marché des changes. Nous avons conservé dans le commerce international une place dont le maintien n'était pas assuré au départ. Les rigueurs de la politique choisie n'ont pas porté atteinte au pouvoir d'achat des Français. » (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Je cite toujours vos experts, monsieur le Premier ministre : « De 1973 à 1980, la croissance française s'est située au-dessus de la moyenne de celle des grands pays industriels, l'essentiel de l'écart ayant été obtenu en 1974 et 1975. »

Où encore :

« Un bilan global de la politique de protection sociale fait apparaître des progrès considérables, que la crise n'a pas enrayés. » (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Certes, le bilan ne comportait pas que des succès. L'économie française avait ses faiblesses. Mais prétendre qu'elle était « délabrée » ou « en ruines » en mai 1981 est tout simplement une affirmation ridicule. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

D'ailleurs, nous le savons tous, en 23 ans, sous l'impulsion des gouvernements successifs de la V^e République, la France a connu un progrès économique et social sans précédent. Les conditions de vie des Français se sont transformées. (*Exclamations sur les bancs des communistes.*)

M. Paul Balmigère. Tu parles !

M. Jacques Chirac. Notre pays s'est hissé aux premiers rangs des puissances industrielles et commerciales du monde. Il a pu ainsi affirmer son indépendance et son rayonnement politique et moral. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Paul Balmigère. Et le chômage ? A qui la faute ?

M. Dominique Taddei. M. Chirac est toujours dans le tunnel !

M. Jacques Chirac. Voilà, en vérité, monsieur le Premier ministre, la France que M. Mitterrand et son Gouvernement ont trouvée le 10 mai 1981.

Voilà la France dont vous êtes actuellement responsables devant son peuple et, demain, devant l'histoire. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Plût au ciel que vous n'eussiez pas déjà commis tant d'erreurs et que vous laissiez notre pays, lorsqu'il vous faudra quitter le pouvoir, aussi fort et aussi prospère que vous l'avez reçu ! (*Très bien ! et applaudissements sur les mêmes bancs. — Exclamations sur les bancs des communistes.*)

Vous cherchez un autre alibi dans une prétendue aggravation de la crise mondiale au cours des derniers mois.

Il n'est pas exact que la situation économique internationale qui reste difficile et le restera longtemps, se soit détériorée depuis le mois de mai 1981. Il y a même de bonnes raisons d'affirmer le contraire : les cours mondiaux des matières premières ont baissé de plus de 6 p. 100 en un an ; le prix du baril de pétrole a diminué de 4,5 p. 100 en dollars entre mars 1981 et mars 1982 ; de grands pays industriels, à commencer par la République fédérale d'Allemagne, sont parvenus à juguler l'inflation sans que leur taux de chômage dépasse le nôtre (*protestations sur les bancs des socialistes et des communistes*) si bien que le décalage entre la hausse des prix chez nous et chez eux s'est fortement accru.

Face à des contraintes extérieures qui n'épargnent personne, les uns font mieux que les autres, tout simplement. C'est que certaines politiques économiques parviennent à limiter les dégâts de la crise, alors que d'autres, hélas ! comme la vôtre, les augmentent. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

La France a pris la mauvaise direction, et si nous sommes aujourd'hui sur la pente du déclin, ce sont les choix que vous avez faits depuis le 10 mai 1981 qui en portent la responsabilité.

M. Antoine Gissinger. Très juste.

M. Jacques Chirac. Ne cherchez donc pas avant vous ou hors de vous les causes de l'échec. Faites enfin preuve d'un peu d'humilité et de lucidité. Regardez en vous-mêmes ! Depuis plus d'un an, vous avez tous les pouvoirs. Cessez donc de battre votre couple sur la poitrine d'autrui. La vôtre n'est-elle vraiment pas assez large ? (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

C'est vous qu'aujourd'hui la France juge et personne d'autre. Vous êtes responsables ! (*Très bien ! et applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République.*)

Dans ce domaine, votre première faute est d'avoir voulu faire du déficit budgétaire l'arme n° 1 de votre combat contre le chômage. Très vite, vous vous êtes aperçus que tout déficit doit se payer. Vous l'avez payé en plaçant d'énormes quantités de bons du Trésor auprès des banques, c'est-à-dire finalement en créant purement et simplement du papier-monnaie.

Cela ne vous a pas dispensés de devoir emprunter largement sur le marché financier : en ponctionnant ainsi l'épargne des Français, vous avez vous-mêmes contribué à rendre l'argent rare et cher.

Résultat ? Vous n'avez pas stimulé la croissance, qui sera moitié moins forte cette année que vous ne l'aviez promis, mais vous avez relancé l'inflation. Vous n'avez pas diminué le nombre des chômeurs, qui vient de franchir le cap des 2 millions, mais vous avez précipité la chute de l'investissement.

Pourtant les avertissements ne vous ont pas manqué. Que n'avez-vous écouté ceux du gouverneur de la Banque de France, ou du directeur général du fonds monétaire international qui écrivait récemment :

« Inflation, déséquilibre de la balance des paiements, taux d'intérêt élevés, mauvaise affectation des ressources, faible taux de croissance, augmentation du chômage, tensions sociales, tels sont les effets pernicieux que peuvent avoir, à la longue, sur l'économie, les déficits budgétaires élevés et persistants. »

C'est, hélas, le scénario très exact du mauvais film qui se déroule sous nos yeux, à vitesse accélérée.

Voilà votre deuxième faute est d'avoir voulu faire cavaliers seuls, parce que vous vous êtes crus plus malins que les autres. Alors que tous nos partenaires, sans exception, menaient des politiques rigoureuses pour réduire d'abord la hausse des prix et relancer ensuite la croissance sur des bases saines, vous avez imaginé que la France, elle, pouvait mettre la charrie devant les boeufs.

Résultat ? Nous avons importé davantage, pour satisfaire les besoins de consommation supplémentaires que, dans un premier temps, votre politique a suscités, mais nous n'avons pas pu accroître nos exportations vers des clients étrangers en pleine stagnation, et notre commerce extérieur en a subi dramatiquement, avec nos réserves, le contre-coup.

Et nous voici maintenant contraints de freiner brusquement et, croyez-le bien, hélas ! pour longtemps, alors que les autres espèrent aujourd'hui pouvoir bientôt appuyer en douceur sur l'accélérateur.

M. Daniel Benoist. Le métro de Téhéran ?

M. Jacques Chirac. Votre troisième faute, c'est l'irréalisme et le sectarisme, qui vous l'ont fait commettre.

Au moment où vous cherchiez à relancer la consommation, vous avez bloqué la production et l'investissement en décrétant toute une série d'impôts, de cotisations, de règlements ou d'actions bureaucratiques nouvelles qui sont venus charger la barque des entreprises comme des travailleurs.

Sans doute vous échappait-il qu'en produisant plus cher qu'ailleurs, nous allions nous fermer les marchés étrangers et livrer le marché intérieur à nos concurrents. C'est ce qui s'est passé.

Et pour parachever votre œuvre, vous avez créé un climat de méfiance, voire d'hostilité, envers tous ceux qui, en France, veulent travailler, produire, entreprendre, réussir. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) L'initiative privée a été marquée d'une sorte d'impureté congénitale. En revanche, la nationalisation est devenue comme la cérémonie d'adoubement d'une nouvelle caste technocratique. (*Sourires sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

Bref, vous avez cédé à votre penchant naturel : plutôt que de suivre les quelques commandements du bon sens économique, vous avez préféré vous réfugier dans l'utopie et plier à vos fantasmes idéologiques une réalité qui vous dérange. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Vous deviez expliquer aux Français, monsieur le Premier ministre, qu'un Etat ne peut dépenser durablement plus qu'il ne gagne, qu'une nation ne peut durablement acheter à l'étranger plus qu'elle n'y vend, qu'un pays ne peut durablement consommer plus qu'il ne produit.

Il est vrai que vous avez des vérités cachées à révéler et qui parfois surgissent ici ou là. Ainsi, ceux qui l'ignoraient encore savent-ils depuis peu, grâce à vous, que « l'inflation n'est jamais que l'expression économique de la lutte des classes ». (Rires sur les bancs du rassemblement pour la République.)

« Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette », aurait pu enchaîner Sganarelle. (Rires et applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Je doute que les Français se laissent longtemps encore abuser par votre amphigouri tandis que s'aggrave l'anxiété qui est la leur.

Le choc de la deuxième dévaluation a secoué la torpente dans laquelle l'information officielle tentait de faire glisser peu à peu l'opinion à la veille des vacances. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Exclamations sur les bancs des socialistes.)

Ce fut d'abord la stupeur devant la légèreté avec laquelle on nous a traités depuis quinze jours. C'est aussi la colère devant les inconspéquences d'un pouvoir, qui, le mercredi, cherche à donner l'image de la continuité, de la certitude et de l'autorité rassurante, mais qui tombe, le samedi, dans l'improvisation fébrile et l'autoritarisme menaçant.

Lors de sa dernière conférence de presse, le Président de la République affirmait que le contrôle des prix et des salaires « ne pouvait être entrepris que si les autres méthodes échouaient ». « Ces méthodes sont et seront tentées », ajoutait-il. Il aura suffi de quarante-huit heures pour en épouser, semblait-il, les vertus...

M. Antoine Gissinger. Très bien !

M. Jacques Chirac. ... puisque nous voici soumis à l'arbitraire d'un blocage draconien qui fait bon marché de tous les contrats déjà signés, et souvent signés par vos propres ministres, monsieur le Premier ministre. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur divers bancs de l'union pour la démocratie française.)

Tout le problème est aujourd'hui de savoir si votre deuxième dévaluation du franc peut réussir, c'est-à-dire assurer les bases d'un redressement durable de notre économie, après avoir affaibli notre pays et appauvri nos concitoyens.

D'une certaine manière, le président de la commission des finances de notre assemblée — lequel est socialiste, me semble-t-il — a déjà apporté la réponse : il juge cette dévaluation trop tardive et trop faible pour rétablir les conditions d'une réelle compétitivité entre la France et l'Allemagne, ce qui est, évidemment, essentiel.

Votre propre désarroi est un lourd handicap pour la deuxième phase de votre action. Mais il y en a d'autres.

Les handicaps techniques, d'abord : jamais le blocage des prix n'a constitué une arme efficace contre l'inflation ; jamais on n'a trouvé le moyen d'en sortir sans de lourds dégâts pour l'économie. C'est si vrai qu'il a fallu trente ans pour lever les blocages de l'après-guerre !

Vous aurez d'autant plus de mal à y parvenir dans quatre mois que tous les roages de la mécanique inflationniste que vous avez montée restent, bien entendu, en place. Il est absurde de compter sur quelques semaines de blocage estival des prix et des salaires alors qu'on ne fait rien pour atténuer la progression des coûts et des charges fiscales et sociales. Il est absurde d'annoncer solennellement un objectif de déficit budgétaire égal à 3 p. 100 du produit intérieur brut — ce qui est déjà considérable — et de vouloir ramener la hausse des prix à moins de 10 p. 100. Or, si l'inflation française ne retombe pas rapidement à des niveaux comparables à celle de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de tous nos partenaires qui, eux, depuis un an, ont réussi à juguler l'inflation, la deuxième dévaluation du franc n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau, comme la première...

La seule conséquence prochaine de votre plan d'accompagnement risque d'être, dès l'automne, une nouvelle et forte dégradation de l'emploi.

Aux erreurs techniques s'ajoutent les handicaps psychologiques et politiques.



Comment pouvez-vous réussir le redressement de l'économie dans le climat de désunion, voire d'exaspération, que vous entretenez ?

Exaspération des salariés, à qui vous avez promis le maintien de leur pouvoir d'achat, et dont vous bloquez les salaires malgré les accords déjà signés.

Exaspération des fonctionnaires, dont vous augmentez le nombre mais dont vous abaissez la situation matérielle et morale.

Exaspération des cadres, qui voient leur rôle dans l'entreprise systématiquement contesté, et leurs régimes de retraite menacés.

Exaspération des commerçants, des artisans, des entrepreneurs de toutes branches, à qui vous demandez de collecter un peu plus de T. V. A., mais dont vous bloquez les prix, taxe nouvelle comprise.

Exaspération, enfin, des agriculteurs, que la dévaluation et les montants compensatoires monétaires pénalisent à nouveau très durement. (Murmures sur les bancs des socialistes.)

M. le Premier ministre. C'est trop, quand même !

M. Jacques Chirac. Pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, citer une catégorie sociale — y compris parmi les plus modestes — qui ne se sente inquiète et touchée ?

Il faudrait, en vérité, un Prévert pour dresser l'inventaire des promesses que vous n'avez pas tenues.

Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme. Prévert avait du talent !

M. Jacques Chirac. Tout aussi nombreuses sont vos incohérences. Un seul exemple : les loix Auroux devaient, selon vous — car ce n'est pas naturellement mon sentiment — améliorer les procédures de conventions collectives ; au moment même où elles devaient entrer en application, vous abrogez la liberté de négociation des salaires à laquelle aucun gouvernement depuis 1950 n'avait voulu toucher, car elle constitue la pierre angulaire de la politique contractuelle. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur de nombreux bancs de l'union pour la démocratie française.)

Et vous êtes contraints d'imposer par la voie législative des mesures que refusent le parti communiste et la C. G. T. et dont aucune des forces politiques ou syndicales censées vous soutenir ne veut endosser la responsabilité.

En fait, avez-vous encore la majorité de votre politique ? (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Que faire, aujourd'hui, pour redresser la situation ?

M. Paul Balmigère. Mettre Chirac !

M. Jacques Chirac. Vous cherchez une diversion en prétendant que l'opposition n'a pas de programme. Eh bien, voici ce que devrait être actuellement les priorités de l'action gouvernementale...

M. Paul Balmigère. Que vous n'avez pas respectées !

M. Marcel Wacheux. Il fallait le faire plus tôt !

M. Jacques Chirac. ... si le Gouvernement avait le sens des responsabilités. (Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République.)

D'abord, éliminer le déficit budgétaire. Il faut, pour y parvenir, lancer un plan d'équilibre sur trois ans comportant des objectifs simples : diminution rapide des dépenses d'intervention économique, car les entreprises ont moins besoin de subventions que de liberté (Très bien ! et applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française) ; freinage du train de vie de l'Etat et des dépenses de fonctionnement qui doivent progresser moins que l'inflation ; dénationalisation des groupes industriels et bancaires dont l'étatisation a si lourdement grevé nos finances publiques, et vous en avez apporté encore, tout à l'heure, un témoignage. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

Deuxième priorité : comme je l'avais déjà proposé l'an dernier, il est indispensable de ramener à 40 p. 100 la part des impôts et des cotisations sociales dans le produit intérieur brut.

Là encore, la tâche sera rude, et la réussite dépendra, bien sûr, du redémarrage de la croissance. Mais, sans attendre, la France doit prendre les moyens de maîtriser ses dépenses, et notamment ses dépenses sociales.

L'économie française ne supportera pas longtemps un accroissement annuel des dépenses de maladie de 20 p. 100, ni des charges de retraite massivement augmentées par les nouvelles dispositions légales et aussi par l'évolution démographique. Il faudra choisir, et chacun devra assumer ses responsabilités et comprendre que les dépenses effectives doivent s'arrêter au montant des ressources disponibles — et non l'inverse — quitte, dans le cas particulier, à moduler les taux de remboursement ou à diversifier les modes de couverture sociale.

Troisième priorité : une réforme monétaire et bancaire est nécessaire pour doter la France d'un outil moderne de distribution du crédit, et la nationalisation des banques n'a, de ce point de vue, servi strictement à rien, bien au contraire.

L'encadrement continué a cristallisé les positions acquises et rend impossible toute concurrence et toute adaptation souple des concours bancaires à l'économie.

Il faut donc rénover les circuits financiers, en dénationalisant, en décloisonnant, en mettant chacun à armes égales, de sorte que le financement de notre industrie puisse être assuré avec plus de dynamisme et un meilleur sens du risque créateur.

Quatrième priorité : provoquer une relance massive de l'investissement, notamment par une réforme fiscale cohérente.

Plusieurs députés socialistes. Et la taxe professionnelle ?

M. Jacques Chirac. La seule déduction fiscale décidée dans le cadre du plan de relance de 1974-1975 a permis d'atteindre en 1976 un taux de croissance de 5,10 p. 100 que nous n'avons jamais retrouvé depuis. (Applaudissements sur quelques bancs du rassemblement pour la République.) Il faut donc détaxer l'épargne investie dans la production, qu'il s'agisse de celle des particuliers ou de celle des entreprises. Il faut également supprimer les contraintes excessives fiscales, parafiscales, réglementaires et bureaucratiques qui paralysent les travailleurs et les entreprises, découragent l'initiative, entravent l'activité et finalement pénalisent l'emploi. (Applaudissements sur les divers bancs du rassemblement pour la République.)

M. Raymond Forni. C'est le programme d'une auberge espagnole !

M. Jacques Chirac. Cinquième priorité : améliorer le climat social en recherchant un meilleur partage des responsabilités dans l'entreprise.

M. Paul Balmigère. Comme à Citroën !

M. Jacques Chirac. Vous avez choisi de renforcer le monopole des appareils syndicaux existants, ce qui fait le jeu du plus puissant et du plus révolutionnaire d'entre eux : la C. G. T. (Exclamations sur les bancs des communistes.)

M. André Soury. Encore !

M. Paul Balmigère. C'est la C. G. T. qui est majoritaire !

M. Jacques Chirac. Ni la démocratie ni l'efficacité n'y ont gagné. Il faut prendre une autre direction en étendant largement l'actionnariat des salariés — que vous avez supprimé dans les groupes nationalisés — et en instaurant, à côté des procédures et des institutions existantes, l'élection au suffrage universel, avec liberté de candidature, de représentants du personnel siégeant dans les conseils de surveillance ou d'administration des sociétés importantes. (Applaudissements sur de nombreux bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Vous savez d'ailleurs que, dans bien des entreprises, la participation se fait peu à peu, sans vous et sans la C. G. T. (Rires et exclamations sur les bancs des communistes et des socialistes.) ...

M. Paul Balmigère. A la matraque.

M. Jacques Chirac. ...entre les hommes et les femmes de bonne volonté qui constituent la communauté de travail. (Interruption sur les bancs des socialistes.) C'est cette participation qui changera la condition des travailleurs, et non pas la lutte des classes. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur de nombreux bancs de l'union pour la démocratie française.)

Sixième priorité, enfin : accompagner le progrès technologique par une politique responsable d'aménagement du temps de travail.

Dans les conditions où vous les avez décidées, la retraite à 60 ans et la semaine de 39 heures, loin de créer un seul emploi, vont en réalité créer du chômage parce qu'elles affaibliront la compétitivité de nos entreprises.

En fait, la réduction du temps de travail n'a d'effet positif sur l'emploi que si les coûts de production unitaires n'en sont pas aggravés. Dès lors que le surcoût salarial dépasse les gains de productivité qui résultent de la réduction du temps de travail, il y a péril pour l'emploi global. C'est ce qui fait que, depuis quelques mois, les Renault, les Peugeot, les Citroën se vendent moins bien, y compris en France, que les Volkswagen ou les B. M. W. Curieuse façon de reconquérir le marché intérieur ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Ce qu'il faut privilégier aujourd'hui c'est le travail à temps partiel, tout particulièrement lorsque approche l'âge de la retraite.

Voilà, monsieur le Premier ministre, ce que le Président de la République vous demanderait de faire si vous décidiez d'ahandonner vos chimères (Rires sur les bancs des socialistes) et de

remettre l'économie française dans la bonne voie. (Exclamations et rires sur les mêmes bancs.)

Mais le voudriez-vous que vous ne le pourriez sans doute pas. La démonstration de votre incompétence...

M. Paul Balmigère. Et la vôtre ?

M. Jacques Chirac. ...a été trop loin pour que la confiance puisse renaitre facilement. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur de nombreux bancs de l'union pour la démocratie française.)

La confiance aujourd'hui...

Un député socialiste. C'est Chirac !

M. Jacques Chirac. ...seule l'opposition républicaine peut la rendre aux Français. (Rires sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Oui, l'opposition républicaine a des atouts que vous n'avez pas. (Protestations sur divers bancs des socialistes et des communistes.)

M. Paul Balmigère. Dites plutôt : la réaction !

M. Jacques Chirac. Sa première force c'est son unité. (Rires sur les bancs des socialistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Plusieurs députés socialistes. Giscard ! Giscard !

M. Jacques Chirac. Je n'ai pas observé, monsieur le Premier ministre, que vous ayez été beaucoup applaudi tout à l'heure par les communistes. Alors, messieurs, ne donnez pas de leçon, s'il vous plaît !

Naturellement, l'unité ne signifie pas l'uniformité. Nous avons des différences (Sourires sur les bancs des socialistes et des communistes.), nous exprimons nos sensibilités propres. Mais rien d'essentiel ne nous sépare. (Nouveaux sourires sur les mêmes bancs.) On le voit aujourd'hui dans ce débat, contrairement à l'image que vous venez de donner monsieur le Premier ministre, on le verra demain lors des prochaines échéances électorales, et vous rirez probablement moins fort quand on verra les résultats. On le verra surtout quand vos divisions et vos échecs vous auront discrédité et que les républicains gouverneront ensemble. (Applaudissements sur de nombreux bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

L'opposition puise aussi sa force dans sa capacité de renouvellement.

Du projet socialiste, de vos 110 propositions électorales, de vos premières déclarations gouvernementales, que reste-t-il ?

Non, c'est dans les rangs des républicains que se lèvent aujourd'hui de nouvelles générations d'élus (Rires sur les bancs des socialistes et des communistes), de militants, de citoyens prêts à s'engager au service d'un nouvel idéal, également éloigné du socialisme marxiste et du conservatisme.

M. André Soury. Vous êtes un réactionnaire !

M. Jacques Chirac. Nous sommes désormais les seuls à proposer au pays un projet cohérent qui se fonde sur une vision nouvelle de l'homme et de la société. (Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Vous l'avez dit : le socialisme se définit, avant tout, comme l'idéologie de la lutte des classes.

M. le Premier ministre. Je n'ai jamais dit cela !

M. Jacques Chirac. Il a pris naissance au moment où la classe ouvrière, dans les conditions d'existence qui lui étaient faites, vivait le plus douloureusement son identité collective et sa nécessaire solidarité. C'était il y a plus d'un siècle ! (Interruptions sur les bancs des socialistes.)

Les temps ont changé.

M. Louis Maisonnat. Vous, vous n'avez rien changé !

M. Jacques Chirac. Même si d'immenses progrès restent à faire, les injustices ont reculé ; le droit à la dignité, de formel, est devenu réel ; le niveau d'éducation et de culture s'est considérablement élevé.

M. Paul Balmigère. Grâce à nous, pas à vous !

M. Jacques Chirac. Les hommes et les femmes de la fin du xx^e siècle ne veulent plus être des individus interchangeables qu'on embrigade au sein de grandes organisations de masse. (Applaudissements sur divers bancs du rassemblement pour la République.)

Plusieurs députés socialistes. Comme le R. P. R. !

M. Jacques Chirac. Ce que nous cherchons tous, plus ou moins consciemment, c'est la fraternité au sein de communautés à l'échelle humaine...

Plusieurs députés socialistes. La nôtre !

M. Jacques Chirac. ... et qui respectent notre personnalité. Nous voulons nous reconnaître de mieux en mieux dans la famille, dans la vie associative...

Plusieurs députés socialistes. Au S.A.C. ! (Rires sur les bancs des socialistes.)

M. Jacques Chirac. ... dans la commune, à l'atelier ou au bureau, parce que nous pouvons y être reconnus comme des personnes, et c'est cela même que votre politique détruit !

Répondre à cette aspiration, agrandir l'espace des libertés individuelles (rires sur les bancs des socialistes), affirmer ce qu'il y a d'incomparable et d'irréductible dans chaque personne humaine...

M. André Soury. Et le profit !

M. Paul Balmigère. Vous êtes à genoux devant le profit !

M. Jacques Chirac. ... c'est le sens du nouvel humanisme que nous devons construire ensemble.

Ce nouvel humanisme, qui ne sera pas détruit par quelques rugissements (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française) est aux antipodes du déterminisme marxiste et des idéologies socialistes qui en sont issues, parce qu'il est, au fond des choses, une philosophie de la liberté.

M. Paul Balmigère. Le nôtre sera aussi fort que les autres !

M. Jacques Chirac. La période qui nous attend sera rude : rude pour la France, pour son économie, pour sa place dans le monde, et donc pour l'indépendance de sa politique ; rude pour les Français dont l'emploi, le niveau de vie, la sécurité et les libertés sont gravement menacés...

M. Alain Vivien. Ces propos sont scandaleux !

M. Jacques Chirac. ... par les inconsciences que vous avez accumulées. (Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Faut-il renoncer ou désespérer ?

Nous savons tous que les Français ont en eux-mêmes assez de volonté et de fierté pour livrer le combat qui sera de plus en plus nécessaire, celui du redressement national.

M. Alain Vivien. Nous le livrons sans vous !

M. Jacques Chirac. Mais encore faut-il les entraîner, être crédible, convaincre, inspirer confiance, Monsieur le Premier ministre, le temps de la facilité et du lyrisme est terminé. Voici venu le temps de la lucidité et du courage.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Jacques Chirac. En un mot, il vous faut changer, mais, cette fois, changer dans le bon sens.

A voir le bilan de votre première année de pouvoir, les fautes et les contradictions de votre politique, comment pourrions-nous croire sérieusement que vous en êtes encore capable ?

Voilà pourquoi nous voterons la censure contre votre Gouvernement. (Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. Jospin. (Certains députés du rassemblement pour la République quittent l'hémicycle. — Huées sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Paul Balmigère. Où vont-ils ?

M. Jean Duprat. Faire la sieste !

Plusieurs députés socialistes et communistes. Fuyards !

M. Paul Balmigère. Dégonflés !

Plusieurs députés socialistes et communistes. Restez avec nous !

M. Yves Dollo et M. Alain Vivien. Les républicains s'en vont !

M. Lionel Jospin. Ils écoutent en silence et ils partent sans bruit ! (Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Jacques Toubon. Vous auriez mieux fait d'écouter en silence vous aussi, monsieur Jospin ! Vous avez été indigne ! (Protestations sur les mêmes bancs.)

M. Antoinette Gissinger. Le sectarisme est au pouvoir !

M. Paul Balmigère. Taisez-vous !

M. Lionel Jospin. Monsieur Toubon, vous êtes intervenu si souvent de façon fracassante que vous êtes malvenu à nous faire la leçon ! (Protestations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Antoine Gissinger. Vous de même !

M. Jacques Toubon. Monsieur Jospin, on vous a trop entendu dire des bêtises !

M. le président. Monsieur Toubon, je vous en prie !

La parole est à M. Jospin.

M. Lionel Jospin. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, face à l'approfondissement de la crise mondiale, en raison de l'ajustement monétaire auquel il vient d'être procédé et afin de mieux assurer le succès de la politique économique et sociale menée depuis un an, le Gouvernement vient d'annoncer au pays un ensemble de mesures économiques et financières. L'opposition a déposé à l'Assemblée nationale une motion de censure du Gouvernement condamnant sa politique. Le Premier ministre vient d'engager, sur une déclaration de politique générale, la responsabilité de son gouvernement et demande à l'Assemblée sa confiance. Au nom du groupe socialiste, je vais vous dire pourquoi nous accordons notre confiance au Gouvernement et nous rejetterons la motion de censure. Je vous dirai aussi ce que nous souhaitons du Gouvernement pour la réussite de notre politique commune.

Je le ferai avec netteté et, je le crois, avec honnêteté, sans souci excessif de polémique avec l'opposition. Du moins ce souci ne m'était-il pas venu au départ, mais peut-être l'intervention de M. Chirac me conduira-t-elle à corriger quelque peu mon propos ! Sans volonté polémique donc, mais sans oublier de rappeler à l'opposition quelques vérités qu'elle dissimule.

M. Paul Balmigère. Ce n'est pas l'opposition, c'est la droite ! (Rires sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. Lionel Jospin. Je préfère quand même que la droite soit dans l'opposition plutôt que dans la majorité ! (Rires et applaudissements sur les mêmes bancs.)

Je le ferai avec, à l'idée, qu'à travers nous, au-delà de nous, des millions d'hommes et de femmes, dont certains nous écoutent, s'interrogent, cherchent à comprendre. Ils méritent un débat honnête, sérieux, digne de l'enjeu qui est la défense de l'économie du pays et du niveau de vie des Français.

Nous accordons notre confiance au Gouvernement parce que les mesures qui viennent d'être prises étaient nécessaires.

Elles l'étaient d'abord en raison des développements de la crise économique mondiale.

M. Bernard Stasi. Tiens donc !

M. Lionel Jospin. Qu'est ce qui a rendu inévitable l'ajustement de la parité du franc ?

M. Philippe Séguin. Votre échec !

M. Lionel Jospin. Directement, tout le monde en convient, c'est le creusement de la différence d'inflation entre la France et ses principaux partenaires. (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.) Cette évolution préoccupante datait déjà de deux ans et demi, mais il est vrai qu'elle s'est aggravée récemment. D'après l'I.N.S.E.E., cette différence était de 1,6 point à la fin de 1979 ; elle atteignait déjà 3,4 points en mai 1981 ; ces derniers mois, elle dépassait légèrement 6 points.

Pour mieux comprendre, prenons les deux termes de la différence. Est-ce que nous avons fait plus mal ?

Plusieurs députés du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. Oui ! Oui !

M. Lionel Jospin. L'inflation française, calculée sur les six derniers mois, est aujourd'hui de 12 p. 100 en rythme annuel ; elle était, il y a un an, de 13 p. 100.

M. Edmond Alphandery. Vos chiffres ne sont pas exacts !

M. Robert-André Vivien. Vous manipulez les chiffres !

M. Lionel Jospin. Il n'y a donc pas eu d'accélération de l'inflation en France mais, au contraire, léger ralentissement. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.) Je tire mes chiffres de l'I.N.S.E.E., comme M. Chirac !

Ce qui est vrai, c'est que l'inflation chez nos partenaires, calculée de la même façon, est passée d'un rythme de 9,6 p. 100 par an il y a un an à 5,5 p. 100 en moyenne aujourd'hui.

M. Bernard Stasi. C'est donc leur faute !

M. Lionel Jospin. Le verdict des chiffres est clair : l'inflation a nettement ralenti chez nos partenaires, elle n'a que légèrement diminué en France.

M. Edmond Alphandery. Vos chiffres sont manipulés !

M. Lionel Jospin. Tenir compte de cette réalité, notamment par la dévaluation et ses mesures d'accompagnement, est un témoignage de réalisme dont je m'étonne qu'on ne donne pas acte au Gouvernement. Mais cela ne devrait pas conduire l'opinion à croire que tout va pour le mieux chez nos partenaires, comme l'opposition, toujours si prompt à louer ce qui se passe ailleurs et à dénigrer ce qui se passe en France — M. Chirac vient d'en faire la démonstration — voudrait le faire croire. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Robert-André Vivien. M. Chirac a fait un constat, lui !

M. Lionel Jospin. L'inflation reste basse en Allemagne — ce qui d'ailleurs, messieurs, ne semble pas désarmer vos collègues conservateurs, adversaires du chancelier Helmut Schmidt, et conduit à relativiser le succès politique de cette gestion qu'on nous donne en exemple — elle a baissé nettement aux Etats-Unis et légèrement seulement au Royaume-Uni. Mais le chômage a augmenté fortement dans ces trois pays.

M. Charles Miossec. Ici aussi !

M. Lionel Jospin. Vous savez qu'il dépasse les trois millions en Grande-Bretagne et les dix millions aux Etats-Unis, où il atteint ainsi le record historique de 1941. Dans le même temps, les indices de production sont devenus négatifs et la consommation des ménages a baissé.

Il n'y a donc pas, comme vous voudriez le faire croire, d'un côté, des pays « sages » qui auraient des succès et, de l'autre, un pays « déraisonnable » qui connaîtrait un échec.

M. Alain Madelin. Si !

M. Lionel Jospin. Il y a des options de politique économique et sociale différentes. Il y a le choix délibéré fait par des équipes conservatrices chez plusieurs de nos partenaires, et particulièrement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, de mener de dures politiques monétaristes contre l'inflation. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*) L'opinion française doit savoir qu'ils le paient cher en taux de croissance, en désindustrialisation, en faillites, en coupes sombres dans les programmes sociaux, sans qu'on voie pour autant resurgir dans ces pays les conditions d'une croissance saine. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. Robert-André Vivien. Et chez nous ?

M. Lionel Jospin. Or il faut comprendre que ces gouvernements ne se contentent pas, ainsi, d'aggraver le chômage chez eux ; ils entraînent aussi l'ensemble du monde dans une logique dangereuse, celle de l'ajustement cumulatif par le bas. Cette logique — expérimentée avec les conséquences que l'on sait dans les années 30 — est une logique funeste. Elle ne peut pas être celle de la France et d'un gouvernement de gauche. C'est pourquoi nos représentants continueront à œuvrer, dans les instances internationales, pour convaincre nos partenaires que la croissance et l'emploi, chez eux et dans l'ensemble du monde, sont des objectifs au moins aussi importants que l'inflation et le taux de change. Nous reviendrons à ce débat ; en attendant, faisons le constat suivant.

M. Robert-André Vivien. Un seul nous suffit !

M. Lionel Jospin. La reprise attendue dans les autres grands pays occidentaux ne s'étant pas produite, la récession s'est poursuivie. Il en est résulté chez eux une baisse plus forte que prévue des taux d'inflation, accroissant le différentiel d'inflation entre la France et ces pays : il en est résulté aussi un ralentissement de nos exportations par stagnation ou recul de nos débouchés extérieurs, cependant que nos voisins, notamment allemands, profitaient de notre relance intérieure.

Autant dire que l'efficacité de l'appareil de production du pays est également en cause. L'ajustement monétaire intervenu a été fait pour compenser la différence trop forte de trajectoires entre notre économie et celle de nos partenaires. Le constater ne veut pas dire que notre choix était mauvais. Je persiste à le croire plus fécond à terme pour la communauté internationale. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

En tout cas, les choix faits ailleurs ont imposé au Gouvernement une action beaucoup plus vigoureuse contre l'inflation. Nous la jugeons comme lui indispensable. Au départ, il est vrai que le Gouvernement avait préféré une décélération progressive de l'inflation, mais il faut désormais aller plus vite et frapper plus fort. Ce serait en effet une idée fautive de croire que la lutte contre l'inflation n'est pas un objectif pour la gauche. La progression du chômage n'est pas seule dommageable pour une économie et ceux qui la font vivre. L'inflation l'est également, car elle n'a pas seulement des conséquences sur le commerce extérieur ; elle a aussi un impact sur le plan intérieur, notamment au niveau de la répartition.

Mieux répartir les revenus suppose que l'on juggle l'inflation. En effet, celle-ci rend moins efficaces les actions de revalorisation relative des bas revenus. Dans le cycle de l'indexation prix-revenus, la fameuse « spirale », les revenus des non-salariés anticipent les hausses de prix alors que les salaires les suivent. Les retards d'indexation de certaines prestations, le minimum vieillesse par exemple, rendent l'inflation particulièrement pénible pour les personnes âgées, moins aptes à défendre leur part du revenu national.

Il en va de même pour la répartition des patrimoines. La non-rémunération, ou la faible rémunération, des actifs liquides et quasi liquides conduit à un transfert de ressources des ménages vers les institutions financières d'autant plus massif que l'inflation est forte. Actuellement — j'y reviendrai dans ma

conclusion — le transfert est de l'ordre de 4 à 5 p. 100 du revenu des ménages, soit beaucoup plus que les gains de pouvoir d'achat. Les plus petits patrimoines étant largement composés de liquidités, l'inflation organise donc un impôt sur les patrimoines fortement régressif.

Il faut donc réduire l'inflation, et cette réduction ne peut reposer entièrement sur des mécanismes « naturels ». Dans le cycle prix-revenus, un changement de rythme spontané mais réel passerait nécessairement par la pénalisation d'un des termes du cycle. Cette pénalisation ne se ferait pas en douceur, ni pour les salariés et la demande, ni pour les entreprises et l'offre.

La politique que vous avez décidée, monsieur le Premier ministre, et qui porte à la fois sur les revenus et les prix, signifie, dans notre esprit, que vous entendez convaincre tous ceux qui ne croient pas à la décélération spontanée des prix et « casser » les anticipations inflationnistes. Les mesures coercitives sur les prix et les revenus ne sont pas un remède en soi mais un moyen de faire redémarrer le cycle sur un autre rythme. Nous approuvons cet objectif.

Nous approuvons aussi vos mesures parce que le dispositif adopté est équilibré, provisoire et volontariste.

L'ancien économiste que je suis — et le syndicaliste — n'applaudit pas des deux mains au blocage des prix et des salaires.

Au blocage des prix, parce que nous savons d'expérience qu'il est difficile à réaliser. Il fallait pourtant le faire, et chacun doit vous y aider : chefs d'entreprise, distributeurs et commerçants, syndicats, associations de consommateurs.

Au blocage des salaires, parce que nous aurions préféré que la stabilisation des rémunérations puisse être obtenue par un effort volontaire.

Mais, outre les contraintes pratiques de la renégociation des accords de salaire qui se serait imposée, était-il possible d'obtenir ce contrôle volontaire ? Pouvait-on demander aux syndicats de renoncer d'eux-mêmes au rôle qui est le leur pour pratiquer la discipline — ou l'autodiscipline — des salariés ? Malgré les vœux émis par certains en ce sens — et je ne mets pas en cause la sincérité de leurs auteurs — vous avez préféré que la responsabilité du blocage soit clairement celle du pouvoir politique, du Gouvernement qui, lui, n'a pas en charge des intérêts catégoriels, aussi légitimes soient-ils, mais l'intérêt général du pays.

Nous approuvons votre démarche parce qu'elle témoigne de la détermination du Gouvernement, lequel ne se décharge pas sur d'autres des décisions à prendre. Nous l'approuvons dans la mesure où elle s'appuie sur un dispositif équilibré touchant les prix et les marges, les revenus et le budget et portant, à l'intérieur des revenus, aussi bien sur les salaires que sur les autres revenus.

A ceux, du côté des salariés, qui regrettent ce blocage temporaire des salaires, nous pouvons répondre que les mesures actuelles n'effacent pas ce qui, sur le plan social, a été réalisé par le gouvernement de gauche. Les nationalisations, les droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises, la semaine de trente-neuf heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans, les créations d'emploi dans le secteur public, les titularisations, les mesures prises en faveur des personnes âgées, des familles ou du logement, les relèvements du S.M.I.C. ou les progrès du revenu agricole, tout cela s'inscrit dans la réalité.

Nous approuvons vos mesures, monsieur le Premier ministre, parce qu'il est indispensable pour la France et aussi pour la gauche de réussir économiquement. Nous sommes engagés dans une bataille et il faut la gagner. Il est décisif, en cette fin de siècle, de démontrer qu'il est possible de conjuguer, en France mais aussi ailleurs dans le monde, justice sociale et efficacité économique. Si nous n'y parvenons pas collectivement il est clair que cette planète, où se côtoient immenses richesses et pauvreté de masse, gaspillage et malnutrition, stagnation de la production et course aux armements, ira à la catastrophe. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

La réussite économique et, à terme, la solidité de notre monnaie sont également décisives pour notre indépendance. Dans un autre contexte et sur la base d'une politique intérieure conservatrice, le général de Gaulle lui-même a fait l'expérience, après 1968, qu'un échec économique et social, qu'un effritement monétaire l'obligeaient à en rabattre de ses ambitions en politique étrangère. Nous ne devons pas, à notre tour, faire cette expérience.

M. Jacques Baumel. C'est déjà fait !

M. Lionel Jospin. Ensemble, nous devons réussir et c'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, nous voterons la confiance.

Autant dire, mesdames et messieurs de l'opposition, que nous sommes contre votre motion de censure.

M. Bernard Stasi. Ah bon !

M. Lionel Jospin. Que les auteurs de ce texte ne partagent pas nos conceptions politiques et économiques, qu'ils veulent l'écrire et le dire est logique. Il est plus difficile d'admettre qu'ils puissent, dans un document destiné à tous les parlementaires et à l'opinion, énoncer des contrevérités. J'en relèverai quatre qui ne peuvent faire de doute.

La stagnation de la production ? Comment est-il possible d'affirmer cela alors que la progression du produit intérieur brut atteindra 2 p. 100 au minimum en 1982 ?

M. Michel Noir. La production industrielle est étale à l'indice 131 depuis six mois !

M. Lionel Jospin. L'accélération de la hausse des prix ? Il y a décélération par rapport au rythme antérieur.

La baisse du pouvoir d'achat ? L'affirmation est inexacte puisque les revenus des ménages sont restés globalement stables en raison de l'augmentation des prestations sociales, en même temps qu'une importante redistribution s'opérait à l'intérieur du groupe des ménages, grâce à l'action sur les bas salaires et les prestations sociales.

L'aggravation du chômage ? Il est vrai que le nombre des demandeurs d'emploi s'est accru. Mais vous savez très bien qu'il l'a fait moins qu'avant et moins qu'ailleurs. De même, vous auriez intérêt à méditer les chiffres que je vais vous citer. Le chômage partiel n'est pas négligeable pour les travailleurs et pour l'économie. Or le nombre des journées chômées est passé de 1 800 000 de janvier à mars 1981 à 1 300 000 de janvier à mars 1982. Les licenciements économiques — ce n'est pas sans importance, du moins pour d'autres que vous — sont passés de 35 000 en moyenne mensuelle sur la période janvier-mars 1981 à 25 000 en janvier-mars 1982. Enfin — et cela est décisif — les effectifs occupés en France, le nombre d'emplois existants, qui avaient décliné de 13 843 000 à 13 685 000, en octobre 1981, se sont remis à croître depuis le début de l'année pour atteindre...

M. Pierre Méhaignerie. Deux millions de chômeurs !

M. Lionel Jospin. ... 13 724 000 en avril 1982. La tendance sur ce point décisif s'est donc inversée. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Je sais que vous n'aimez pas que nous évoquions dans nos débats le concept d'héritage.

M. René Le Combe. C'est votre seul argument !

M. Lionel Jospin. J'ai pourtant noté que M. Chirac, à la Mutualité le 15 juin dernier, s'effarouchant de pouvoir tomber dans le « piège d'un programme », utilisait publiquement, outre le prix du pétrole et les incertitudes, l'argument suivant : « Il n'est pas utile de préparer un programme parce qu'il faudra réparer les dégâts de la gestion actuelle. » (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Charles Miossec. C'est vrai !

M. Lionel Jospin. Vous m'en donnez acte ? Très bien !

Ainsi, le leader du R. P. R. — j'allais dire le leader de l'opposition et puis j'ai pensé à M. Barre et à M. Giscard d'Estaing (*applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes*)...

M. René Le Combe. Parlez-nous de vos rapports avec le parti communiste !

M. Lionel Jospin. ... pourrait déjà évoquer les dégâts supposés de notre gestion depuis un an pour s'excuser par avance de l'héritage qui sera le nôtre ! Mais il nous serait interdit d'invoquer les dégâts réels, constatés, d'une gestion de sept ans pour expliquer certaines des contraintes qui pèsent sur notre politique. Avouez qu'une telle attitude est peut-être commode mais qu'elle n'est pas du tout cohérente. (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes.* — *Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. Antoine Gissinger. Apportez-nous des devises !

M. Lionel Jospin. Si M. Chirac est si satisfait rétrospectivement du bilan de la France en avril-mai 1981 dont il nous a dit merveilles à l'instant...

M. Jacques Baumel. Comme le rapport Bloch-Lainé !

M. Lionel Jospin. ... et donc de la politique de M. Barre et de M. Giscard d'Estaing, pourquoi les a-t-il critiqués si durement et a-t-il même — si peu que ce soit — contribué à leur défaite ? (*Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

A l'amnésique M. Chirac (*exclamations et rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française*)... Vous sentez que cela vous gêne !

M. Antoine Gissinger. Vous êtes un rigolo !

M. Lionel Jospin. A l'amnésique M. Chirac, je voudrais rappeler quelques-unes des paroles — je me les suis fait communiquer aussitôt après son intervention ; il a fallu réagir vite — qu'il

prononçait dans la période antérieure au 10 mai et qui éclaireront d'une façon quelque peu différente le bilan qu'il nous traçait à l'instant.

« Si je faisais un bilan du septennat, je dirais que ce ne sera pas l'une des époques qui marquera notre histoire par une situation brillante pour notre pays », 17 mars 1980 :

« Nos performances économiques sur tous les points sont très médiocres. » (*Rires sur les bancs des socialistes et des communistes.*) « Sur ce point je ne me dissocie pas de M. Mitterrand qui fait la même analyse », 16 février 1979 (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes*) ;

« Il y a une espèce d'avachissement, d'affaiblissement général de notre économie », 24 février 1980 :

J'ai gardé celle-ci pour la fin : « Si l'on peut rendre à ce pays la confiance et l'espoir, fût-ce au prix de la défaite du Président de la République, c'est l'intérêt de la France qui m'importe, et non pas l'intérêt de tel ou tel homme y compris le mien. Voilà en réalité ce que je souhaite », 6 mars 1981. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Antoine Gissinger. Cela reste vrai !

M. Lionel Jospin. Gageons qu'à la lecture de ces citations le couplet émouvant de M. Chirac tout à l'heure sur l'unité de l'opposition ou de la droite...

M. Jacques Chirac. Et sur la faillite du Gouvernement !

M. Lionel Jospin. ... a dû paraître quelque peu excessif à certains sur ses bancs. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

En tout cas, même si vous n'aimez pas l'héritage, il faut bien revenir en arrière et parler un peu de vous.

L'inflation à deux chiffres, nous ne l'avons tout de même pas inventée et en matière de record nous n'avons encore battu ni celui de M. Chirac en 1974 — 13,7 p. 100 — ni celui de M. Barre en 1980 — 13,6 p. 100.

M. Alain Vivien. Très bien ! Ils ont la mémoire courte !

M. Lionel Jospin. Il est vrai que l'inflation est un mal français — j'ai regardé les statistiques annuelles depuis 1950 — et que lutter contre elle n'était pas facile pour vous non plus. Mais quelques constatations s'imposent : la lutte contre l'inflation était l'objectif central de la politique de M. Barre qui n'a pas réalisé la politique sociale — nécessairement coûteuse, c'est vrai — que nous avons entreprise. Il a laissé filer le chômage puisque qu'il est passé de 933 000 demandeurs d'emploi en 1976 à 1 745 700 en avril 1981...

M. Antoine Gissinger et M. Emmanuel Hemel. Il a augmenté dans le monde entier !

M. Lionel Jospin. ... et malgré tout, il a échoué sur l'inflation. Il y a ici des censeurs qui feraient bien de pratiquer l'auto-censure. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs communistes.*)

On connaît votre bilan chômage ; je viens de dire un mot de votre bilan inflation.

M. Claude Labbé. Vous ne parlez que du passé !

M. Lionel Jospin. Il faut parler aussi de votre bilan en matière industrielle. La monnaie, les résultats du commerce extérieur, la résistance à la pénétration des produits étrangers sont le plus souvent la résultante des forces ou des faiblesses d'un appareil productif. Or, la politique menée par le R.P.R. et l'U.D.F. ...

M. Claude Labbé. Mais parlez donc de l'avenir, de ce que vous ferez demain !

M. Lionel Jospin. ... dans ce domaine a été néfaste pour notre appareil industriel et pour notre compétitivité extérieure. Sous les gouvernements de M. Chirac, puis de M. Barre, c'est-à-dire sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, leur président, soit de 1974 à 1981, 700 000 emplois industriels ont été perdus, soit 100 000 par an. Cette performance est d'autant plus catastrophique qu'avant l'arrivée de M. Chirac à Matignon, la tendance était au contraire depuis 1968 à la création de 100 000 postes industriels par an.

M. Robert-André Vivien. Vous dites n'importe quoi ! (*Vives exclamations sur les bancs des socialistes.*)

M. Lionel Jospin. M. Chirac aime à se réclamer de Georges Pompidou. Forcé est de constater qu'il n'a guère repris à son compte les parties pris industrialistes de son mentor.

La politique précédente a été aussi un échec au niveau de la compétitivité globale de notre industrie.

M. Jacques Chirac. Parlez-nous donc de votre faillite !

M. Lionel Jospin. Chacun son rôle, monsieur Chirac ! Vous n'allez pas me dicter ma façon d'intervenir. Le Premier ministre a défendu la politique du Gouvernement ; je lui accorde la confiance et je m'occupe un tantinet de l'opposition, sachez le supporter ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*) Sinon, monsieur Chirac, cette petite mise en scène sur la séré-

nlité que vous avez très bien combinée, va se terminer en comédie bouffe! (Applaudissements sur les bancs des socialistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Robert-André Vivien. En ce moment, vous êtes le fou du roi! (Protestations sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Calmez-vous, s'il vous plaît!

M. Roland Huguet. La vérité les gêne!

M. Lionel Jospin. La pénétration du marché intérieur par les produits étrangers est passée de 1975 à 1981 de 20 à 28 p. 100, ce qui est considérable.

Cette dégradation a eu plusieurs causes : la langueur des investissements — pourquoi les chefs d'entreprise n'investissaient-ils pas à l'époque, messieurs de l'opposition, puisque, paraît-il, vous leur inspirez confiance? (Applaudissements sur les bancs des socialistes)...

M. Robert-André Vivien. Vous continuez à dire n'importe quoi!

M. Lionel Jospin. ... langueur qui lègue à notre pays le plus vieux parc de machines-outils d'Europe; la dégradation des rapports sociaux — or tous les pays compétitifs sont des pays où les droits des travailleurs sont développés — un effort très insuffisant de recherche-développement — avec une progression de moins de 1 p. 100 par an de l'effort de recherche-développement public alors que la compétition mondiale des produits se portait sur l'invention et la maîtrise de nouvelles technologies et de nouveaux produits.

La vérité est que les gouvernements précédents ont préféré faire des combats d'arrière-garde...

M. Robert-André Vivien. Arrêtez de « jospiner »!

M. Lionel Jospin. ... dans la compétition internationale, contre les pays à bas salaires plutôt que de s'affronter aux pays à haute technologie.

M. Robert-André Vivien. C'est inconvenant!

M. Lionel Jospin. Or, comme l'effet d'un investissement industriel ne se fait sentir qu'au bout de plusieurs années, les Français doivent comprendre pourquoi la situation actuelle est aussi fortement marquée par les politiques suivies antérieurement.

M. Emmanuel Aubert. Votre discours n'est pas très bon!

M. Claude Labbé. Il est mauvais!

M. Lionel Jospin. En tout cas, en laissant la pénétration étrangère se développer en France à ce point, sous prétexte d'adaptation aux normes du marché mondial, les précédents gouvernements ont pris le risque de faire perdre à notre pays les moyens d'agir sur sa propre évolution économique et de le rendre dépendant à l'excès de choix économiques et politiques faits hors de nos frontières. (Très bien! sur plusieurs bancs des socialistes.)

Même sur le terrain de la monnaie, qui fut l'objet des soins jaloux de M. Barre, les motifs de satisfaction ne doivent pas être exagérés. C'est vrai, les priorités de politique économique que nous aviez choisies vous ont permis d'accumuler des réserves, et je le reconnais, elles nous ont servi. (Ah! sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Mesdames, messieurs de l'opposition, vous ne vous habituez pas à une démarche honnête qui consiste à reconnaître des réalités et, en même temps, à critiquer! (Applaudissements sur les bancs des socialistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Antoine Gissinger. L'héritage!

M. Lionel Jospin. Mais chacun sait qu'une économie solide permet d'avoir une monnaie saine alors qu'une monnaie forte ne le restera pas longtemps avec une économie menacée! C'est pourquoi vous avez connu vous-mêmes bien des aléas : le franc hors du serpent monétaire en janvier 1974, y entrant à nouveau en juillet 1975...

M. Emmanuel Aubert. Parlez-nous de l'avenir!

M. Lionel Jospin. ... le quittant une fois encore en mars 1978 pour y retourner en mars 1979 avant de finir le septennat dans le statut apparent d'une monnaie « forte » — qui avait pourtant perdu 18 p. 100 de la valeur par rapport au mark de 1974 à 1981. (Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Antoine Gissinger. Quant à vous, il vous a fallu huit mois pour parvenir à ce résultat!

M. Gabriel Kesperleit. Avec vous, il les a perdus en un an : vous êtes les champions!

M. le président. Calmez-vous, messieurs!

M. Lionel Jospin. En réalité, cette monnaie était — les industriels travaillant à l'exportation le savaient bien — une monnaie

surévaluée. C'est pourquoi, dans un système monétaire anarchique, ne connaissant plus de règles stables et que nos gouvernements précédents avaient renoncé à critiquer, rompant ainsi avec une tradition réformatrice en matière monétaire héritée du gaullisme...

M. Jean Falala. Ne parlez pas du gaullisme, monsieur!

M. Lionel Jospin. ... les réserves que vous nous aviez léguées étaient forcément volatiles. (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.) Nous aurions de beaucoup préféré que vous nous laissiez en partage moins de réserves et un appareil de production en meilleur état de marche. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

La nature de vos critiques, la minceur de votre bilan donnent peu de poids, sur le plan de l'argumentation économique, à votre motion de censure. Et il est vrai qu'elle a un autre objectif, d'ailleurs légitime et purement politique. C'est un autre motif pour nous de la refuser. Car ce que vous nous reprochez n'est pas de ne pas savoir gérer l'économie (Si! Si! sur de nombreux bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République) — si vous l'aviez bien gérée, sans doute seriez-vous plus nombreux sur ces bancs aujourd'hui — (applaudissements et rires sur les bancs des socialistes et des communistes) — mais c'est de vouloir appliquer notre politique. Alors plutôt que de jouer le jeu de façon constructive, vous préférez dénaturer la réalité, jouer par des déclarations fracassantes et irresponsables contre notre monnaie et notre économie, appliquant en cela une véritable « stratégie de l'échec ».

M. Charles Miossec. Vous êtes assez grands pour cela!

M. Lionel Jospin. Vous comprendrez que nous ne vous suivrons pas sur ce terrain. Vous voudrez bien admettre que nous cherchions les critères de notre réussite hors de vos rangs et qu'ayant été élus pour appliquer notre politique nous n'ayons pas pour première intention d'appliquer la vôtre.

M. Jean Falala. Heureusement!

M. Lionel Jospin. Il faut dire d'ailleurs que nous ne saurions pas laquelle, tellement vous êtes discrets sur vos propositions, par peur du piège du programme!

M. Charles Miossec. Vous n'avez pas écouté!

M. Lionel Jospin. Muets sur le passé, muets sur l'avenir, mais criant fort au présent, vous êtes en somme les spécialistes du moment qui passe, qui passe comme passera votre motion de censure. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

J'ai dit pourquoi accorder la confiance et refuser la censure. Il me reste à ajouter, monsieur le Premier ministre, ce que nous souhaitons pour cette étape décisive de la poursuite de notre politique.

M. Robert-André Vivien. C'est le « y-a-qu'à-club »!

M. Lionel Jospin. Le blocage des prix et des revenus sera temporaire. C'est évidemment souhaitable dans la mesure où nous savons bien que l'on ne peut durablement maîtriser les mécanismes économiques et les relations sociales par des méthodes administratives. La difficulté — elle est réelle, mais peut être surmontée — est qu'il faut déjà réfléchir à la sortie du blocage, pour qu'il se fasse de façon ordonnée, et en même temps faire en sorte que ce blocage s'applique avec la plus grande rigueur, notamment sur le terrain des prix.

M. Robert-André Vivien. Vous êtes incapables!

M. Lionel Jospin. Outre les problèmes techniques, il y a là une dimension psychologique de votre action, à laquelle il vous faudra veiller.

D'autres problèmes sont aussi importants.

Le premier concerne la production et l'emploi. La nécessité, que je ne discute pas, de briser l'inflation ne doit pas nous conduire à casser les possibilités d'expansion économique. La lutte contre l'inflation doit être considérée comme une des conditions du maintien de la croissance et non comme l'un des moments d'une politique de « stop-go » qui a montré son inefficacité ailleurs.

M. Marc Lauriol. Parlez français!

M. Lionel Jospin. J'ai à cet égard plusieurs suggestions à formuler.

La première concerne les salaires et les prix. Depuis un an, la progression nominale des revenus a été excessive. En revanche, la croissance des revenus réels des ménages, donc du pouvoir d'achat, a été modérée, ce qui traduit d'ailleurs l'important mouvement de réduction des inégalités opéré depuis un an. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est réduire au maximum l'augmentation des grandeurs nominales, sans risquer pour autant d'abaisser le pouvoir d'achat, qui doit même augmenter pour les plus démunis.

M. Robert-André Vivien. Peut-on avoir un traducteur, monsieur le président ? (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Lionel Jospin. C'est pour vous comprendre, et vous seul, qu'on en aurait besoin ! J'écarte un instant la dimension politique évidente de ce problème pour rester sur le terrain économique. Si la décélération nominale s'accompagnait d'une forte ponction sur les revenus des ménages, la croissance de la consommation serait cassée, brisant du même coup toute velléité de reprise de l'investissement. Ce n'est pas ce que nous voulons. De la même façon, le blocage des prix peut entraîner des difficultés pour certaines entreprises, spécialement pour celles qui prévoyaient d'investir. Des facilités de financement devraient être consenties à celles-ci, afin qu'elles ne retardent pas leurs projets d'investissement.

M. Jean-Louis Goasduff. Il n'y en a plus !

M. Lionel Jospin. Mon autre suggestion concerne la politique industrielle et l'investissement productif. Le vigoureux effort entrepris en faveur de notre industrie doit être poursuivi. L'accent mis sur la recherche-développement, sur la mise au point de plans sectoriels avec les partenaires sociaux, sur la reconquête du marché intérieur — y compris par des actions modestes sur le cuir et l'ameublement par exemple, qui avaient été complètement méprisées par l'aristocratique équipe précédente — doit être maintenu. L'outil des nationalisations est à votre disposition, monsieur le Premier ministre (« Ah ! » sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.) Il est très positif de constater que le conseil des ministres du 12 mai 1982 a prévu pour l'année en cours une enveloppe de 9 milliards de francs de dotations en capital pour les entreprises nationalisées. On mesurera le changement considérable que cela représente en rappelant que les mêmes entreprises n'avaient pu lever 6 milliards de francs en dix ans sur le marché financier.

M. Robert-André Vivien. Qui paiera ?

Plusieurs députés socialistes. Vous !

M. Gabriel Kaspereit. La planche à billets !

M. Lionel Jospin. Ne faut-il pas aussi agir sur les taux d'intérêt ? On sait que les politiques monétaristes ont entraîné une hausse vertigineuse des taux d'intérêt, y compris chez nous. Cette hausse a causé un gonflement important des charges d'intérêt pour les entreprises et les administrations. D'après les comptes de la nation, les charges nettes d'intérêt ont augmenté entre 1980 et 1981 de 37 milliards de francs pour les entreprises et de 18 milliards pour les administrations. Or cet argent n'a pas été perdu pour tout le monde : les ménages en ont reçu une partie — 10 milliards de francs — mais la plus grande part — 41 milliards — est revenue aux institutions financières, le solde allant à l'étranger.

Tout indique que le mouvement est actuellement en train de se poursuivre et que les institutions financières dégageront à nouveau en 1982 d'importants profits.

Il me semble qu'il y a là, pour le Gouvernement, matière à réflexion et, accessoirement, à action, d'autant que le secteur financier est largement nationalisé.

Outre l'effort dans le secteur productif, il paraît nécessaire que le dispositif de blocage actuel prépare une véritable politique de la répartition. Pour des raisons politiques et sociales aussi bien qu'économiques, il ne serait pas acceptable que ce soient les salariés, et notamment les salariés petits et moyens, qui supportent, et eux seuls, les sacrifices. Ce n'est pas votre objectif, bien au contraire, monsieur le Premier ministre, mais on sait qu'il y a des risques.

La politique engagée par le Gouvernement ne peut être un succès que si les efforts demandés et consentis concernent l'ensemble des Français. Pour des raisons d'équité, mais aussi parce qu'il est indispensable du point de vue économique que le tiers des revenus français n'échappe pas à toute discipline collective. Cela est d'autant plus nécessaire que la responsabilité des revenus non salariaux dans l'inflation est connue depuis longtemps. Il y a plus de vingt ans que le rapport Ruelf-Armand a appelé l'attention sur ces problèmes. Mais rien n'a été fait par la droite ni en matière de rémunérations en pourcentage, ni en matière de circuits de distribution, ni en matière de professions protégées.

M. Marc Lauriol. Conclusion !

M. Lionel Jospin. Je veux d'abord dire un mot de l'inflation. (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Claude Labbé. Ah, non !

M. Gabriel Kaspereit. On ne va pas rester en séance jusqu'à demain matin à cause de vous !

M. Lionel Jospin. Vous n'avez pas compté le temps dont a disposé M. Chirac ! (*Protestations sur les mêmes bancs.*)

M. le président. Laissez M. Jospin conclure.

M. Lionel Jospin. Si j'avais eu le temps, j'aurais fait une mise au point de l'adresse de M. Robert-André Vivien et de M. Chirac sur la théorie selon laquelle l'inflation serait une manifestation de la lutte des classes, théorie qu'ils m'ont prêtée. Je leur aurais dit que je n'ai jamais utilisé cette formule, mais que j'ai effectivement affirmé que l'inflation était le résultat du combat monétaire mené par des groupes sociaux pour garder leur part du revenu national. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

Et même si j'avais tenu les propos qu'on m'a prêtés, je n'aurais fait que reprendre la théorie développée en long et en large par M. Barre à la page 538 du tome II de son manuel d'économie politique. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Robert-André Vivien. Vous n'y avez rien compris !

M. Lionel Jospin. La politique engagée par le Gouvernement ne peut être un succès que si les efforts demandés et consentis concernent l'ensemble des Français.

La démarche adoptée dans le plan gouvernemental, qui bloque en valeur absolue un certain nombre de marges, en particulier pour la distribution des produits importés, constitue une amorce de remise en cause de la logique antérieure. Nous l'approuvons pleinement. Mais, à l'issue du blocage, des réformes de fond seront nécessaires concernant certaines professions qui bénéficient de privilèges indus.

Nous souhaitons donc que la politique de répartition demandée par le Président de la République et que les rendez-vous importants qui en résultent permettent aux Français de juger de la situation réelle de l'ensemble des revenus face à l'inflation, afin que le débat qui s'instaurera soit clair et que les décisions qui s'imposeraient interviennent également de façon incontestable.

Le parti socialiste, de son côté, entreprendra une réflexion approfondie sur la réforme de la fiscalité. (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Marc Lauriol. C'est votre affaire, pas la nôtre !

M. Lionel Jospin. Réussir suppose une cohésion absolue et une détermination sans faille du Gouvernement derrière sa politique ; réussir suppose une mobilisation des forces vives de ce pays pour gagner.

Le parti socialiste et ses parlementaires s'engageront pleinement dans cette direction. Approuver et soutenir une politique, ce ne peut être bien sûr appuyer seulement ses côtés agréables et distinguer trop habilement le pour et le contre.

Et je dirai donc, faisant une allusion géographique, que quand l'affaire se corse, monsieur le Premier ministre, il ne convient pas de discuter sa solidarité. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Une formidable campagne est engagée contre nous. Il y faut y répondre. Mais l'opinion, je crois, comprend ce qui est en cause. Elle ne confond pas le dérèglement de l'économie mondiale et la responsabilité de la politique du Gouvernement de la France.

Elle sent bien qu'un échec de la politique de la gauche face aux forces internationales du conservatisme, de l'égoïsme et de l'irrationnel, aurait des conséquences graves non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour la communauté mondiale des peuples.

N'ayons pas, mesdames, messieurs, les yeux baissés sur nos pupitres. Vayons large. Chômage massif ou expansion ? Misère dans le tiers monde ou développement en grand ? Convulsions sociales et politiques, montées des guerres ou dialogue et progrès pour la paix ? (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) Compétition dérégulée ou reconstruction d'un ordre économique mondial ? La réponse à ces questions n'appartient pas seulement aux Français, mais elle appartient aussi à eux. Ils nous font confiance. C'est pour nous une raison de plus de réussir. (*Mmes et MM. les députés socialistes se lèvent et applaudissent longuement. — Applaudissements sur de nombreux bancs des communistes.*)

M. Jean Falala. Charabia !

M. le président. La parole est à M. Gaudin.

M. Jean-Claude Gaudin. Monsieur le Premier ministre, une semaine après les fastes de Versailles, trois jours après les propos rassurants de M. Mitterrand, lors de sa conférence de presse, vous n'avez pas pu dissimuler la réalité aux Français. Le brouillard derrière lequel vous tentiez de masquer votre incapacité à dominer les problèmes de la France a été brutalement déchiré par les événements.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Vous avez fait mieux que les pays voisins, dites-vous ! Si c'était vrai, pourquoi dévaluer ? Oui, pourquoi dévaluer quand les pays voisins réévaluent ou maintiennent leur parité ? (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Vous avez fait mieux que les pays voisins. Alors pourquoi un plan d'austérité qui va à la fois saigner nos entreprises et faire baisser le pouvoir d'achat de nos concitoyens ? (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Tous vos discours et les brevets d'autosatisfaction qu'au cours des derniers mois vous vous décerniez sans relâche n'ont pas pesé lourd face aux réalités.

Vous avez pu échapper à leur sanction pendant quelques mois en semant l'illusion par des chiffres incomplets et des déclarations optimistes. Mais la monnaie, cette sentinelle avancée, dont vous n'avez pas pu tromper la vigilance, a alerté le pays. Depuis le 4 octobre dernier, en neuf mois, la France n'a cessé de prendre du retard par rapport à l'économie allemande. C'est cela la véritable signification de la dévaluation de 10 p. 100 du franc par rapport au mark.

Et voilà, à vous entendre, ce que vous voudriez que les Français considèrent comme un succès !

M. Marc Lauriol. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Aujourd'hui, pour tous nos compatriotes abusés par vos promesses, le réveil est brutal. M. Delors avait parlé d'électrochoc. L'électrochoc, vous venez de l'administrer aux Français. Pour tous ceux qui avaient cru en juin dernier à la réussite de votre action, comme pour tous ceux qui, dès l'année dernière, dénonçaient les dangers de votre politique — comme je le faisais, à cette tribune, au nom de mes amis du groupe de l'U. D. F., il y a un an jour pour jour — l'heure est maintenant à la tristesse, à l'inquiétude. L'immense majorité des Français se demande avec anxiété vers quel avenir catastrophique vous entraînez le pays. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

« Je remplis mon contrat », déclarait le 3 mai dernier à Guéret M. Mitterrand. Singulière analyse, car les premiers résultats de la gestion socialiste sont bien loin de tenir les promesses du candidat.

Pour la lutte contre le chômage, M. Mitterrand avait promis : « La France ne comptera pas deux millions de chômeurs, je m'y engage. » Et il avait précisé : « Grâce au plan que j'ai développé pendant ma campagne, je serai en mesure de faire recruter dans les secteurs publics et privés un million de jeunes dans l'année qui vient. »

Résultat, un an après : 350 000 chômeurs supplémentaires, et cela malgré les embauches massives dans la fonction publique ; chaque jour depuis un an, mille chômeurs de plus, et le seuil des deux millions est malheureusement franchi. Voilà ce que vous appelez une réussite !

Pour la lutte contre la hausse des prix, vous-même, M. le Premier ministre, avez déclaré à cette tribune, le 8 juillet dernier : « Notre démarche sera conduite dans la rigueur, cela signifie une lutte déterminée contre l'inflation. Nous lutterons contre le chômage sans céder à la facilité et en rétablissant les équilibres économiques. » Résultat : en mars 1981, le rythme de hausse des prix était de 12,5 p. 100. Aujourd'hui, il est de plus de 14 p. 100. Et l'écart entre notre rythme de hausse de prix et celui de nos concurrents est passé de 2,9 p. 100 à 6,2 p. 100.

Voilà sans doute ce que vous appelez « réussir ».

Pour la relance de la production, c'est M. Fabius qui déclarait lui-même, en octobre dernier, lors de la présentation du projet de loi de finances pour 1982 : « Notre stratégie, c'est la stratégie de relance par engagement de l'Etat. Elle se fixe comme objectif de croissance plus de 3 p. 100 en 1982, l'inversion de la courbe du chômage, le ralentissement de l'inflation, bref une croissance maîtrisée... Ce sera une relance réduisant les importations ».

Résultat : la production industrielle est au même niveau qu'il y a un an. L'I. N. S. E. E. a estimé à moins de 0,1 p. 100 l'évolution du produit intérieur pour le premier trimestre de 1982. Et vous en êtes à parler de « relancer la relance » !

L'investissement a fortement régressé. Les exportations ont reculé et simultanément les importations ont « explosé ». Ce qui signifie que les dépenses de relance n'ont profité qu'aux importations, c'est-à-dire à l'emploi dans les pays étrangers. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

« Des résultats exécrables » : c'est le jugement même du ministre du commerce extérieur sur ce point.

Quant à la reconquête du marché intérieur, ce sont nos voisins qui sont en train de la faire ! Pour la première fois, le taux de pénétration des voitures étrangères dépasse 33 p. 100. Et c'est précisément le moment que choisit « opportunément »

la C. G. T. pour déclencher des grèves suicidaires pour notre industrie automobile. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Charles Miossec. Ce sont des fossoyeurs !

M. Philippe Séguin. Des casseurs !

M. Jean-Claude Gaudin. Cela ne l'empêchait pas de faire la grève et de démolir notre industrie automobile ! (Applaudissements sur les mêmes bancs. — Protestations sur les bancs des communistes.)

Et, malgré cela, vous continuez à proclamer avec la même emphase que votre politique est en train de réussir. Mais qui peut encore vous croire ? Vous-même d'ailleurs semblez de moins en moins convaincu, puisque, au fil des semaines, vous révisiez en baisse votre objectif de croissance. C'était d'abord 3,3 p. 100, puis 3 p. 100, puis 2,5 p. 100. C'est maintenant 2 p. 100 et ce sera probablement 1,5 p. 100. Pourvu que l'année se termine avant qu'on soit retombé à zéro !

M. Parfait Jans. Vous tablez sur l'échec de la France !

M. Jean-Claude Gaudin. On est donc bien obligé de constater qu'au bout d'un an non seulement il n'y a sur aucun point la moindre amélioration, mais qu'il y a dans d'importants domaines des déséquilibres croissants et inquiétants. Depuis quelques jours, avec deux dévaluations en neuf mois — record historique — la France est devenue « la République des dévaluations ». Elle est aussi en train de devenir celle des déficits. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Du déficit du budget de l'Etat, une comparaison simple donne toute la mesure : de 1958 à 1981, le montant cumulé des déficits budgétaires a été de 200 milliards en francs 1981. Or 200 milliards, c'est précisément, au minimum, le montant du déficit que vous aurez programmé d'ici au printemps prochain.

D'un côté, 200 milliards de déficit en vingt-trois ans. De l'autre, 200 milliards en vingt-trois mois. Voilà encore une de vos « réussites » ! (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Et il paraît, comme vous dites, que votre politique n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves ! Alors ça promet ! (Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Marc Lauriol. Heureusement ! Qu'est-ce que ce serait autrement !

M. Jean-Claude Gaudin. C'est donc dans ce contexte de « réussite » exceptionnelle que vous avez dévalué le franc et que vous imposez l'austérité socialiste. C'est sans doute cela que vous appelez « gouverner autrement ». A moins qu'il ne s'agisse d'un aspect nouveau de « l'embellie », qui nous aurait échappé.

M. Alain Madelin et M. Edmond Alphandery. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. En tout cas, on doit vous donner acte du fait que votre dévaluation n'a nullement été préméditée. (Rires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Marc Lauriol. C'est vrai !

M. Jean-Claude Gaudin. Le 20 mai dernier, à Antenne 2 lors de l'émission *L'heure de vérité*, M. Delors a été parfaitement clair.

M. Edmond Alphandery. Où est-il ?

M. Gabriel Kaspereit. Il aurait pu venir !

M. Guy Bêche. Il travaille.

M. Jean-Claude Gaudin. Je le cite : « Nous avons fait un remaniement monétaire qui nous a permis de retrouver les bases d'une compétitivité saine. » Pour une deuxième dévaluation : « Nous verrons à la fin de l'année en fonction des mouvements des monnaies, des hausses réelles des prix, des perspectives de croissance. »

M. Gabriel Kaspereit. C'est un plaisantin !

M. Jean-Claude Gaudin. Nous ne savons pas qui a pris la décision de dévaluer, mais de toute évidence, ce ne peut être M. Delors. En effet, malgré sa « hantise du déclin », la situation du franc, comme il l'a dit lui-même ce soir-là à la télévision, « ne l'empêchait pas de dormir ».

M. Philippe Séguin. Quel cynisme !

M. Gabriel Kaspereit. Il dit n'importe quoi.

M. Jean-Claude Gaudin. Ce ne peut pas être non plus M. Mitterrand car trois jours avant la dévaluation, dans sa conférence de presse, il avait brillamment démontré qu'il n'était nullement informé du péril qui nous guettait.

Il est vrai que ses nombreux voyages à l'étranger et l'ordonnement des fastes de Versailles l'avaient peut-être quelque peu éloigné de ces problèmes d'intendance. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Maurice Briand. Et les diamants ?

M. Jean-Claude Gaudin. En réalité, la décision de dévaluer c'est la pression de la défiance internationale qui vous l'a imposée. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. Gabriel Kaspereit. Hélas !

M. Jean-Claude Gaudin. Et dans le contexte d'un événement qui vous a pris de court et vous a dépassé, il ne vous restait plus guère qu'une solution à la dimension de votre politique : les lamentations sur l'héritage que nous venons d'entendre une fois de plus. L'héritage, monsieur Jospin, c'est ce qui a permis à l'actuel Gouvernement d'assurer ses fins de mois ! (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

L'héritage, ombre portée de la gestion précédente, est l'alibi suprême, le dernier rempart et l'ultime refuge.

Certes, le thème n'est pas nouveau, et c'est d'ailleurs le seul sur lequel socialistes et communistes soient à l'unisson. Mais maintenant que les choses vont plus mal, vous l'adaptez aux circonstances. Le délabrement, dites-vous, était encore pire que prévu.

Et, suivant l'exemple donné par le chef de l'Etat lors de sa dernière conférence de presse, le cœur des pleureuses reprend ses jérémiades. (*Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*) Spectacle dérisoire et pitoyable que celui d'hommes d'Etat et de gouvernement qui, un an après leur entrée en fonction, n'acceptent toujours pas d'être responsables de leurs actes ! (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Jean Foyer. Ce sont des irresponsables !

M. Jean-Claude Gaudin. Dans l'analyse que nous faisons de vos faiblesses et de vos incohérences, nous ne nous sommes trompés que sur un point : nous n'avions pas prévu que vous seriez aussi pitoyables dans l'échec.

Si vraiment vous pensez qu'il y a des éléments nouveaux sur cette question de l'héritage, pourquoi ne pas prolonger la mission de la commission Bloch-Lainé dont parlait tout à l'heure M. Chirac ?

M. Marc Lauriol. Et pourquoi ne pas publier ses conclusions ?

M. Jean-Claude Gaudin. Pourquoi ne pas lui confier le soin d'examiner les tenants et les aboutissants de la dévaluation du franc et lui demander en même temps de juger l'action que vous avez conduite depuis un an ?

M. Gabriel Kaspereit. Exact !

M. Philippe Séguin. Cliche !

M. Marc Lauriol. Oui, faites-le !

M. Jean-Claude Gaudin. Mais nous savons que cette proposition vous répugne. Vous n'aimez pas que l'on parle de la commission Bloch-Lainé, cette commission, que vous aviez pourtant vous-même nommée, et qui s'est rendue coupable de crime de « lèse-héritage » en rendant un jugement objectif sur la gestion précédente. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Vous n'aimez pas que l'on vous cite le rapport Bloch-Lainé, que vous avez tout fait pour enterrer et que vous avez entouré d'un mur de silence. Mais je vais quand même, moi aussi, et au risque de nous répéter, vous en citer quelques passages.

On peut lire dans ce rapport qu'entre 1970 et 1980, la tenue du franc sur les marchés des changes a été bonne ; que la France a été avec les Etats-Unis le seul pays de l'O. C. D. E. dont les besoins de financement des administrations publiques n'ont pas dépassé 2 p. 100 du P. I. B. ; que la politique énergétique de la France a été persévérante et cohérente ; que l'industrie, malgré ses handicaps structurels et la faiblesse des investissements, a su s'adapter ; qu'entre 1964 et 1979, l'industrie française a rattrapé son retard sur son homologue allemande, a dépassé sa concurrente anglaise, a résisté à l'Italie ; que la politique sociale et la lutte contre les inégalités ont enregistré des progrès et des résultats incontestables.

Voilà ce que l'on peut lire dans le rapport Bloch-Lainé. Voilà ce qui vous gêne. Et voilà pourquoi vous n'en parlez pas. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Et si la commission Bloch-Lainé devait aujourd'hui vous noter ? Elle avait d'ailleurs porté un jugement sur le précédent gouvernement en écrivant : « On pouvait hier et on peut demain faire moins bien ou plus mal ! ». Eh bien, à propos de votre gestion, elle écrirait certainement qu'on pouvait difficilement faire plus mal. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Avec vos propos sur l'héritage, vous ne trompez personne, sauf peut-être vous-même.

Lisez la presse, et en particulier celle qui a l'habitude de vous être favorable. Tous les commentaires dignes de ce nom reconnaissent que la dévaluation du franc est la conséquence

à la fois d'une erreur de prévision et d'un échec économique. Ce jugement quasi unanime des observateurs n'est pas différent de celui que le groupe U. D. F. avait porté à l'automne dernier sur les effets probables de votre politique.

Nous avons fait valoir le caractère très dangereux, dans le contexte international du moment, des trois paris que vous aviez engagés : le pari d'une relance de la production, le pari d'une relance qui ne déséquilibrerait pas le commerce extérieur et le pari d'une relance qui, au surplus, n'entraînerait pas de dérapage des prix. Un an après, force nous est de constater que ces trois paris, vous les avez perdus.

A cause de ces trois paris perdus, vous êtes contraint, aujourd'hui, de changer radicalement de politique. C'est ce que vous faites effectivement avec vos mesures d'austérité. Mais vous le faites en cachant la vérité.

Vous faites croire aux Français qu'il s'agit purement et simplement de la continuation, sous des modalités nouvelles, de la même politique. Vous parlez de « deuxième étape », comme si la première étape avait été gagnée et comme si vous pouviez passer maintenant à la phase suivante d'un plan à moyen terme.

« Nous poursuivons la même politique, mais en l'intensifiant, en l'approfondissant » disiez-vous ici même, mercredi dernier, monsieur le Premier ministre. A vrai dire, ces explications sur la « deuxième étape », ne sont guère moins pitoyables que vos propos sur l'héritage.

M. François d'Aubert. Evidemment !

M. Jean-Claude Gaudin. La vérité est que la première étape de votre action a été un échec complet et que, maintenant, vous êtes obligé de retourner à la case de départ, et de le faire, avec des moyens considérablement réduits, ce qui modifie vos orientations précédentes.

Des moyens considérablement réduits, car vous avez déjà dilapidé au moins 60 p. 100 de nos réserves en devises.

Plusieurs députés de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République. Plus !

M. Jean-Claude Gaudin. Vous avez alourdi la dette publique, vous avez porté les déficits des comptes publics au-delà des limites acceptables.

Votre nouvelle politique contredit absolument vos orientations précédentes, car vous voulez aujourd'hui le contraire de ce que vous vouliez hier.

Vous prônez aujourd'hui les économies sociales, alors qu'hier votre stratégie reposait sur la relance sociale.

M. François d'Aubert. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Vous prônez aujourd'hui les économies budgétaires, alors qu'hier vous augmentiez le budget de l'Etat de 27,5 p. 100.

Vous prônez aujourd'hui un effort rigoureux en matière de rémunérations, c'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat, alors qu'hier vous vouliez augmenter le pouvoir d'achat pour relancer l'économie.

Et vous osez quand même prétendre que c'est la deuxième étape de la même politique ! (*Rires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Charles Miossec. C'est risible et affligeant !

M. Gabriel Kaspereit. Ce sont des comiques !

M. Jean-Claude Gaudin. En réalité, dans la lutte contre la crise que la France mène simultanément et concurremment avec tous ses partenaires économiques, nous avons perdu beaucoup de terrain depuis un an.

Il y a un an, la France avait déjà parcouru un chemin appréciable pour sortir de la crise. (*Rires et exclamations sur les bancs des communistes.*) Elle était parvenue, pour reprendre la métaphore cycliste que vous affectionnez, au milieu de la montée, et elle était dans le peloton de tête, malgré la C. G. T., en bonne position pour gagner. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.* — *Exclamations sur les bancs des communistes.*)

M. Faul Balmigère. — Elle était dans le tunnel !

M. Jean-Claude Gaudin. Mais au lieu de continuer l'ascension, vous lui avez fait prendre une descente de traverse en faisant croire aux Français que c'était un raccourci. Aujourd'hui, nous sommes redescendus au bas de la montagne, tandis que les autres ont continué l'escalade. Et si, comme l'a dit M. Mitterrand, il va falloir changer de braquet, c'est parce que nous allons devoir fournir deux fois plus d'efforts pour espérer recoller au peloton. En réalité, nous ne passons pas à l'étape suivante. Nous recommandons l'étape précédente. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

L'austérité que vous mettez en œuvre n'a pas d'autre signification. Cette austérité se traduira mécaniquement par une « inévitable baisse du pouvoir d'achat ». Ce sont là les propres mots employés ici-même par M. Pierret, rapporteur général du budget, mercredi dernier. Si elle pouvait être utile à l'économie française, ce serait un moindre mal. Malheureusement, le risque est considérable que votre nouvelle politique, comme la précédente, ne soit vouée à l'échec.

Comment croire, en effet, que vos mesures puissent être les bonnes, dès lors qu'elles contredisent vos propres déclarations, qu'elles contredisent vos promesses et qu'elles contredisent une logique économique que vous dites à chaque instant ne pas vouloir changer ?

La contradiction avec vos propres déclarations est surtout flagrante en ce qui concerne le blocage des prix. Il n'est pas nécessaire de remonter bien loin pour retrouver des propos sévères ou sceptiques sur l'efficacité du contrôle des prix. Le 20 mai dernier, à Antenne 2, M. Delors — qui parle beaucoup — qualifiait d'« illusion » une telle mesure. Et le 27 mai, devant la commission des finances, il évoquait l'impossibilité de pratiquer simultanément une politique de relance de l'économie et le blocage des prix.

A vrai dire, il faut sur ce point saluer la clairvoyance de M. Delors. Comme lui, nous pensons que le contrôle des prix est une illusion : quand on balaise une pièce, on ne met pas la poussière sous le tapis. Sinon, un jour ou l'autre, elle ressort ! Vous devriez le savoir, vous qui prétendez toujours ne pas avoir de domestiques ! (Rires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République. — Vives exclamations sur les bancs des communistes.)

Deuxième faiblesse de vos mesures : elles contredisent vos promesses.

Vous aviez promis aux entrepreneurs, aux artisans et aux commerçants que leurs charges fiscales et sociales n'augmenteraient pas avant le mois de juillet 1983.

M. Paul Balmigère. Et le profit capitaliste ? (Protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Jean-Claude Gaudin. Monsieur Balmigère, gardez votre voix, car vous en aurez bien besoin à Béziers !

Plusieurs députés de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République. Doumeng ! Doumeng !

M. Jean-Claude Gaudin. Pourtant, dès juillet 1982, par votre blocage des prix, vous mettez à la charge des commerçants, des artisans et des entrepreneurs l'augmentation de la T. V. A. décidée dans le collectif budgétaire.

Vous aviez promis que l'année 1982 serait l'année de l'investissement. Et pourtant, en empêchant notamment que la hausse du S. M. I. C. soit répercutée sur les prix, vous réduisez les résultats des entreprises et vous diminuez à nouveau, gravement leur possibilités d'investissement.

Dans ce contexte, comment pouvez-vous encore prétendre que la relance de l'investissement sera possible ?

Vous aviez promis aux salariés que leur pouvoir d'achat serait augmenté. Et sous l'effet du blocage des salaires, de la hausse probable des cotisations sociales, et de la hausse certaine des impôts, c'est une baisse de leur niveau de vie qu'ils constateront en fin d'année.

Vous aviez promis de garantir le revenu des agriculteurs dont je m'étonne qu'on ne parle pas beaucoup. Pourtant, les nouveaux montants compensatoires qui vont être institués, les pénalisent très lourdement.

Encore une promesse que vous ne pourrez pas tenir ! (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Enfin, troisième et dernier point de faiblesse de votre nouveau plan d'action, et c'est le plus grave : vous menez maintenant en même temps deux politiques opposées. Vous changez de politique en imposant le blocage des salaires et des prix, mais en affirmant que vos objectifs doctrinaux seront atteints.

Aujourd'hui, comme hier, les mots qui résument le mieux votre politique sont ceux d'incohérence et d'incompétence. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Et vos affirmations n'y changeront rien !

Quand vous nous dites, avec complaisance que vous allez nous « montrer comment un gouvernement de gauche peut réduire l'inflation » et que vous pouvez réussir si vous y mettez la même opiniâtreté que dans les deux premiers combats engagés, celui pour la relance et celui pour l'emploi, nous sommes très inquiets.

D'ailleurs, n'est-ce pas l'un de vos plus éminents ministres qui a jugé vos mesures « trop conjoncturelles et pas assez structurelles »...

M. Philippe Séguin. Qui est-ce ?

M. Gabriel Kaspereit. C'est Rocard !

M. Jean-Claude Gaudin... et qui, faisant un parallèle entre la science économique et la médecine d'autrefois, a déclaré que l'on ne savait, pour l'heure, traiter les économies qu'en les saignant et en les anémiant, alors qu'il faudrait au contraire les fortifier ? (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Un an après l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'échec, hélas ! est déjà au rendez-vous. « Si j'échoue, a déclaré, en septembre dernier M. Mitterrand, je radicaliserai. » Car, contrairement aux apparences, la nouvelle ligne politique du Gouvernement ne va pas dans le sens de la modération. Elle réalise une triple radicalisation économique, socio-politique et verbale, mais ce dernier point est, il est vrai, moins grave.

Radicalisation économique, car les mesures prises vont assécher l'autofinancement des entreprises, donc compromettre leur indépendance. Dans quelques mois, elles seront, comme vous l'avez voulu, entre les mains des banques nationalisées. Un nouveau pas aura ainsi été franchi sur la voie de la socialisation de l'économie française. Mais n'est-ce pas là l'objectif que vous poursuivez sans relâche depuis le 10 mai ?

Radicalisation politico-sociale, car votre système ne peut tenir qu'avec l'accord du parti communiste et de la C. G. T.

Vous êtes donc obligés de négocier avec ces organisations, et il n'est pas difficile de prévoir que l'accord sur les rémunérations ne pourra se faire qu'au prix d'importantes concessions sur le pouvoir dans les entreprises. N'est-ce pas la suite logique de ce qu'on observe déjà à travers la montée des conflits sociaux ?

Radicalisation verbale, enfin, car les propos que vous tenez sont désormais marqués du sceau du cynisme et de la dissimulation (Protestations sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)...

M. Gabriel Kaspereit. Mais oui, c'est vrai !

M. Jean-Claude Gaudin. ... ce qui, jusqu'à présent, était resté le monopole de la C. G. T. N'est-ce pas l'origine du décalage croissant que tout le monde observe entre les discours officiels et les réalités économiques ?

Cette radicalisation va à l'opposé des appels à l'unité nationale qu'avait lancés le Président de la République, il y a quelques semaines. Elle va aussi à l'opposé de la nécessaire cohésion sociale qu'il faudrait assurer pour apporter des solutions aux problèmes de la France.

Une politique qui abaisse la France et qui divise les Français, tel est le véritable visage de votre action.

M. Parfait Jans. Des discours, des discours, mais pas de proposition ! Vous ne savez que démolir !

M. Jean-Claude Gaudin. Tout à l'heure, monsieur le Premier ministre, vous disiez qu'il ne fallait pas dramatiser, qu'il ne fallait pas parler d'une politique de sang et de larmes. Si tout cela n'était pas si triste, je vous dirais en souriant qu'en préparant mon intervention, me revenait en mémoire un ouvrage de Marcel Pagnol où l'oncle dit à son neveu : ...

M. Paul Balmigère. Et la marine française ? Qu'est-ce qu'elle vous dit, la marine française ? (Rires sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. Jean-Claude Gaudin. ... « Ce n'est pas que tu es bon à rien, tu es mauvais en tout ! » (Rires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Voilà pourquoi, monsieur le Premier ministre, nous vous refusons notre confiance et voterons la censure. (Mmes et MM. les députés de l'union pour la démocratie française se lèvent et applaudissent longuement. — Vifs applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. Georges Hage. M. Gaudin est un histrion !

M. Jacques Toubon. Nous préférons les histrions aux tyrans ! (Exclamations sur les bancs des communistes.)

M. Paul Balmigère. Petit merdeux !

M. le président. Monsieur Balmigère, restez dans le ton épique ! (Sourires.)

(M. Martin Malvy remplace M. Louis Mermaz au fauteuil présidentiel.)

PRESIDENCE DE M. MARTIN MALVY,
vice-président.

M. le président. La parole est à M. Lajoinie.

M. André Lajoinie. Monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, dans ce débat sur l'engagement de responsabilité du Gouvernement, je voudrais exposer les propositions et les analyses du parti communiste français sur la politique économique et sociale que les médias s'obstinent, comme on l'a vu à l'occasion de notre récente conférence nationale, à déformer ou à passer sous silence.

Je le disais à cette même tribune il y a un an, les députés communistes apportent leur concours loyal à la mise en œuvre des orientations approuvées par les Français le 10 mai 1981. Ils le font avec leur originalité propre, en respectant les termes de l'accord conclu entre les deux partis de la majorité, et avec les possibilités fixées par les limites de l'influence que leur a accordée le corps électoral au printemps dernier.

La confiance que vous demandez, monsieur le Premier ministre, les députés communistes ne vous la marchandent pas pour mettre en application les engagements pris devant le pays, et notamment pour lutter contre l'inflation et le chômage.

M. Guy Bêche. Très bien !

M. André Lajoinie. Evidemment, pour que cette lutte soit la plus efficace possible, il est nécessaire de bien diagnostiquer les causes de ces maux qui portent gravement atteinte à la santé de la nation, afin de pouvoir mieux en préciser les remèdes.

La première de ces causes tient aux pressions exercées de l'extérieur de nos frontières par les pays capitalistes en crise, en vue de nous exporter leur chômage — le nombre de chômeurs atteint dix millions aux Etats-Unis et croît très rapidement en Grande-Bretagne et en République fédérale d'Allemagne.

Les admirateurs avoués de M. Reagan qui siègent à la droite de cet hémicycle n'ont jamais rien dit pour s'opposer à l'utilisation du dollar par le gouvernement américain pour faire pression sur nos économies. Ils n'ont rien dit non plus sur la fixation de taux d'intérêt artificiellement élevés qui créent de graves perturbations monétaires, ou encore contre les interdictions préférées par les Etats-Unis pour empêcher le développement de nos échanges avec les pays du tiers monde et les pays socialistes. On vient encore de le voir avec le diktat de Reagan mettant en cause le contrat d'équipement pour la fourniture de gaz soviétique, qui risque de faire perdre de nombreux emplois à une firme française sous prétexte qu'elle utilise une licence américaine.

Il est possible, à notre avis, de trouver des parades contre ces diverses pressions extérieures et en particulier contre l'impérialisme du dollar, y compris en s'appuyant sur les pays d'Europe également touchés par ces pratiques.

Monsieur le Premier ministre, pourriez-vous nous dire où en sont les engagements des Etats-Unis, pris à Versailles, de limiter le désordre monétaire international ? Ne croyez-vous pas que ces pratiques typiquement dominatrices des Etats-Unis sont contraires à l'alliance qui les unit à la France ?

Une telle alliance, que nous ne remettons pas en cause, ne doit pas être à sens unique, sinon cela reviendrait, de la part des Etats-Unis, à exiger de leurs alliés qu'ils se transforment en vassaux. Nous ne le voulons pas. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

La deuxième série d'obstacles auxquels se heurte la lutte contre l'inflation et le chômage nous apparaît encore plus déterminante. Elle se situe à l'intérieur de notre pays.

Il y a d'abord — je sais, mesdames et messieurs de la droite, qui êtes si peu nombreux...

M. Robert-André Vivien. De l'opposition !

M. André Lajoinie. ...que vous n'aimez pas qu'on vous le rappelle — le poids de l'héritage du pouvoir giscard-chiracien.

M. Parfait Jans. Très bien !

M. André Lajoinie. Au cours du dernier septennat, la droite a aggravé les traits historiques du capitalisme dans ce pays, faits de défaitisme devant les diktats étrangers, de comportements plutôt usuriers, de refus des risques industriels et de l'innovation, d'agressivité contre les libertés et les droits des travailleurs, et les propos de ses orateurs ont confirmé la persistance de cette tendance. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et sur quelques bancs des socialistes.*)

M. Robert-André Vivien. C'est affligeant !

M. André Lajoinie. Si l'on compare les coûts de production entre notre pays et ceux de la République fédérale d'Allemagne,

par exemple, on s'aperçoit que le poids des services, dont beaucoup sont parasites, tels les frais financiers — mais pas seulement eux — sont supérieurs, à production égale, de 34 p. 100 en France, alors que les charges salariales sont inférieures de 20 p. 100.

M. Robert-André Vivien. Et les charges sociales ?

M. André Lajoinie. Je parle des charges salariales complètes, monsieur Vivien, c'est-à-dire y compris les charges sociales vous le savez bien.

La droite...

M. Robert-André Vivien. L'opposition !

M. André Lajoinie. ...se comporte comme si elle n'avait jamais, sous sa gestion, dévalué le franc qui, pourtant, a perdu près de 40 p. 100 de sa valeur vis-à-vis du mark, et poussé à l'inflation, dont le taux se situait à 14 p. 100 par an, rendant chronique notre déficit extérieur et fragile notre monnaie.

Elle se comporte comme si elle n'avait pas organisé la casse des entreprises, et le chômage. Elle fait comme si elle n'avait pas conduit le pays aux abandons de production comme celui de la machine-outil dont la balance était, il y a quelques années, excédentaire et qui est devenue déficitaire de 60 p. 100.

La droite veut faire oublier que, pendant le dernier septennat, elle a supprimé près d'un million d'emplois industriels, éliminé 700 000 actifs agricoles et fait baisser le revenu paysan pendant sept années consécutives, ce qui suffit à ridiculiser toutes les affirmations de M. Gaudin à propos de l'attitude du Gouvernement sur ce point. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

Elle veut cacher qu'elle a évincé de l'éducation nationale, et c'est grave, un million de jeunes sans formation, pour lesquels le Gouvernement doit aujourd'hui développer un effort de rattrapage sans précédent.

Ce bilan interdit à la droite de s'ériger en censeur. Pour paraphraser un mot célèbre : « Pas ça et pas vous ! »

M. Robert-André Vivien. Pas ça et pas vous, non plus !

M. André Lajoinie. Mais ce rappel de l'héritage de la droite et du poids de la crise ne vise pas du tout à esquiver la responsabilité du Gouvernement et de la majorité nouvelle en place depuis un peu plus d'un an.

Le Gouvernement et la majorité ont commencé à appliquer les choix voulus par le pays.

C'est ainsi que des mesures sociales diversifiées ont été prises. Le S.M.I.C. et les petits salaires ont été augmentés et les prestations sociales revalorisées. Des mesures ont été décidées en faveur de l'école, du logement, de la santé, des transports, de la culture, etc., qui permettent un début d'amélioration appréciable pour les gens et des créations d'emplois notables.

Les contrats de solidarité permettent des embauches nouvelles de jeunes et de chômeurs en échange de réductions du temps de travail et de départs en préretraite.

Des réformes plus fondamentales, comme les nationalisations et la décentralisation, constituent des atouts importants pour un développement économique et social équilibré du pays.

L'ensemble de ces mesures, s'il a ralenti la progression du chômage et de l'inflation, n'a pu toutefois y mettre un terme. Le début de relance de la consommation résultant de ces décisions n'a pas profité pleinement au développement de notre production nationale et a contribué à augmenter les importations, notamment en provenance de la République fédérale d'Allemagne qui a ainsi profité de notre relance.

Cela a eu des répercussions négatives sur le commerce extérieur déjà déséquilibré et a alimenté les spéculations contre le franc.

La raison en est dans l'attitude du grand patronat et des privilégiés de la fortune qui n'ont pas fait leur devoir à l'égard du pays et de son économie. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

A les entendre, les présidents directeurs généraux crient tout à la ruine. Pourtant, les comptes de la nation font état, pour 1981, d'une progression des revenus des propriétés et des entreprises de 34,6 p. 100, alors que celle des salariés, tous statuts confondus, n'a été que de 13,6 p. 100.

M. Parfait Jans. Voilà !

M. André Lajoinie. Je ne citerai que pour mémoire — chacun les a présents à l'esprit — les émoluments perçus par ce président directeur général d'une firme qui vient d'être nationalisée et qui s'élevaient — c'est le cas de le dire — à 83 millions d'anciens francs par mois. (*Exclamations sur les bancs des communistes.*)

M. Paul Balmigère. Voilà les patrons ! Ce sont eux que l'opposition défend !

M. Robert-André Vivien. C'est M. J. Dumeng que vous défendez !

M. André Lajoinie. On ne fera croire à personne que de tels gaspillages financiers sont nécessaires pour ces hauts dirigeants de société — car le cas que je viens de citer n'est pas isolé — ainsi que pour d'autres titulaires de revenus excessifs que rien ne peut justifier.

Le fait est là : les milieux d'affaires cherchent surtout à faire de l'argent par tous les moyens, y compris en exportant les capitaux — 77 milliards de francs ont quitté le pays en 1981 — plutôt qu'en développant l'outil de travail, en investissant pour produire français. Cela, ils le font depuis 1974, et vous le savez bien ! (Applaudissements sur les bancs des communistes et sur quelques bancs des socialistes.)

Pourtant des facilités importantes ont été mises à la disposition des entreprises par les pouvoirs publics pour favoriser les investissements. Mais ceux-ci ont baissé.

Nous avons le souvenir de ces dizaines de milliards alloués chaque année par l'ancien pouvoir au secteur privé, prétendument pour investir mais dont des rapports officiels ont montré qu'ils s'étaient perdus dans la spéculation et le gaspillage.

M. Guy Duclonné. Ces rapports-là, ils ne les lisent pas !

M. André Lajoinie. Les députés communistes ont suffisamment alerté l'opinion sur la nécessité de n'accorder des crédits publics aux entreprises qu'en contrepartie d'engagements vérifiés qu'ils serviraient à financer des investissements créateurs d'emplois et contribueraient à améliorer notre capacité de reconquête du marché intérieur. Cette règle devrait s'appliquer aujourd'hui plus que jamais, car on ne doit pas gaspiller l'argent public, mais faire qu'il serve bien à la lutte contre le chômage et l'inflation.

Il faut ajouter que les nationalisations n'ont pas encore porté leurs fruits en ce qui concerne les créations d'emplois et la relance de notre production nationale.

Cela est dû d'abord au retard apporté à leur adoption du fait de la bataille de procédure menée par la droite au Parlement, de même type que celle qu'elle conduit actuellement contre le vote des lois étendant les droits des travailleurs, bataille, il faut le dire, que les médias se sont bien gardés de mettre en lumière, même lorsqu'elle prenait une forme totalement abusive.

M. Parfait Jans. Très bien !

M. André Lajoinie. Cela est dû ensuite au fait qu'une gestion nouvelle n'a pas été réellement engagée dans le secteur nationalisé, ni en ce qui concerne sa démocratisation. Ni pour ce qui est des critères de décision qui, par exemple, n'ont pas été orientés vers la reconquête du marché intérieur.

On voit des P. D. G. d'entreprises nationalisées affirmer que pour eux il n'y a rien de changé, et d'autres qui continuent allégrement à investir à l'étranger au détriment de notre capacité de production en France.

M. Parfait Jans. Il faut les envoyer à l'A. N. P. E. !

M. André Lajoinie. Pourtant, il y a quelque chose de changé. Les nationalisations, oui, constituent un changement.

Dans une telle situation, les propos du président du C. N. P. F., M. Gattaz, conditionnant le « patriotisme » du patronat au retour en arrière, à l'abandon de lois voulues par le pays, sont proprement indécents.

Mme Mugette Jacquint. Très bien !

M. André Lajoinie. Indécent, oui, car personne, quelle que soit sa fortune, sa position économique n'a le droit de se placer au-dessus des lois qui interdisent le sabotage délibéré de la production nationale. C'est pourtant cette menace qu'a proférée M. Gattaz. Je crois même qu'il a parlé de « mettre des traverses devant le train ». (Exclamations et applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. Robert Wagner. Il faudrait le dire à la C.G.T. !

M. André Lajoinie. On voit donc que les difficultés qui ont conduit à la dévaluation du franc ne proviennent pas d'une mise en œuvre trop complète des orientations voulues par le pays, bien au contraire. Ce sont ces orientations qu'il faut appliquer avec résolution.

Pour cela, il faut s'attaquer résolument aux causes qui ont engendré l'inflation et qui ont conduit à la dévaluation, tout en luttant contre le chômage. Ce n'est pas contradictoire, vous l'avez vous-même souligné, monsieur le Premier ministre.

Vous nous proposez le blocage temporaire des prix. Nous sommes d'accord. Mais, pour que ce blocage soit efficace, il est clair qu'il ne suffira pas de s'en remettre aux services de l'Etat, que l'ancien pouvoir avait démantelés et qu'il faut renforcer.

Il faut faire appel aux concours des travailleurs, aux syndicats, aux consommateurs qui doivent pouvoir faire connaître les abus aux autorités compétentes, tout comme d'ailleurs les commerçants vis-à-vis de leurs fournisseurs. Les comités d'entreprise doivent pouvoir intervenir dans la formation des prix, dans la lutte contre les marges excessives, dans le respect des prix au détail. Déjà, ne signale-t-on pas des vales d'étiquettes dans les grands magasins et ailleurs, majorant de 10 à 30 p. 100 les prix des marchandises ?

Beaucoup de travailleurs, devant cette situation, en viennent à douter de la réalité des blocages, alors qu'au contraire ils savent que tout blocage des salaires sera, lui, effectif.

Car vous proposez, en deuxième lieu, de suspendre pendant quatre mois la libre discussion des salaires dans les entreprises. Autant nous sommes favorables au blocage des prix et des hauts revenus, du capital ou autres, autant nous sommes résolument opposés à la suspension de la négociation des salaires, ce qui aboutit à les bloquer et à refuser toute majoration, même lorsqu'il s'agit de rattrapages amplement justifiés.

Certes, vous avez exclu le S.M.I.C. de ce blocage, mais c'est loin d'être suffisant et nous persistons à vous demander de revoir cette décision.

Les choses doivent être claires : toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés, comme des ressources des couches populaires, irait à l'encontre de la lutte contre l'inflation, car elle ne pourrait que réduire la consommation, les débouchés et, par conséquent, freiner l'activité économique et aggraver le chômage. Or, comme l'a dit fort justement M. le Président de la République : « Il n'y a rien de plus inflationniste qu'un chômeur. »

Ce ne sont pas les salaires des travailleurs qui sont inflationnistes, contrairement à ce que prétend le C.N.P.F. La rigueur ne doit pas être dirigée contre leur pouvoir d'achat, mais contre les gaspillages du capital et des privilégiés de la fortune. La justice sociale est le premier moyen de lutter contre l'inflation, tout comme l'augmentation des consommations populaires est une condition pour faire reculer le chômage.

Plusieurs députés communistes. Très bien !

M. André Lajoinie. Il faudrait, au contraire, revaloriser le pouvoir d'achat des petits et moyens salariés et maintenir celui des travailleurs dans le cadre des conventions collectives et des statuts.

Il en est de même des réductions des dépenses publiques et sociales réclamées à grands cris par la droite, et tout à l'heure encore par M. Chirac.

M. Robert-André Vivien. Il n'a pas dit cela ! Il a parlé de transferts sociaux !

M. André Lajoinie. Si des gaspillages existent, qu'il faut supprimer, ne touchons pas aux dépenses utiles qui contribuent à l'emploi, à la formation, aux équipements collectifs indispensables pour l'avenir du pays.

Axons nos efforts sur les causes réelles qui alimentent l'inflation et le chômage.

Par exemple, les hauts taux d'intérêt constituent une source de gaspillages financiers qui empêchent la création d'emplois et gonflent les prix. Pourquoi ne pas déconnecter les taux d'intérêt des prêts servis en France par les banques nationalisées des taux internationaux ?

Environ 50 p. 100 des ressources des banques sont déposées gratuitement par les particuliers sur les comptes courants et subissent, dans une certaine mesure, l'érosion monétaire. Pourquoi ne pas étudier la possibilité que ces banques accordent des prêts en contrepartie de créations d'emplois ou pour les besoins vitaux des ménages, au taux maximal retenu pour l'inflation en 1982, c'est-à-dire à 10 p. 100, voire moins ?

J'ai enregistré, monsieur le Premier ministre, l'engagement que vous avez pris de mettre en œuvre un action allant en ce sens et je m'en réjouis.

Toujours dans le domaine financier, chacun sait que l'exportation des capitaux est désastreuse pour l'investissement, l'emploi et l'équilibre du commerce extérieur.

Pourquoi ne pas taxer de manière dissuasive les profits non investis, les sorties de capitaux et même agir pour le rapatriement de ces centaines de milliards exportés à l'étranger en décidant que les patrimoines de ceux qui se sont livrés à cette évasion — car ceux qui exportent des capitaux disposent d'un patrimoine, ce n'est pas l'O.S. de Renault qui peut se livrer à ces pratiques — seront mis à contribution, par exemple en majorant l'impôt sur la fortune tant que le rapatriement en vue de l'investissement ne sera pas réalisé ? (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. Charles Miossec. Autant nationaliser carrément !

M. André Lajoinie. Vous protestez ? Vous vous désignez donc comme l'ami de ceux qui se livrent aujourd'hui à cette trahison que constitue l'exportation de capitaux ! (Très bien ! et applaudissements sur les bancs des communistes.)

Concernant toujours la lutte contre l'inflation, on ne peut accepter que les prix des carburants ne soient pas bloqués et qu'ils s'orientent vers la hausse.

C'est vrai que le cours élevé du dollar est un facteur de renchérissement, mais il est compensé par une certaine stabilisation du prix du brut. Par ailleurs, on n'a pas mis un terme au véritable racket des compagnies pétrolières étrangères qui s'arrangent pour ne pas payer d'impôt en France et ponctionnent sur les Français plusieurs milliards par an.

Il apparaît possible de déjouer les hausses du dollar en concluant des contrats d'approvisionnement d'Etat à Etat payés essentiellement en francs et en taxant les filiales des majors, et d'empêcher ainsi l'augmentation des prix des carburants.

Le problème du financement de la sécurité sociale est lié au chômage, aux accidents de la route. Mais deux choses sont possibles dans l'immédiat : des économies peuvent être faites non seulement dans la gestion des caisses livrées au patronat depuis des années, mais aussi dans les dépenses médicales.

Sait-on, par exemple, que les firmes pharmaceutiques — dont l'essentiel est maintenant nationalisé, et c'est pourquoi nous pensons qu'elles devraient changer de politique — continuent à pousser à la consommation de quantités excessives de médicaments par des conditionnements qui conduisent à l'accumulation de stocks chez les assurés et par une publicité médicale abusive qui coûte officiellement 5 milliards de francs par an, finalement payée par la sécurité sociale, c'est-à-dire par les assurés ?

M. Guy Ducoloné. Très bien !

M. André Lajoinie. On peut économiser là des milliards tout en améliorant la protection de la santé des gens.

Ensuite, il est temps de réformer les systèmes des cotisations sociales en allégeant les charges des entreprises qui créent de bons emplois...

M. Charles Miossec. Tiens !

M. André Lajoinie. Oui, en allégeant les charges de celles qui créent de bons emplois et non de celles qui sabotent notre économie !

M. Charles Miossec. Vous n'en prenez pas le chemin !

M. André Lajoinie. Il faut, disais-je, alléger les charges des entreprises qui créent de bons emplois, notamment des petites et moyennes, pour les encourager à embaucher, et, en revanche, il faut faire payer plus celles qui gaspillent et qui disposent de hauts profits.

Concernant l'assurance chômage, dont nous ne sous-estimons pas la gravité de la situation, on peut faire, là aussi, des économies, d'abord en créant des emplois — tout emploi créé est une économie pour les caisses de chômage — et ensuite en réduisant les inégalités dans les allocations, qui doivent apporter la solidarité nécessaire par la fixation d'un plafond à un niveau décent mais assurant les garanties de ressources à ceux qui en sont actuellement dépourvus. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

Mais il faut surtout trouver des ressources nouvelles. Pourquoi ne pas mettre à contribution les revenus du capital qui ne sont actuellement soumis à cotisation ni pour la protection sociale ni pour l'indemnisation du chômage et qui échappent souvent à l'impôt, notamment avec l'avoir fiscal ?

Enfin, et c'est la question capitale, comment encourager à la production en France même, et cela sans nier, évidemment, la nécessité de la coopération internationale ?

Depuis la dévaluation, les produits importés coûtent en général 10 p. 100 de plus. Cela devrait encourager à produire français. C'est indispensable pour équilibrer notre commerce extérieur et pour créer des emplois.

Mais ne nous cachons pas la bataille que cela suppose et la participation à celle-ci des travailleurs, des comités d'entreprise et des nouveaux conseils d'administration des entreprises nationalisées.

Il faut un effort national, une mobilisation sans précédent ; nous sommes prêts à y apporter notre concours le plus total (Applaudissements sur les bancs des communistes)...

M. Charles Miossec. Et la C. G. T. !

M. André Lajoinie. ... et les syndicalistes aussi, n'en doutez pas, messieurs de l'opposition, malgré vos attaques perfides, haineuses contre les organisations des travailleurs ; vous aimez les travailleurs isolés, mais vous n'aimez pas les travailleurs organisés parce que vous voulez les exploiter le plus possible !

(Applaudissements sur les bancs des communistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.)

M. Pierre Weisenhorn. Et Citroën ?

M. André Lajoinie. Et Citroën d'ailleurs est là pour prouver que ce que je dis est vrai ; les travailleurs se sont prononcés chez Citroën, et ils ne vous ont pas approuvés, vous et vos syndicats maison ! (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. Pierre Weisenhorn. Et Renault ?

M. Parfait Jans. Renault aussi !

M. André Lajoinie. Faisons tout pour mettre en valeur les richesses du pays ; et la première de celles-ci, se sont les hommes, les femmes, les jeunes.

Pourquoi ne serions-nous pas compétitifs dans l'électronique, le textile, la machine-outil, la chimie, la sidérurgie, les industries de consommation, comme nous le sommes, par exemple, dans l'aéronautique ? Il est possible de créer dans ces branches de nombreux emplois et d'empêcher les licenciements qui sont prévus, comme dans la sidérurgie.

Pourquoi ne pourrions-nous pas améliorer la valorisation de notre production agro-alimentaire et forestière en faisant appel beaucoup moins aux importations, qui, aujourd'hui, grèvent ces secteurs et en utilisant mieux nos ressources nationales ?

M. Charles Miossec. Les montants compensatoires monétaires vont nous y aider, sûrement !

M. André Lajoinie. Sait-on que nous exportons nos meilleurs bois en grumes brutes qui nous reviennent transformés en meubles alors que le déficit de la filière bois atteint 14 milliards. Cela aussi, c'est l'héritage !

M. Robert-André Vivien. Irresponsable !

M. André Lajoinie. Produire français, reconquérir le marché intérieur, cela est possible si nous savons promouvoir les technologies nouvelles dans toutes les activités en aidant les travailleurs à acquérir les qualifications nécessaires.

Pour cette œuvre de véritable redressement national, il faut la volonté ; les travailleurs l'ont. Celle du Gouvernement doit être égale.

Il faut aussi d'importants crédits. Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent, alors que 500 milliards de capitaux français sont déposés dans les seuls coffres suisses.

Espérons, en outre, que la grande aspiration à la paix et au désarmement qui s'exprime dans le monde, et même à l'O.N.U., nous permettra à l'avenir, dans le cadre d'un désarmement universel et équilibré, de disposer de plus de crédits civils...

M. Emmanuel Aubert. C'est pour 1983 !

M. André Lajoinie. ... sans mettre en cause notre sécurité, à laquelle nous sommes attachés. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. Robert-André Vivien. Quel cynisme !

M. André Lajoinie. J'ai parlé de la bataille pour produire français, mais je voudrais aussi évoquer la nécessité d'acheter français.

Je sais bien qu'un tel propos ne manquera pas de susciter les sarcasmes de ceux qui sont toujours prêts à parler de « nationalisme », lorsqu'on prononce le mot « français ».

Il ne s'agit pas de nous enfermer derrière nos frontières. Nous devons développer nos relations internationales sur des bases réciproques. Mais cette nécessité de la réciprocité montre d'ores et déjà que les protectionnistes ne sont pas chez nous, mais en Amérique ou au Japon notamment, pays vis-à-vis desquels nous accusons de gros déficits.

M. Georges Bustin. Très bien !

M. André Lajoinie. Peut-on accepter par exemple, que des hôpitaux publics, des entreprises publiques en viennent à donner la priorité, pour l'achat d'équipements coûteux, à des firmes étrangères, à qualité et prix sensiblement égaux ?

M. Robert-André Vivien. Ralite, démission !

M. André Lajoinie. Il me semble qu'au moins les gestionnaires publics devraient avoir un réflexe national, sachant que l'achat à l'étranger, surtout lorsqu'il s'agit de pays vis-à-vis desquels nous sommes très déficitaires, comme la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis ou le Japon, est un facteur de chômage et d'inflation.

Là aussi, monsieur le Premier ministre j'ai enregistré avec satisfaction vos propos qui soutiennent cette idée et appellent le Gouvernement à se mobiliser pour la faire entrer dans les faits. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

Nous pensons que, dans le prochain budget, la priorité doit être donnée à l'emploi et à la reconquête du marché intérieur. Le budget pour 1983 doit comporter des mesures de justice fiscale et frapper directement ceux qui profitent de la crise. Il faut notamment créer une tranche supplémentaire de l'impôt sur les grandes fortunes, instituer une tranche à 65 p. 100 pour l'impôt sur le revenu, supprimer l'avoir fiscal établi par la droite, abaisser le seuil du quotient familial, taxer les compagnies pétrolières étrangères...

M. Paul Balmigère. Il y a de l'argent, là !

M. André Lajoinie. ... les profits spéculatifs dans l'immobilier, les profits non investis, les sorties de capitaux.

L'impôt doit être non seulement un moyen de justice sociale, mais aussi un stimulateur du développement économique national. Au niveau des dépenses, l'efficacité et la démocratie se conjuguent pour exiger que toute aide à une entreprise soit assortie de la garantie qu'elle servira bien à créer des emplois en France, à développer l'investissement en France.

Monsieur le Premier ministre, telles sont les réflexions et les propositions que le groupe communiste m'avait chargé de présenter aujourd'hui devant vous.

M. Daniel Goulet. Lesquelles ?

M. André Lajoinie. Je les ai faites avec le souci de contribuer de la manière la plus positive à l'œuvre de la majorité nouvelle. J'espère que le Gouvernement en tiendra le plus grand compte.

Il y a un an, lors de la discussion sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, j'avais exprimé notre certitude que le C. N. P. F. et les formations politiques de droite sanctionnées par le suffrage universel allaient tenter de s'opposer à la mise en œuvre des choix décidés par les Français. C'est ce qui s'est produit.

Les travailleurs savent d'expérience que la grande bourgeoisie ne renonce jamais de plein gré à sa domination et à ses privilèges. Elle utilise tous les moyens possibles pour les préserver et pour remettre en cause les droits conquis par le mouvement populaire.

Afin de résister à ces pressions, nous croyons qu'il faut s'appuyer davantage sur les couches populaires, qui ont subi pendant tant d'années la domination de la droite associée au grand patronat et qui se sont prononcées pour de nouvelles orientations susceptibles de sortir le pays de la crise.

Mais ces travailleurs doivent sentir que la rigueur nécessaire dans l'action gouvernementale est orientée contre les privilèges de la fortune, contre les spéculateurs de la finance qui préfèrent leurs profits, leurs spéculations, à l'intérêt national.

Ils ne doivent en aucun cas être la cible de cette rigueur, comme cela se produit malheureusement avec la suspension des conventions collectives prévue par votre projet de loi, que nous ne pouvons approuver.

M. Charles Miossec. Alors votez la censure !

M. André Lajoinie. C'est en nous efforçant d'être leur interprète que nous répondrons positivement à l'engagement de responsabilité du Gouvernement afin que celui-ci mette en œuvre la politique nouvelle pour laquelle il a été mandaté.

Dans la même démarche, nous refuserons la censure présentée par la droite, dont la responsabilité, dans la situation difficile où se trouve le pays, devrait lui commander un peu plus de pudeur et un peu moins de morgue. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

Car nous considérons que faire échec aux manœuvres réactionnaires, ce n'est pas seulement une exigence économique et sociale, c'est en même temps faire respecter le choix de la majorité des Français. C'est se comporter en démocrate. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et sur de nombreux bancs des socialistes.*)

M. Robert-André Vivien. C'est de l'hypocrisie !

M. le président. La parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, la véritable question qui se pose aujourd'hui à notre pays n'est plus celle de savoir si la première année du gouvernement de la gauche a été un succès ou un échec économique et social pour la France et les Français.

M. Charles Miossec. C'est un échec !

M. Adrien Zeller. Les évolutions monétaires, l'évolution de tous les grands indicateurs économiques, qui se sont, sans exception aucune, sensiblement dégradés en un an, parlent d'elles-mêmes.

Aujourd'hui, vos deux seuls motifs de fierté, monsieur le Premier ministre — la moindre croissance apparente du chômage

par rapport à celle des pays voisins et l'augmentation du pouvoir d'achat — sont directement remis en cause. Ils risquent bien de n'avoir été qu'une pâle éclaircie dans un ciel gris — vous diriez sans doute que c'était une embellie.

En effet, quelques mois à peine après avoir été, souvent, artificiellement gonflé, le pouvoir d'achat des Français va être réduit, pour le plus grand nombre, à cause du gel des salaires et de la nouvelle hausse des cotisations sociales qui a été annoncée. L'emploi lui-même ne peut que se dégrader encore davantage sous l'effet des mesures restrictives que vous avez été contraint de prendre ou plutôt d'improviser à la hâte.

A vrai dire, la véritable question qui se pose aujourd'hui au pays est de savoir si le Gouvernement et les penseurs de l'économie sociale vont enfin tirer les véritables leçons des échecs et des déceptions qu'ils entraînent.

J'aurais aimé vous entendre, monsieur le Premier ministre, procéder à un minimum d'auto-critique. Cela aurait constitué une mini-réforme dans les mœurs politiques de ce pays, réforme dont vous auriez sans nul doute eu le mérite.

M. Parfait Jans. Elle ne vous a jamais étouffés, l'autocritique !

M. Adrien Zeller. Mais notre attente a été vaine. A la place, on assiste, depuis la dévaluation récente, à une cacophonie de contradictions, d'accusations et de reniements.

M. Daniel Goulet. C'est le moins qu'on puisse dire !

M. Adrien Zeller. C'est le cas au sujet de la T. V. A., dont M. Delors a dit, il y a à peine trois mois : « Je suis contre la hausse de la T. V. A. car c'est une source d'inflation ».

C'est le cas pour le pouvoir d'achat ou pour le contrôle des prix que vous instaurez, dont le même ministre a indiqué voilà six mois : « Le blocage des prix n'incitera pas notre économie à repartir. Ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait baisser la fièvre ». On ne saurait mieux dire en effet. Vous-même avez déclaré, à Lille, en automne dernier : « Le Gouvernement tient à la liberté des prix et ne veut pas en rétablir le contrôle ». M. Delors encore, le 22 mai dernier, parlant du franc, déclarait : « La compétitivité de l'économie française est encore bonne ».

A vous entendre, si la relance de la consommation intérieure n'a pas entraîné la croissance, c'est la faute des autres, en particulier celles des experts, qui se sont trompés sur la date de la reprise de l'économie mondiale. A vous entendre, si les investissements stagnent à un niveau plus bas que jamais...

M. Charles Miossec. M. le Premier ministre ne veut plus vous entendre ; il vient de quitter l'hémicycle !

M. Adrien Zeller. ... comme ce ne saurait être la faute du Gouvernement, ce ne peut être que la faute des entreprises elles-mêmes !

A vous entendre, et à entendre aussi M. Jospin qui s'est exprimé tout à l'heure, si la thérapeutique appliquée depuis un an à l'économie française n'a pas donné les résultats espérés, ce n'est pas parce qu'elle était mauvaise et que le médecin s'était trompé, c'est parce que le malade se trouvait dans un état de délabrement plus avancé qu'on ne l'avait cru !

Mme Gisèle Halimi. Eh oui !

M. Adrien Zeller. Pourtant, vous pourriez rendre justice aux observateurs économiques, y compris ceux qui ne sont animés d'aucune hostilité a priori à l'encontre de votre Gouvernement et qui vous avaient prévenus. Le professeur Sauvy, auteur d'un ouvrage intitulé *Le Socialisme et la Liberté*, déclarait, il y a un an : « La relance de la consommation, dans la conjoncture nationale et internationale actuelle, cela ne revient à rien d'autre qu'à insulfer de l'air dans un pneu crevé. » Il affirme aujourd'hui, avec nostalgie et regret, jugeant votre action sur un an : « L'avenir a été partout sacrifié au présent. »

Et le rapport Bloch-Lainé lui-même, dans ses analyses lucides et ses propositions curieusement oubliées — de même d'ailleurs que le diagnostic porté sur le passé — met en garde le Gouvernement contre un accroissement immodéré des charges des entreprises, contre une politique de facilité et contre l'accroissement des frais généraux de la nation ; toutes ces recommandations, vous les avez oubliées.

M. Pierre Mendès France lui-même a déclaré récemment : « L'expérience socialiste actuelle ne peut réussir ».

Et même votre propre rapporteur général du budget a formulé dernièrement une observation qui est une véritable condamnation : « On ne peut redresser l'industrie française et accroître les emplois publics. On n'a jamais eu raison contre l'évidence. »

M. Daniel Goulet. Avis autorisé !

M. Adrien Zeller. Peut-on espérer aujourd'hui que, malgré le rideau de fumée émis autour de ce qui est déjà votre passif,

il faut bien le dire, la leçon aura été comprise ? Pour une partie, oui, puisque, nonobstant M. Delors qui déclarait il y a huit jours être contre les virages à 180 degrés, vous décidez de faire carrément machine arrière sur toute une série de points essentiels de votre politique et de vos promesses. Pour le reste, visiblement non, puisque votre plan de bataille comporte au moins trois risques majeurs.

Le premier de ces risques résulte de la réduction de la liberté des agents économiques et a pour conséquence directe la diminution prévisible, mathématique des investissements, aussi bien dans le secteur du logement, avec les loyers bloqués, que dans celui de l'industrie et des services, dans lequel les décideurs et les investisseurs verront leur marge d'action limitée et leurs incertitudes accrues. Le risque, c'est aussi celui de sacrifier, derrière les discours novateurs sur le progrès technologique, les actions publiques porteuses d'avenir. N'est-il pas vrai qu'il y a moins de quinze jours le ministre de l'éducation nationale a refusé aux universités, faute de crédits, l'ouverture de filières de formation d'informaticiens pour lesquelles il y a pourtant des débouchés considérables.

Le deuxième risque qu'il faut dénoncer aujourd'hui — pour ma part je le ferai sans peine car j'ai, dans ma circonscription, la confiance d'une large majorité des travailleurs — c'est précisément la démobilisation des travailleurs qui résulterait d'une politique dont on peut dire sans exagérer qu'elle manque de nuances et qu'elle traduit une absence de confiance en eux en matière de négociations salariales.

Le troisième risque, c'est celui de faire croire au pays qu'il suffira d'un purgatoire de quatre mois pour sortir des difficultés alors que — on peut le prévoir aisément — à cause tant des problèmes internationaux, qui sont réels et que je ne veux pas nier, que des charges à caractère définitif que vous avez imposées à la hâte au budget de la nation, il faudra des années et des années, dans la meilleure des hypothèses, pour les digérer et les surmonter.

Mais si l'incertitude et le doute règnent aujourd'hui, non seulement en France mais encore à l'étranger, quant aux chances de votre politique, ce n'est pas seulement parce que telles ou telles mesures techniques ont été décidées, c'est parce que trois contradictions majeures les ont inspirées, contradictions que je reproche au Gouvernement.

Je suis convaincu que vous souhaitez sincèrement lutter contre le chômage et l'inflation, mais je doute que vous soyez prêt aujourd'hui à payer le prix politique nécessaire à ce redressement.

Le prix politique à payer, ce n'est pas seulement l'octroi d'aides gouvernementales à l'investissement, c'est aussi la promotion de l'esprit d'initiative et d'efficacité dans notre pays, la réhabilitation claire et sans double langage de l'esprit d'entreprise, surtout en période de crise, et la reconnaissance du rôle irremplaçable des chefs d'entreprise.

M. Pierre Weisenhorn. Très bien !

M. Adrien Zeller. Le prix à payer, c'est l'abandon de votre volonté de substituer au système économique actuel, qu'il faut certes améliorer, un système socialiste hypothétique et hybride situé quelque part entre la social-démocratie qu'un grand nombre d'entre vous rejette et le système marxiste qui n'a réussi nulle part.

M. Pierre Weisenhorn. Très bien !

M. Adrien Zeller. Le prix à payer, c'est l'abandon de vos références dogmatiques et de la dialectique de la lutte des classes. Le prix à payer, c'est la tenue par le parti socialiste d'un véritable congrès de Bad Godesberg.

Une autre contradiction de votre action réside dans le message bien ambigu que vous délivrez encore aujourd'hui au pays.

Je n'ai, pour ma part, jamais refusé la solidarité, mais pendant que certains ministres s'époumonent à prêcher la rigueur, des responsables éminents du parti socialiste continuent à faire croire qu'il suffit de faire payer les riches.

Pendant que certains, comme M. Rocard, affirment que la France vit au-dessus de ses moyens, d'autres refusent ostensiblement de parler chiffres dès qu'il s'agit de maîtriser les dépenses de la sécurité sociale.

Pendant que certains ministres déclarent que ce n'est pas le temps de cueillir les cerises, d'autres font savoir — et ils l'ont encore fait dimanche soir — que l'objectif des trente-cinq heures pour 1985 est maintenu.

M. le président. Monsieur Zeller, je vous invite à conclure, vous avez dépassé votre temps de parole.

M. Adrien Zeller. Monsieur le président, vous le savez, les non-inscrits ont rarement l'occasion de s'exprimer. J'essaie d'être aussi bref que possible, mais permettez-moi donc de formuler encore quelques vérités.

M. Emmanuel Hamel. Laissez-le parler, monsieur le président, les non-inscrits ont si peu l'occasion de s'exprimer !

M. Adrien Zeller. L'objectif des trente-cinq heures a été réaffirmé sans que la moindre allusion soit faite aux conditions véritablement drastiques qui doivent être remplies pour qu'une telle évolution ne se retourne pas contre les travailleurs et n'accroisse pas le chômage.

M. Pierre Weisenhorn. Très bien !

M. Adrien Zeller. Cet objectif a été réaffirmé sans que l'on en ait chiffré le coût. En tout cas, il est certain que le coût d'une telle mesure sera énorme dans le secteur public, notamment dans le secteur hospitalier ou à la S.N.C.F. dont les déficits sont déjà dramatiques.

Autre contre-vérité : vous affirmez que le nouveau secteur public va « tirer » la croissance économique générale, mais, en 1982, les investissements de ce même secteur public seront inférieurs en termes réels à ce qu'ils ont été en 1981, à savoir 22 milliards de francs courants contre 20 milliards de francs l'an passé.

M. Pierre Weisenhorn. C'est exact !

M. Adrien Zeller. Je suis profondément convaincu que cette distance permanente qui sépare les mots des actes, les affirmations théoriques des possibilités réelles de notre économie, et que ce manque de rigueur verbale et d'esprit de vérité sont en train de miner la confiance que la population peut encore avoir dans ses gouvernants.

Il n'est pas nécessaire d'être un adepte de la politique de Reagan ou de Margaret Thatcher pour juger sévèrement votre politique économique. Il n'est pas nécessaire d'être conservateur et immobiliste pour être profondément inquiet face aux orientations que vous prenez.

Vous avez l'habitude d'accuser de vos difficultés la droite réactionnaire, source de tous les maux. Craignez de nourrir un tel courant dans ce pays si vous persévérez dans les erreurs.

M. Pierre Weisenhorn. Très juste !

M. Adrien Zeller. Ceux qui représentent ici la sensibilité centriste font leur ce dicton du bon sens populaire : prenez garde, qui veut faire l'ange fait la bête.

Abandonnez sans tarder vos illusions et vos dogmes. Dites vraiment la vérité à ce pays. Il y va de l'intérêt de l'économie française et de celui des Françaises et des Français. C'est la raison profonde pour laquelle j'estime qu'il faut aujourd'hui voter la censure. (*Applaudissements sur les bords de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Planchou.

M. Jean-Paul Planchou. Mesdames, messieurs, avec l'application de ce programme exceptionnel, il importe de faire comprendre à l'opinion — M. le Premier ministre et d'autres orateurs, notamment M. Lionel Jospin, s'y sont employés avec talent — que, sans une baisse sensible de l'inflation, tous les objectifs fondamentaux de la nouvelle politique seraient remis en cause, notamment le redéploiement industriel autour des filières prioritaires et à partir du secteur public. Et je m'étonne, à ce sujet, que M. Zeller n'ait pas cité les deux chiffres qui, à eux seuls, expliquent l'héritage que nous avons dû prendre en compte : 49,3 p. 100 de nos biens d'équipement professionnel sont importés et 28 p. 100 des produits industriels sont d'origine étrangère.

Sans une baisse sensible de l'inflation, c'est donc la croissance et, par voie de conséquence, l'emploi qui seraient remis en cause.

C'est à la lumière de ces objectifs que doit être compris et appréhendé ce programme d'intervention. Sans la volonté de conférer une réelle force de frappe industrielle à notre économie par le biais d'une compétitivité accrue, ce plan, nous en sommes tous d'accord, n'aurait guère de portée.

L'évolution de la conjoncture internationale a précipité cette décision. Le processus brutal de désinflation déclenché notamment par les pays à politique néo-libérale, au prix d'une croissance nulle, ou parfois négative, et d'une amplification du chômage, a provoqué un écart de moins en moins supportable entre leurs prix et les nôtres.

Cette logique infernale de désagrégation des tissus économiques que portent en elles les politiques néo-libérales n'est pas pour surprendre la majorité de cette assemblée puisque la régression sociale est dans la thérapeutique monétariste elle-même. La conversion totale et sans nuances de M. Chirac au réaganisme est donc pour le moins symptomatique. On sait désormais où se situent idéologiquement les droites dans ce pays : au diapason de l'état idéologique des droites étrangères.

M. Jean Natiez. Très bien !

M. Jean-Paul Planchou. Le processus cumulatif ainsi enclenché ne semble pas prêt de s'arrêter si l'on en juge par la politique actuelle des taux d'intérêt et par l'évolution du dollar. Si, d'aventure, on enregistrerait un retournement des évolutions monétaires, par manque de résolution des gouvernements concernés, si je puis dire, il ne pourrait être que faible ou profond : faible, ce retournement ne changerait aucunement les données ; profond, il poserait à notre économie d'autres problèmes touchant à la compétitivité de nos produits, si nos productions demeuraient en l'état.

Bref, notre salut dépend d'abord de nous dans ce contexte international de récession extrêmement difficile. *A priori*, cette situation n'est pas près de se modifier dans les mois à venir. Pourtant, nos objectifs de croissance qui conditionnent notre réarmement industriel devront être atteints, en dépit de la situation économique internationale.

Telles sont les perspectives dans lesquelles il convient d'apprécier l'ambition du Gouvernement.

Sans doute ce double blocage des prix et des revenus ne doit-il avoir comme vertu que celle d'un « électrochoc » — le Premier ministre l'a indiqué tout à l'heure. En effet, il ne peut constituer par lui-même ni un remède ni d'ailleurs une posologie. C'est ce que l'on appelle en médecine la préparation du patient.

Mais la puissance de cette mise en condition opératoire est telle, ou peut être telle, que sont posées les modalités de sortie de ce blocage.

J'ajoute que nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des distorsions qu'un tel blocage engendre entre branches de production ; et, au sein d'une même branche, entre catégories d'entreprises.

Cependant, pour bien sortir du blocage faut-il encore bien y entrer, et on en sortira d'autant mieux que l'on y sera bien entré. De ce point de vue, la détermination du Gouvernement et l'esprit civique de chacun compteront beaucoup.

Qui peut en effet nier la dégradation qu'ont connu les services de la direction de la concurrence et des prix, au cours de la précédente décennie.

Aujourd'hui, il manque des milliers de fonctionnaires pour surveiller la bonne marche de l'opération. D'autant que ce ne sont d'ailleurs pas les prix industriels, ou même du logement, mais ceux des services, du fait de la multiplicité des centres de formation des prix, qui sont les moins faciles à appréhender.

Seul un élan général de civisme permettra d'obtenir une efficacité globale. Ce sont bien les prix des services qu'il faudra savoir maîtriser, puisque cette période exceptionnelle doit contribuer à modifier l'évolution des prix relatifs de l'industrie d'une part et des services d'autre part, et ce en faveur des premiers.

D'une façon plus générale, ce sont les mécanismes fondamentaux de la formation des prix et des revenus qui doivent être modifiés.

Cette période de blocage ne peut d'elle-même empêcher les anticipations inflationnistes. Mais elle doit être l'occasion d'établir de nouvelles règles relatives à la formation des prix et des revenus, de « mettre sur la table » l'ensemble des éléments des évolutions économico-sociales concourant à la formation des prix directs et des salaires indirects, et mettre en lumière les évolutions des durées du travail, des productivités, selon un mécanisme général de négociation qu'on utilisera ensuite branche par branche. Une concertation approfondie doit donc animer les acteurs sociaux.

Combien de fois ne l'avons-nous pas souligné : la sortie de la crise ne peut être envisagée qu'à travers l'intensification des mécanismes démocratiques. Mais cette voie suppose que les forces sociales puissent se pencher sur des objectifs économiques et sociaux communs au développement des entreprises.

C'est évidemment dans ce cadre que les nouveaux droits des travailleurs prennent tout leur sens.

Ce programme d'action, propre à la deuxième phase évoquée par le Président de la République, établit la nouvelle donne des rapports sociaux, la démocratie économique élargie pour la réussite à court et long terme de cette action. Cette « mise à plat » des conditions de formation des prix et des revenus permettra de mieux cerner le rôle et la responsabilité des circuits de distribution et de déterminer les réformes à engager de ce point de vue.

Les résultats décisifs qui doivent être obtenus à court terme — et il y en aura — permettront de placer notre pays dans une situation nouvelle en ce qui concerne ses rapports commerciaux internationaux. D'ici là, convient-il de prendre des mesures adaptées en ce qui concerne les importations ? La marge est étroite, il est vrai, mais l'évolution du commerce extérieur devra être suivie dans les semaines et les mois à venir avec

une extrême vigilance. La volonté gouvernementale devra alors s'exercer sans apriorisme en fonction de cette évolution.

Si les résultats obtenus en matière de prix sont positifs, nous pourrions consacrer une plus grande partie du déficit budgétaire au financement de l'investissement productif en faveur des filières industrielles prioritaires : secteur public et économies d'énergie.

C'est là le gage indispensable d'une sortie à moyen terme de la crise. Nous devons donc concentrer tous nos efforts en ce sens.

Certes, nous devons veiller à ne pas trop créer de monnaie. Mais, contrairement à nos prédécesseurs qui firent de la régulation globale de la monnaie le critère de référence de la bonne gestion économique, nous considérons que le contrôle de la masse monétaire n'a pas de vertu en soi. On a pu mesurer l'effet négatif d'une telle politique sur la capacité de l'appareil productif de notre pays.

Mais nous ne croyons pas pour autant qu'en laissant évoluer librement la masse monétaire, on obtiendra des effets positifs, à l'inverse du contrôle qui aurait des effets négatifs.

Nous disons, sans dogmatisme, qu'au-delà d'un rapport strict, global, entre le déficit public, la création monétaire et le P.I.B., il faut envisager un financement particulier en fonds propres des filières industrielles prioritaires du secteur public.

Comme les investissements sont plus sensibles aux débouchés, aux perspectives supplémentaires de la demande, qu'à l'évolution des taux d'intérêt — mais à un certain niveau les deux facteurs tendant à s'opposer — nous insistons sur l'importance qu'il y a à maintenir le pouvoir d'achat et sur la nécessité de prendre des mesures particulières en faveur des revenus modestes. Des mesures ont d'ailleurs été annoncées tout à l'heure.

L'allocation de fonds propres qui autorisera, grâce à un processus cumulatif, des capacités d'endettement nouvelles pour les entreprises du secteur public industriel, mais aussi pour les entreprises privées, fera plus pour l'investissement productif que des mesures d'allègement fiscal prises à cet effet.

Cela étant, une politique active des taux d'intérêt, une marche forcée à la baisse de ceux-ci, différenciée pour que nous captions plus facilement les capitaux internationaux, serait une bonne chose. En effet, si une baisse des taux d'intérêt ne provoque pas automatiquement une relance des investissements, à l'inverse une hausse outrancière de ce taux est dissuasive de toute volonté d'investir. De toute façon, une minoration des taux d'intérêt constitue un levier supplémentaire pour soutenir la relance économique et ne peut avoir que des effets positifs sur la formation des prix.

Ce plan de redressement doit contribuer à la croissance, grâce au maintien de la demande, en particulier de celle des revenus modestes, et au soutien apporté à l'investissement productif. Si la croissance n'était pas au rendez-vous dans les mois à venir, pour permettre en particulier une répartition des coûts collectifs, l'inflation repartirait de plus belle.

Nous n'opposons pas la baisse de l'inflation à l'emploi, la hausse des prix à la croissance : voilà ce qui, entre autres, différencie notre programme des plans d'austérité de la droite.

A ce titre, la politique du crédit a aussi un rôle à jouer. A l'occasion de cette période de blocage et des sorties programmées, il faudra mener à bien la réforme bancaire. Non que l'encadrement du crédit soit dépourvu d'utilité dans des circonstances aussi exceptionnelles — il a en effet une portée relative compte tenu des désencadrements divers — mais il gagnerait à être plus sélectif.

Le caractère automatique de l'attribution des crédits à l'exportation a des conséquences inflationnistes évidentes. Il convient donc d'arriver à une plus grande cohérence dans la distribution des crédits et simplifier les circuits. De plus, certaines bonifications doivent être remises en cause. Sinon, c'est la portée des interventions économiques publiques qui sera atteinte à un moment décisif.

Pour sortir de la crise, il est hors de question de restaurer des logiques de développement qui datent de l'après-guerre et qui se trouveront de plus en plus enrhythmées — c'est le cas du bâtiment ou même de l'automobile.

Dès lors, c'est un nouveau mode de développement qu'il nous faut mettre en œuvre, en misant sur notre capacité à produire des biens d'investissement et des biens intermédiaires, sur une reconstruction volontaire de notre espace économique afin de réduire sensiblement la dépendance actuelle de notre appareil industriel, et sur une transformation qualitative profonde — bien plus qu'une amélioration quantitative — des grandes fonctions collectives de notre pays, qu'il s'agisse par exemple de l'éducation ou de la santé.

Cela suppose d'autres enseignements, de nouvelles formations une autre médecine moins marchande.

Faute de trouver ce nouveau mode de développement, nous ferions prévaloir une logique de stop and go qui ne nous permettrait pas de dominer les enjeux liés à la sortie de la crise.

C'est d'abord et essentiellement en fonction de cette exigence d'un nouveau mode de développement à mettre en œuvre qu'il faut apprécier les mesures de désinflation prises par le Gouvernement.

C'est parce que ces mesures correspondent à cette ambition et qu'elles s'inscrivent dans ce cadre qu'elles auront les effets positifs que nous attendons d'elles. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Bourguignon.

M. Pierre Bourguignon. Monsieur le Premier ministre, il fallait que ce débat sur la confiance ait lieu. Nous savons à présent, et les Français le sauront ce soir ou demain, que la politique proposée et conduite par ce Gouvernement est la seule possible dans notre pays, maintenant comme demain.

Je remercie l'opposition, hélas absente...

M. Daniel Goulet. Ah ?

M. Emmanuel Hamel. Nous sommes là, mon cher collègue !

M. Pierre Bourguignon. ... de nous avoir aidés à le montrer en nous apportant une démonstration par l'absurde.

Enfin, l'opposition de droite s'est révélée à l'Assemblée sous son vrai jour : un peu haineuse, un peu confuse, assez revancharde, pas mal incohérente, très pédante et surtout sans mémoire ! (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. André Lejeune. Très juste !

M. Pierre Bourguignon. Du haut de son échec et de sa gestion sans gêne, pendant vingt-trois ans...

M. Daniel Goulet. Ce n'est pas le sujet !

M. Pierre Bourguignon. ... regardant par le petit bout de sa lunette de prétendue bonne spécialiste de l'économie, avec la légèreté que confère l'irresponsabilité d'être sans programme, avec la hargne qu'entraîne son intime conviction d'avoir perdu pour s'être coupée du peuple de France, la droite n'a rien proposé aujourd'hui aux Français.

M. Emmanuel Hamel. Vous n'avez pas écouté M. Chirac !

M. Pierre Bourguignon. Je vais y venir !

Mes chers collègues, j'appelle votre attention et celle des citoyens de ce pays sur le message qui a été lancé cet après-midi par l'opposition, ou par des fractions de celle-ci.

M. Emmanuel Hamel. Un message très positif.

M. Pierre Bourguignon. Ecartons d'emblée un absent de marque, Raymond Barre, qui n'a sûrement rien à dire, puisqu'il n'est pas là. Où est-il ?

M. Jean-Paul Planchou. Ailleurs !

M. Pierre Bourguignon. Peu importe. En tout cas, il n'est pas présent ici où se déroule le débat démocratique, conformément à nos institutions !

Quel mépris de sa part !

L'opposition giscardienne, une fois de plus, n'avait vraiment rien à dire — sans doute est-ce la raison pour laquelle elle l'a raconté longuement. Paraphrasant son porte-parole dans ce débat, je dirai que nous avons entendu un discours de pleureuse, prononcé sur un ton pitoyable. Le grand argument, c'était : « Ah, le rapport Bloch-Lainé, que vous, majorité parlementaire, vous, Gouvernement, voulez cacher aux Français ! » Mais enfin, qui a voulu que le rapport Bloch-Lainé soit établi ?

Et que l'opposition actuelle nous cite donc quand et par qui, lorsqu'elle était la majorité — elle l'a été pendant vingt-trois ans — lorsqu'elle avait la responsabilité des affaires, elle a fait dresser un bilan de l'action antérieure à 1958 ? La réponse est : jamais ! Or, pendant dix ans au moins après 1958, la majorité de l'époque a fondé toutes les explications de ses difficultés sur le thème, ou plutôt sur la rengaine : « C'est la faute à nos prédécesseurs. » Pendant plus de dix ans, elle a voulu faire avaler cela aux Français !

Mais il n'y a pas que de soi-disant bons apôtres dans l'opposition, et les Français vont pouvoir admirer l'habit d'Arlequin du porte-parole du R. P. R. Certes, on savait qu'il n'avait pas pu chausser les bottes du général de Gaulle ; mais de là à le voir emprunter des chaussons à Reagan, des chaussettes à Thatcher et, peut-être, des brodequins à feu le docteur Salazar, il y a un pas !

M. Daniel Goulet. Nous ne sommes pas en campagne électorale, sous le préau d'une école.

M. Pierre Bourguignon. Je me demande si l'opposition R. P. R. se rend compte de sa dérive idéologique.

M. Daniel Goulet. Ce n'est pas raisonnable.

M. Pierre Bourguignon. Nous sommes en mesure de présenter les dangereuses dérives du gaullisme, ou prétendu gaullisme, de la droite post-gaullienne dans la pratique politique.

M. Emmanuel Hamel. Le gaullisme n'est pas la droite ! C'est le gaullisme tout simplement !

M. Pierre Bourguignon. Mes chers collègues, le rapport de la commission parlementaire d'enquête sur les activités du service d'action civique, qui vous sera distribué demain matin, vous montrera amplement les glissements pervers de l'action parapolitique.

Mais parlons un peu du glissement idéologique.

M. Daniel Goulet. Quelle intervention !

M. Pierre Bourguignon. Pour demain, je vous propose de bonnes lectures : lisez donc le compte rendu analytique de l'intervention du chef du R. P. R. tout à l'heure.

Était-ce Reagan, avec la volonté de faire régresser la protection sociale ?

Était-ce Mme Thatcher, avec la volonté de dénationaliser ?

Était-ce je ne sais qui, Salazar éventuellement, avec le corporatisme antisindical ?

M. Daniel Goulet. Voilà qui ne vole pas très haut !

M. Pierre Bourguignon. Était-ce un quelconque chef éclairé, avec l'appel au combat ou, pire, l'appel au redressement national ?

Les Français auront constaté qu'aujourd'hui l'opposition n'ayant rien à dire sur le fond...

M. Daniel Goulet. Alors vous, pas davantage !

M. Pierre Bourguignon. ... ne pouvait que chercher à s'appuyer sur les inquiétudes normales de groupes sociaux dont la réaction première est d'interrogation, parce qu'il s'agit de personnes qui n'ont pas été habituées à de tels appels aux ressources morales de la solidarité nationale.

M. Daniel Goulet. Comme cela est bien dit ! (Sourires.)

M. Pierre Bourguignon. N'est-ce pas ? Merci.

Oui ! Monsieur le Premier ministre, il faut persévérer !

M. Daniel Goulet. Le Premier ministre n'est pas là !

M. Pierre Bourguignon. Oui, monsieur le Premier ministre, il faut informer davantage encore les Français sur les causes fondamentales, structurelles, de l'inflation dans notre pays.

M. Daniel Goulet. Oh, ils savent déjà !

M. Pierre Bourguignon. Oui, monsieur le ministre, il faut que le Gouvernement prenne la responsabilité d'assurer, s'élevant au-dessus des intérêts catégoriels, le blocage des prix et des revenus.

Oui, monsieur le Premier ministre, il faut que le Gouvernement soit l'artisan d'un renforcement de l'action nationale des animateurs du travail, de la production et de la création de richesse dans ce pays.

M. Daniel Goulet. Qu'est-ce que ça signifie ?

M. Pierre Bourguignon. On vous expliquera après !

Oui, monsieur le Premier ministre, il faut que le Gouvernement prépare, avec les forces économiques et sociales, avec les forces nationales et locales, une nouvelle planification pour les années à venir.

Oui, monsieur le Premier ministre, vous trouverez à vos côtés tous les députés socialistes, eux qui, comme moi, ont pu vérifier l'état lamentable dans lequel le précédent pouvoir avait laissé des industries, par exemple les papeteries de la Chapelle Darblay, premier producteur français de papier journal, dans un état pitoyable après dix ans de non-investissement et un an et demi d'absence de politique de relance. (Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes.)

Oui, monsieur le Premier ministre...

M. Daniel Goulet. Il n'est pas là !

M. Pierre Bourguignon. ... vous aurez avec vous tous les députés socialistes qui voient tous les jours le travail colossal qui est conduit pour assainir et redévelopper l'appareil de production.

Ni « la sortie du tunnel », selon Giscard, ni « le sang et les larmes » selon Churchill : nous avancerons avec vous pour reconstruire la France.

Nous vous faisons confiance ! (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes.)

M. le président. La parole est à M. André Bellon.

M. André Bellon. Monsieur le ministre chargé des relations avec le Parlement, mes chers collègues, permettez à un député relativement novice de s'interroger, dans le cadre de ce débat engageant l'avenir de la France, en situation difficile, sur le sens et la portée de plusieurs interventions entendues depuis le début de ce débat, plus particulièrement sur le sens et la portée de la motion de censure.

Je ne reprendrai pas tous les propos tenus, mais enfin, en considérant attentivement ce qui se passe, nous apercevons le phénomène essentiel : c'est que le Gouvernement, placé dans une situation délicate, dont les causes doivent certes être analysées, propose un plan de relance, destiné à remettre la France « sur les rails » suivant l'expression courante. A mon avis, c'est par rapport à ce plan qu'il convient de se situer en priorité, mais ce n'est pas tellement ce que l'opposition a fait.

En effet, si je l'ai bien compris, l'essentiel du discours de M. Chirac était l'analyse ou plutôt la censure de ce qui s'était passé depuis un an. Pratiquement, il ne s'agissait que de cela. Curieuse façon de renverser le problème ! On pourrait continuer le jeu sur le passé très longtemps et remonter plus haut : qui a fait le passif ? Où en est le bilan ? Quel est le vôtre, quel est le mien ?

Et c'est un jeu auquel je pourrais me livrer moi-même. Nous parlons de dévaluation et de plan de stabilisation. Alors qu'il me suffise d'annoncer : 1959, dévaluation ; 1963, plan de stabilisation ; 1969, nouvelle dévaluation ; 1974, plan de freinage ; de 1976 à 1981, plans Barre n° 1, n° 2, etc., j'en passe et des meilleures. Et si nous nous plaçons sur le terrain des tentatives verbales de redressement de l'économie : « dégraissage », « réorganisation », nous sommes très largement battus pour le verbe !

Nous pourrions parler du problème fondamental qui se pose à l'économie française en 1982, celui de l'état de l'appareil de notre production qui déterminera très largement l'inflation, l'emploi et le commerce extérieur. De ce point de vue, sans aucun esprit polémique, il y aurait beaucoup à dire sur la gestion passée, sur la vôtre, mesdames, messieurs de l'opposition. Car qui a détruit des pans entiers de l'économie, la sidérurgie ou les chantiers navals, par exemple ? Entre autres, pour faire entendre une note un peu différente, comment expliquer que les petits-heures soient systématiquement importés d'Allemagne et de Belgique ? Ce biscuit ne serait pas très difficile à fabriquer sur le territoire nationale ! (Sourires.) Je pourrais multiplier les exemples de ce genre.

Je ne reviendrai pas sur les raisons qui ont conduit M. Chirac à recourir à l'argument du passif. A-t-il soudain découvert que tout était bon avant, et que tout était mauvais depuis un an ? Raison dérisoire si l'on se souvient des critiques, certaines fort justifiées, adressées par M. Chirac à l'encontre du passif du septennat précédent. Pourquoi cette obsession qui consiste à soutenir que tout allait bien auparavant, après avoir précisément affirmé le contraire, et à prétendre que tout va mal depuis un an ?

Passons très rapidement sur le mobile politique classique qui consiste à rassembler l'opposition sur un discours unificateur. Plus profondément, le discours entendu me semble avoir deux raisons. La première, qui n'est pas nouvelle, est d'accréditer dans l'opinion publique l'idée que la gauche serait incapable de gérer l'économie. Ce discours n'a rien de neuf, je le répète. On l'entend depuis que la gauche est gauche et que la droite est droite ! Quand même, n'est-il pas curieux que, presque cinquante ans après, on vienne nous expliquer que Léon Blum a eu tort de ne pas dévaluer quand il le fallait — les mêmes souvent déclarent que nous avons eu tort de dévaluer quand il le fallait ! Vraiment, que faire ? On se le demande ! Pour vous, dans l'opposition, la réponse est simple : nous devons partir. Admettez que nous ayons du mal à vous suivre sur ce terrain ! (Sourires sur les bancs des socialistes.)

Sous-jacente à votre discours, j'entrevois une autre idée, plus profonde celle-là : les qualités de la gauche, pleine de bonnes intentions, proche du peuple, sociale et généreuse, ne suffisent pas pour gérer correctement une économie. Vous cherchez à répandre l'idée que le social et la bonne gestion seraient antinomiques : à l'extrême, cela signifierait que les pays les mieux gérés seraient socialement les plus atardés ! Sur ce terrain non plus, je ne crois pas possible de vous suivre, d'autant que les faits parlent d'eux-mêmes. Observez ce qui se passe en République fédérale d'Allemagne. Si nous parlions de retard social, nous pourrions citer divers exemples, à commencer par le Chili, qui semble bien être un lieu d'intervention privilégié pour les économistes néo-classiques de l'école de Chicago.

La deuxième raison qui explique pourquoi l'opposition a fait l'analyse que nous connaissons, c'est l'envie d'é luder le débat au fond sur le plan de redressement proposé par le Gouvernement. Elle a voulu parler du bilan, mais, sans jamais avoir

vraiment étudié ou critiqué les mesures préconisées, et sans proposer une alternative sérieuse, en dehors des incantations, bien sûr. De toute façon, mesdames, messieurs, si vous aviez des solutions, vous ne les avez jamais appliquées ! Bref, vous avez trouvé la manière de ne pas répondre à la vraie question que se posent les Françaises et les Français. Vous avez répondu à côté, par exemple, car j'ai bien écouté M. Chirac, vous avez dit que jamais le blocage des prix n'avait empêché l'inflation. Peut-être, mais la libération des prix par M. Monory n'a de toute évidence pas empêché son accélération — et je vous conseille d'examiner de près les derniers indices.

Vous répondez que la confiance en la France s'est affaiblie. La notion de confiance est vraiment très subjective, et je ne pousserai pas l'ironie, ou la méchanceté, jusqu'à vous déclarer que vous avez peut-être participé à détériorer la confiance !

Nous abordons ainsi un des points essentiels du débat : dans la crise internationale où se trouve plongée la France, étant donné les difficultés qu'elle traverse, face à une crise dont elle se sort mieux que nombre de pays développés, par exemple les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, en particulier pour le social, quelle attitude faut-il adopter ? C'est le problème politique de fond. Va-t-on participer à l'effort de redressement national ? Va-t-on se placer de côté, en décochant des critiques faciles destinées à prendre date sans trop prendre position ? Voilà la question.

Le Gouvernement a proposé un projet courageux qui fait appel à l'effort de tous, non de façon corporatiste, mais globale. Le Gouvernement déclare aux Françaises et aux Français que leur pays traverse une période difficile, et qu'il leur appartient de consentir un effort pour surmonter les obstacles.

Pour leur part, les socialistes entendent soutenir ce projet afin que la France double un cap difficile et se redresse. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur plusieurs bancs des communistes.)

M. le président. La parole est à Mme Cacheux.

Mme Denise Cacheux. Les mesures de blocage des revenus et des prix soulèvent des protestations, dont certaines sincères et compréhensibles.

Pour les entreprises, il est évidemment difficile d'accepter le blocage des prix. Quant aux syndicats, on comprend qu'il leur est malaisé d'accepter un blocage des salaires, même limité dans le temps. On comprend encore mieux combien il est délicat d'accepter la mise entre parenthèses de la liberté de négociation. Pour tous, la conjoncture est difficile, mais chacun est invité à verser sa contribution.

Cependant, au-delà des obstacles réels, il y a des protestations de mauvaise foi.

Mauvaise foi des discours sur la récession pour cause de laxisme social, tenus par ceux-là mêmes qui pratiquent la rétention d'épargne ou se refusent à embaucher.

Mauvaise foi du président battu qui oublie qu'en faisant sortir le franc du serpent monétaire, il y a six ans, il avait effectivement dévalué notre monnaie de 21 p. 100.

Mauvaise foi du C. N. P. F. qui crie à l'irresponsabilité économique et décourage seulement maintenant la croissance des prélèvements obligatoires, alors qu'elle a commencé en 1974 et qu'elle a atteint son rythme le plus rapide sous le précédent septennat.

Mauvaise foi et inconséquence de ceux qui crient à la catastrophe, alors qu'ils estimaient, au mois d'octobre dernier, la dévaluation insuffisante !

Mauvaise foi de ceux qui refusent d'entendre invoquer l'héritage, alors que, nul ne peut le nier, du fait du rythme antérieur de la hausse des prix, de la faiblesse de l'investissement privé, il nous a été légué une économie inadaptée et un appareil de production en retard de cinq ans sur celui de la République fédérale d'Allemagne et de dix ans sur ceux du Japon ou des Etats-Unis. Je ne parlerai même pas d'un autre legs : les inégalités criantes et le mépris affiché envers les organisations syndicales !

Mauvaise foi de ces bourgeois vertueux et intègres, qui font payer au Gouvernement sa qualité socialiste en vendant leurs titres et en réalisant leurs actifs en France !

Mauvaise foi de ceux qui crient à l'incompétence et qui spéculent contre la France et son Gouvernement. Il se promène de par le monde 500 milliards de dollars de fortunes privées, pour ne parler que de celles-là, qui peuvent jouer avec notre monnaie. Certains se réjouissent de voir chanceler une espérance, et même ils s'emploient à la faire vaciller.

En entendant tout à l'heure certains intervenants décider *a priori* que la potion, amère j'en conviens, est inutile, voire nocive, je ne pouvais m'empêcher de penser qu'il est criminel de décourager les troupes au moment de la mobilisation.

Nous avons le devoir de tout faire pour assurer le succès des mesures d'accompagnement, sans hésitations ni arrière-pensées.

La mobilisation est nécessaire pour faire face ensemble au cynisme américain, à son protectionnisme, à son offensive économique et monétaire délibérée contre la Communauté européenne, pour faire face, aussi, à l'environnement international.

Le défaitisme est politique alors que l'inflation a, en partie, une origine sociologique : corporatisme, recherche exclusive du profit, archaïsme de notre production et passivisme de notre industrie.

L'inflation n'est pas le fait du Gouvernement, du Premier ministre ou du ministre de l'économie et des finances. Elle est de notre responsabilité collective. Nous ne cessons de jouer au jeu du Mistigri. Dans notre société corporatiste, chaque catégorie essaie désespérément de faire supporter par autrui le prix des prélèvements sociaux, ou monétaires pour les produits pétroliers. Ce qu'il faut à tous, c'est volonté, courage, solidarité et responsabilité pour lutter contre l'inflation tout en poursuivant dans la voie de la justice sociale.

Nous ne pouvons que saluer le courage du Gouvernement qui prend le risque de l'impopularité, car la rigueur et l'effort sont toujours difficiles. Nous serons solidaires pour entrer dans la période des blocages décidés par le Gouvernement et pour réussir ensemble la sortie de cette phase difficile, et il serait bon que l'opposition ait le courage de ne pas se complaire par principe dans une attitude négative. Si elle veut vraiment lutter, comme elle le dit, contre l'inflation, elle doit en accepter les moyens. On ne peut pas jouer impunément au jeu de l'affrontement permanent quand l'avenir des Français est en jeu.

De la volonté, du courage, de la solidarité, de la responsabilité, il nous en faudra aussi pour dégager les moyens de lutte contre le chômage structurel, en particulier celui des jeunes, qui est intolérable, qui frappe l'équivalent d'une classe d'âge entière, et qui est la source majeure de la petite délinquance et d'une certaine violence. Il nous faut mettre en œuvre des mesures significatives pour stopper ce phénomène. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que le chômage ne soit pas, à terme, plus coûteux que des mesures importantes de lutte.

De la volonté et du courage, il nous en faudra pour prendre certaines décisions relatives aux transferts sociaux, lesquels s'effectuent actuellement à rebours. En effet, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, ils ne corrigent pas les inégalités. Ce sont toujours les catégories les plus favorisées qui en profitent le plus : l'école gratuite et obligatoire favorise les favorisés et défavorise les défavorisés ; la culture va en priorité aux plus cultivés ; ceux-là mêmes auxquels les conditions d'existence et de travail assurent déjà la plus grande longévité et la moindre usure physique sont les plus grands consommateurs d'ordonnances et de soins de toute sorte ; dans les hôpitaux, ce sont les catégories sociales les plus aisées qui bénéficient des soins des services les plus spécialisés, les plus en pointe. Tous les résultats sont convergents. Quel que soit le domaine — sport, loisirs, santé, éducation, culture — le mécanisme est le même : les subventions, les financements des différents intervenants publics, destinés, en principe, à corriger les disparités et les inégalités profitent le plus aux catégories les plus favorisées. Je ne dis pas que les catégories populaires ne sont nullement bénéficiaires, mais à chaque fois que l'on donne un peu aux plus défavorisés, on donne beaucoup aux plus favorisés. Tel est le principe qui régit actuellement le fonctionnement des transferts sociaux.

Il nous faut tous faire preuve d'imagination pour rompre le cycle infernal de la lutte contre le chômage produisant de l'inflation, et de la lutte contre l'inflation risquant de produire du chômage.

Il nous faut surtout la volonté de rompre la dégradation de nos échanges extérieurs. Nos exportations sont trop faibles, nos importations, trop fortes. Certaines de ces dernières sont incompressibles, d'autres sont liées à nos comportements collectifs, les augmentations de pouvoir d'achat se traduisant malheureusement par des importations accrues.

Il nous faut réussir à transformer notre appareil de production, modelé par deux siècles de dictature de l'argent, pour qu'il réponde aux besoins de tous.

Il nous faut fixer des objectifs concrets à la transformation profonde de l'appareil productif et définir ensemble les sacrifices des différents partenaires pour y parvenir.

Pour répondre à ces questions, nous sommes et nous serons derrière le Gouvernement comme le seront, j'en suis persuadée, les organisations qui ont la volonté de transformer notre pays.

La mobilisation est indispensable. Plus que de l'inventaire à la Prévost de M. Chirac, qui s'est appliqué tout à l'heure à recenser les corporations qui bronchent sous l'effort, ce dont

nous avons besoin, c'est de détermination collective et de solidarité accrue. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Labazée.

M. Georges Labazée. Les mesures qu'a prises le Gouvernement et que nous soutiendrons exigent la solidarité du monde rural et du monde urbain.

Pendant de trop nombreuses années, on a voulu opposer les travailleurs du monde rural — en les assimilant à des chefs d'entreprise — au monde ouvrier de nos cités. Or, chacun le sait, il y a non pas une seule agriculture, mais des agricultures.

Les hommes et les femmes de la terre ont été frappés de plein fouet par la crise. A maintes reprises, nous avons dénoncé dans cette assemblée la baisse inexorable du revenu des agriculteurs pendant sept ans. Dès 1982 les premiers signes d'un redressement se sont fait jour, mais nous savons combien celui-ci est encore fragile. Les efforts volontaristes de Mme le ministre de l'agriculture à Bruxelles et une nouvelle orientation de la politique agricole, en particulier dans le domaine de l'organisation des marchés dont l'Assemblée va discuter dans les prochains jours, tendent à assurer aux agriculteurs de meilleurs revenus. Les enjeux de la conférence agricole annuelle porteront sur la maîtrise des coûts de production. Le blocage des prix assurera donc un répit aux agriculteurs et, à terme, une amélioration de leur situation.

Certes, la non-dévaluation du franc vert constituera un handicap temporaire, mais les agriculteurs accepteront les décisions prises, dans la mesure où tous les Français sont associés au même effort.

Comme les autres catégories modestes de salaires, les hommes et les femmes du monde rural ont trop souffert depuis des années de voir le fruit de leur travail profiter aux grands circuits de distribution. Il a fallu à maintes reprises les interventions des pouvoirs publics pour que les prix décidés à Bruxelles soient appliqués par les industries transformatrices, lesquelles engrangent des profits énormes.

Il faut dénoncer ici les manœuvres démagogiques qui tendaient à dresser les consommateurs contre les producteurs, accusés d'être responsables de l'augmentation trop rapide du coût de la vie. Or, toute les études le prouvent, une augmentation des prix agricoles de 13 à 14 p. 100 fixée à Bruxelles n'a qu'une répercussion annuelle de 3 à 4 p. 100 sur les prix des produits alimentaires : tout n'est donc pas imputable aux agriculteurs.

M. le Premier ministre, l'a rappelé tout à l'heure, l'inflation frappe les catégories les plus défavorisées. Cela est tout à fait vrai pour la grande masse des agriculteurs. Chacun le sait, le moment le plus délicat du plan que nous propose le Gouvernement sera la sortie de la période de blocage des prix et des salaires. Mais il conviendra dans les prochaines semaines de bien en mesurer les effets pour le monde agricole.

Le Gouvernement a annoncé une meilleure fiscalité. La grande majorité des agriculteurs y est favorable quand bien même cela devrait faire grincer des dents les grands propriétaires terriens du centre de la France ou du Bassin parisien. Il faut en terminer avec la notion de revenu cadastral inadaptée à la réalité d'aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne le calcul des prestations sociales.

Dans le cadre de la réforme de la sécurité sociale, je sais que le Gouvernement intégrera la modification du calcul de la couverture sociale pour les agriculteurs. Des compensations seront nécessaires au titre du B. A. P. S. A. Il n'en restera pas moins quantité de régimes particuliers qu'il conviendra d'harmoniser.

Ces dispositions traduiront l'effort de solidarité demandé à tous.

C'est parce que nous sommes conscients que le Gouvernement que nous soutenons saura une nouvelle fois prendre en compte les aspirations du monde rural que nous lui accorderons notre confiance. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Battist.

M. Umberto Battist. Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas un soutien affaibli et appauvri que je veux vous exprimer de cette tribune, mais, au contraire, un soutien lucide, résolu, chaleureux et confiant.

Depuis dix jours qu'ont été annoncées la dévaluation et les mesures d'accompagnement décidées par le Gouvernement, on entend répéter que vous seriez très isolé.

Oh ! bien sûr, M. Chirac nous a dit qu'il n'était pas de vos amis. Mais je doute que cela soit de nature à beaucoup vous inquiéter. Il semble que cet homme-là, il vaille mieux le compter parmi ses adversaires que parmi ses amis ! Et quand, tout à l'heure, il se vantait de la belle unité de l'opposition, chacun a pu remarquer qu'un certain ancien Premier ministre, ancien candidat à la présidence de la République, n'applaudissait

pas beaucoup et qu'il avait bien du mal à réprimer les sourires que faisait naître sur son visage le rappel douloureux que faisait M. Jospin de certaines déclarations de M. Chirac.

Non, monsieur le Premier ministre, vous n'êtes pas seul et je suis certain que le pays, que la classe ouvrière, que tous ceux qui ont voulu le changement seront demain à vos côtés pour assurer la réussite des mesures économiques que vous êtes en train de prendre.

Je veux dire ma certitude que vous réussirez là où beaucoup de vos prédécesseurs ont échoué, mais à une double condition : d'abord, que soit tenu au pays un langage de vérité et de responsabilité ; ensuite que la rigueur que vous voulez imprimer à votre politique économique accompagne la politique de changement social qu'attendent tous les Français.

Tenir au pays un langage de vérité et de responsabilité : les Français ne sont ni des imbéciles ni des veaux. Ils savent, ils comprennent, ils sont prêts à consentir à l'effort que vous leur demandez.

Ils savent la dureté des contraintes extérieures. La lourdeur du passif dans un certain nombre de domaines de l'héritage. Ils savent que, si la croissance de la France sera cette année supérieure à celle des pays voisins, elle sera néanmoins faible.

Ils comprennent que le devoir du Gouvernement, en cette période de tourmente, est d'assurer l'avenir de notre pays ; que son devoir est de faire le grand effort d'investissement indispensable dans le domaine de la recherche, de la technologie, de l'industrie, pour surmonter les handicaps et pour nous doter des moyens de desserrer les contraintes qui nous étouffent. Ils comprennent que, même si la croissance est faible, il faut accroître l'investissement. Le gâteau que nous sommes appelés à nous partager ne sera pas plus grand, et il faudra que chacun prélève sur sa part pour que la répartition soit équitable.

J'ai été très étonné par certains propos que j'ai entendus depuis une dizaine de jours. De beaux esprits nous disaient encore mercredi dernier, dans cet hémicycle, que l'heure de leur retour aux affaires approchait car on pouvait tout faire dans ce pays sauf une chose : toucher au pouvoir d'achat, et que, si vous vouliez y toucher, vous échoueriez.

Comme ils connaissent mal le peuple, comme ils connaissent mal la classe ouvrière, comme ils connaissent mal la solidarité et la générosité dont cette dernière est capable ! Ils n'ont rien compris aux raisons pour lesquelles le peuple n'a plus voulu d'eux et les a sanctionnés aux dernières élections !

M. Daniel Goulet. Qui a été sanctionné ?...

M. Charles Fèvre. Le peuple ne vous a tout de même pas élus pour diminuer son pouvoir d'achat !

M. Umberto Battist. Oui, autour des tables populaires, la classe ouvrière sait un peu se serrer pour faire de la place à celui qui n'en a pas. Bien sûr, ce n'est pas à tous les coups qu'elle accepte de marcher.

Beaucoup de vos prédécesseurs n'ont pu, dans le passé, obtenir son accord qui, seul, aurait pu permettre à leur politique de réussir.

Cette confiance, il faut l'obtenir. Si, aujourd'hui, vous avez des chances de gagner le pari que vos prédécesseurs ont perdu, c'est parce que la politique que vous menez depuis un an a convaincu ceux qui vous avaient, qui nous avaient fait confiance et parce que vous avez placé parmi vos préoccupations premières la relance de notre capacité économique et industrielle face au défi de l'avenir, ainsi que l'action en faveur des plus démunis.

Si beaucoup vous accordent demain le soutien dont vous avez besoin alors qu'ils le refusaient hier à vos prédécesseurs, c'est parce qu'ils ne voulaient plus d'une politique dans laquelle c'étaient toujours aux mêmes qu'étaient demandés les sacrifices.

M. Chirac nous a dit tout à l'heure que nous étions doués pour battre notre coup sur la poitrine des autres. Le régime précédent, lui, était doué pour faire des sacrifices sur le dos des plus défavorisés...

M. Daniel Goulet. Il semble que la déclaration de M. Chirac vous a beaucoup intéressé. En tout cas, elle ne vous a pas laissé indifférent !

M. Umberto Battist. Mais si le Gouvernement veut garder cette confiance, il ne faut pas, bien sûr, qu'il arrête le changement social qu'il a entrepris depuis un an.

Jusqu'à présent, la bourgeoisie, le patronat et les divers gouvernements de ce pays avaient préféré lâcher sur le fric plutôt que sur la responsabilité et sur le pouvoir.

Rappelez-vous les événements de 1968. Rappelez-vous, il y a dix jours, la réaction du président du centre national du patronat français à l'annonce des mesures d'accompagnement de la dévaluation. Il n'a pas discuté sur l'opportunité économique de telle ou telle mesure, mais il a immédiatement crié : « Sur-tout, monsieur le Premier ministre, ne faites pas les lois Auroux, ou alors, ne les mettez pas en application ! ».

Nous, nous pensons exactement le contraire. Pour réussir votre politique économique, il faut des citoyens responsables, et non pas passifs. Il faut développer la nouvelle citoyenneté, à laquelle ils aspirent.

Depuis un an, vous avez engagé résolument l'action en faveur d'une plus grande justice sociale ; il faut la poursuivre. Vous avez engagé résolument l'action pour un meilleur partage du travail ; il faut la continuer. Vous avez engagé résolument l'action pour lutter contre la fraude fiscale ; il faut la maintenir et l'accentuer.

De la même façon, depuis un an, l'essentiel des efforts ont été consentis en faveur des plus défavorisés : il faut continuer dans cette voie et c'est ce que vous faites en ne bloquant pas le S. M. I. C.

Les conditions sont donc réunies pour que la masse des citoyens, qui vous a accordé sa confiance et qui vous la conserve intégralement, appuie activement demain la politique que vous nous proposez.

Car il est inconciliable de demander aux travailleurs et aux citoyens d'adopter un comportement économique responsable et, dans le même temps, de leur dénier le droit à la responsabilité dans le monde des entreprises.

Monsieur le Premier ministre, au moment de conclure cette intervention, vous me pardonnerez de me laisser aller à la grandiloquence, car je sais que ce péché, nous le partageons un peu ! (Sourires.)

M. Daniel Goulet. Ce n'est pas très gentil pour le Premier ministre, mais péché avoué est à moitié pardonné !

M. Umberto Battist. Il est une autre raison pour laquelle je suis convaincu que la classe ouvrière ne vous ménagera pas, dans les mois à venir, le soutien actif dont vous avez besoin. Ceux qui, depuis plus d'un siècle et demi, ont subi la répression, ont accepté les coups, la prison et quelquefois la mort ne l'ont pas fait en pensant à quelques pour cent de plus. Ils l'ont fait parce qu'ils voulaient une société qui soit plus juste, plus solidaire, plus libre, plus responsable.

M. Pierre Bourguignon. Très bien !

M. Charles Fèvre. C'est bien, mais c'est creux !

M. Umberto Battist. Quant au reste, comme le disait un de nos vieux camarades, il nous sera accordé par surcroît ! (Sourires et applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Charles Fèvre. Que c'est beau !

M. Daniel Goulet. C'était un grand moment !

M. le président. La parole est à M. Rodet.

M. Alain Rodet. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, les mesures d'accompagnement qui nous sont présentées et qui font suite au réajustement monétaire décidé le 11 juin peuvent frapper par leur rigueur et leur sévérité. On pourrait en contester les formes et les procédures, si elles n'entraînaient pas dans le cadre d'une politique d'ensemble qui vous avez, monsieur le Premier ministre, la volonté de conduire, tant sur le plan structurel que sur le plan conjoncturel.

A ce jour, plusieurs organisations de travailleurs, de travailleurs indépendants et d'employeurs, chacune pour ce qui les concerne, ont fait connaître leurs réserves et leur déception vis-à-vis de ce plan de quatre mois. Vous en mesurez vous-même les contraintes, les sujétions et même les désagréments. Vous nous avez cependant expliqué avec force et courage les principes et les modalités de ce que vous considérez comme une étape importante de l'effort national pour redonner ses chances à notre économie dans cette période de fortes turbulences monétaires.

C'est à un difficile exercice que les Français sont conviés. Raison de plus pour leur apprécier toutes les explications et toutes les données qui singularisent la situation économique présente.

La crise que connaît le monde est caractérisée par le fait que non seulement elle introduit le doute sur les valeurs acquises ou supposées telles mais qu'elle masque les voies des solutions possibles.

Cela n'empêche pas certains esprits de dénier la mémoire collective de notre peuple et la chronologie complète des faits économiques pour les besoins d'une démonstration hasardeuse. La lecture d'un quotidien d'opposition nous fournit ce matin même un exemple éclatant d'amnésie. Sous la signature de celui qui, après une décennie de responsabilités gouvernementales, avait été conduit à la plus haute charge de l'Etat, on a pu lire que le ressort de l'économie nationale était cassé. L'image est imprudente. Le propos est déraisonnable.

Nous ne nions ni la gravité de la situation monétaire ni les effets négatifs qu'a entraînés la faiblesse du franc. L'histoire

de notre monnaie, au cours des vingt dernières années, devrait cependant inspirer aux Cassandre de l'opposition plus de retenue et plus de sang-froid.

Sans remonter à la dévaluation Pinay de 1958, souvenons-nous de la tempête monétaire de l'automne 1968 et de la dévaluation de 12,5 p. 100 décidée quelques mois plus tard par M. Giscard d'Estaing, qui précédait elle-même la réévaluation de 9,5 p. 100 du mark allemand en octobre 1969.

Plus près de nous, depuis 1974, les sorties du franc du système monétaire européen ont toujours correspondu à des ajustements de parité marquant une très forte dépréciation de notre monnaie, notamment vis-à-vis de la monnaie ouest-allemande. L'an dernier, en février 1981, a-t-on pris vraiment le soin de mesurer la dépréciation subie en quelques jours par le franc vis-à-vis du dollar, alors que le nouveau président des Etats-Unis d'Amérique annonçait, sans précaution et sans nuance, sa politique de brutalité monétaire, dont la plupart des pays européens dénoncent aujourd'hui les effets désastreux ? Au sein même du gouvernement américain, en novembre dernier, M. David Stockman, directeur du budget, a mis en cause cette politique et ses effets défavorables pour son pays où le taux de chômage s'est brutalement aggravé, avec un nombre de demandeurs d'emploi dépassant les 10 millions.

Dès lors, comment ne pas déplorer chez nous le comportement de ceux qui, n'ayant rien prouvé lorsqu'ils se trouvaient aux affaires et dont le manque de volonté a contribué au désarmement économique de notre pays, se découvrent des instincts reaganien pour admonester, monsieur le Premier ministre, votre gouvernement. La diète monétaire que fait subir à l'économie internationale M. Reagan, approuvée épisodiquement par Mme Thatcher, nous confronte à de graves difficultés.

Notre taux de dépendance économique vis-à-vis de l'étranger a doublé au cours des dix dernières années, ce qui explique notre sensibilité extrême aux aléas de l'environnement économique international.

De plus, les différentes politiques industrielles suivies depuis plusieurs années n'ont fait qu'amplifier ces difficultés. Ainsi, certains ont critiqué aujourd'hui la relance décidée et mise en œuvre l'an dernier par le Gouvernement, mais cette relance, en dépit de certaines faiblesses qu'elle a pu révéler, soutient aisément la comparaison avec celle décidée en 1975 par M. Chirac et qui s'était soldée par une pénétration inégalée des biens d'équipement étranger sur le marché national. Depuis 1976, la confrontation avec d'autres pays illustre le décalage croissant entre le comportement français et celui des principales économies industrielles, en particulier pour ce qui concerne les gains de productivité et les gains de pouvoir d'achat des rémunérations individuelles.

Ces quelques rappels nous permettent de mieux mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir et l'importance des enjeux.

Monsieur le Premier ministre, au-delà des semaines difficiles qui nous séparent du mois d'octobre, nous vous demandons de veiller avec soin à la préparation de la levée des mesures de blocage, car nous ne devons pas nous détourner d'un programme actif de politique économique. La croissance économique, pour nous socialistes et pour toute la France, doit être à la fois un objectif et un moyen. Elle seule pourra faciliter les transformations structurelles dont notre économie a impérativement besoin.

Vous nous avez dit que c'était votre choix. Pour nous, c'est le choix du bon sens. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Gérard Gouzes.

M. Gérard Gouzes. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, puisqu'il m'incombe, en quelque sorte, de faire la synthèse, ma première pensée ira à l'opposition.

M. Robert Cabé. Elle est absente !

M. Gérard Gouzes. Elle est absente, en effet, sans doute parce qu'elle a été mise K. O. par ce débat ! Certes, elle est encore représentée par un de nos collègues, qui sauve l'honneur...

M. Jean Proriot. Merci ! Mais nous ne sommes pas K. O. !

M. Gérard Gouzes. Nous ne sommes pas au « Mondial », monsieur Proriot, mais, de toute manière, vos amis ne seront pas qualifiés pour la finale !

Les orateurs de l'opposition qui m'ont précédé à cette tribune n'ont cessé de crier au feu, sans s'appesantir sur les causes et sans s'attarder sur les solutions de nature à gagner véritablement le pari de redressement économique de notre pays.

Certes, nous sommes parfois tombés dans la facilité, en mettant tout sur le dos de l'héritage des gouvernements précédents. Il n'en reste pas moins vrai que les compteurs n'étaient pas tous à zéro le 10 mai 1981. Puisque, tout à l'heure, l'un des leaders de l'opposition a parlé de M. François Bloch-Lainé, on me permettra de rappeler la lettre que celui-ci a adressée le 15 sep-

tembre 1981 au Premier ministre, dans laquelle il dénonçait les fragilités fondamentales de notre économie, les handicaps, les comportements inflationnistes permanents, les inégalités profondes et « estompées par les distributions des surpluses de l'expansion ». Bref, la prise de conscience de la crise mondiale a, en quelque sorte, démasqué notre prospérité.

Dès 1973, notre taux de croissance est passé de 5,6 p. 100 du produit intérieur brut à 2,8 p. 1000 pour terminer, en fin de carrière, si je puis dire, aux alentours de 0 p. 100 en 1981. L'investissement s'est pareillement effondré pendant la même période, passant de 7,6 p. 100 à 1 p. 100, pour aller mourir aux alentours de 0 p. 100. Le chômage est passé de 500 000 demandeurs d'emploi à 1 800 000. Quelle progression ! La hausse des prix que M. Raymond Barre prétendait réduire par la déflation et surtout par l'austérité des plus démunis était supérieure ou égale à 14 p. 100.

Mais, depuis un an, il faut reconnaître que le Gouvernement a brisé cette logique et démontré qu'il était possible, même au prix d'un déficit budgétaire encore acceptable par rapport à celui des Etats industriels occidentaux, de pratiquer une politique sociale plus hardie et de jeter les bases structurelles d'un redressement par la réforme de l'offre, je veux parler des nationalisations.

Le bilan n'est pas négatif, l'inflation a été stabilisée — chacun le reconnaît — et a même été ramenée dans les derniers mois à 12,5 p. 100 par an. Le chômage marque une pause et le pouvoir d'achat moyen des ménages a même augmenté de 2,7 p. 100.

Alors, messieurs, que dire ? Que le bilan aurait pu être plus positif ? Peut-être. Mais ce n'est certainement pas à ceux qui nous ont laissés le pays dans cet état après vingt-trois ans de gestion laxiste de nous adresser ce reproche.

Avons-nous trop fait de social ? C'est ce dont vous avez semblé tout à l'heure nous faire grief.

Avons-nous fait trop de corporatisme ? Peut-être, mais nous sommes les seuls à tenter de nous juger sur ce terrain-là.

Avons-nous suffisamment planifié notre action ? Certainement pas, et je vous rappellerai, monsieur le Premier ministre, que la planification est, pour les socialistes, un concept essentiel. Dans ce domaine, nous avons incontestablement des progrès à accomplir.

Nous sommes-nous suffisamment attaqués aux causes structurelles de l'inflation ? M. François Bloch-Lainé faisait aussi grief à la politique menée par la majorité d'hier de ne pas s'être attaquée « aux mécanismes structurels qui caractérisent en France les processus inflationnistes ». Et il ajoutait : « Les agents économiques qui, du fait de leur endettement, ont intérêt au maintien de l'inflation, pratiquent une indexation généralisée sans accepter la moindre participation aux efforts de stabilisation ». A cet égard, monsieur le Premier ministre, nous savons que vous avez progressé dans les actions que vous avez menées.

Vous avez dû procéder, bien sûr, à une nouvelle dévaluation de notre monnaie par rapport aux monnaies étrangères. Mais là encore, que l'opposition cesse d'essayer de « paniquer » les Français ! Cela ne change strictement rien pour le revenu immédiat des Français, mais nos produits seront plus compétitifs sur les marchés étrangers, même si, malheureusement, notre note pétrolière doit être beaucoup plus lourde.

Pouvions-nous faire autrement alors que notre rythme annuel d'inflation, bien qu'il ait baissé, était encore trop fort ? Pouvions-nous faire autrement alors que la baisse de l'inflation était plus rapide à l'étranger qu'en France ? Pouvions-nous faire autrement alors que notre monnaie était soumise, semaine après semaine, à des attaques toujours plus violentes sur le marché des changes par les spéculateurs internationaux ?

Monsieur le Premier ministre, vous avez su prendre vos responsabilités, et vous avez toujours notre confiance. Vous l'avez toujours, car que disent vos détracteurs ? Se réjouissent-ils des difficultés de la France ? Veulent-ils réduire le rythme des prestations sociales ? Veulent-ils véritablement diminuer l'inflation et comment ? En marchant sur les pas des Américains, des Anglais, des Allemands ? Faut-il rappeler qu'en conduisant des politiques déflationnistes, ceux-ci ont réduit leur inflation au prix d'une baisse du pouvoir d'achat, d'un fort ralentissement de la croissance, d'une diminution des prestations sociales, d'un formidable développement du chômage ? A cet égard, je voudrais rectifier certains chiffres qui ont été cités tout à l'heure : le chômage a progressé de 30 p. 100 en République fédérale d'Allemagne, de 23 p. 100 aux Etats-Unis, et seulement, ou plutôt hélas ! de 11 p. 100 en France, contre 29 p. 100 de mai 1980 à mai 1981. Il fallait tout de même le rappeler.

Si c'est cela que veut l'opposition, qu'elle le dise clairement ! Sinon nous devons constater qu'elle n'a aucun programme, du moins aucun programme dévoilé. Vouloir vraiment, c'est vouloir ce qu'on ne veut pas, et qui délibère oublie de vouloir. C'est ce qui se passe pour l'opposition.

Je terminerai en évoquant le véritable problème auquel nous sommes confrontés et qui, à mon sens, n'a pas été suffisamment évoqué aujourd'hui. Il s'agit de la sortie du blocage des prix et des revenus que le Gouvernement vient de décider.

Il est impensable de revenir, dès le mois d'octobre, à la liberté des prix, qu'il faudra soumettre à un contrôle contractuel — j'insiste sur le mot.

Mais il faudra aussi se reposer la question d'une véritable politique contractuelle des revenus. Pour cela, il n'y a pas d'autre espoir que dans la capacité des organisations professionnelles et syndicales d'accepter les règles d'un nouveau contrat social, règles peut-être plus contraignantes, mais également plus solidaires. C'est l'appel que je tiens, pour ma part, à adresser à tous les partenaires sociaux.

Si, pour des raisons corporatives ou de politique politicienne, les syndicats, les patrons, toutes les catégories socio-professionnelles ne le comprennent pas ou ne veulent pas le comprendre et si, pour des raisons politiques, le Gouvernement hésite et finit par leur céder, j'affirme sans hésiter que la dévaluation du franc ne servira à rien et que nous serons contraints de recommencer dans quelques mois.

L'effort de tous est donc nécessaire ; ce pari sur l'avenir, il nous faut le gagner. Alors seulement, nous pourrions dire que cette dévaluation aura servi à redresser l'économie nationale, à relancer notre compétitivité sur les marchés internationaux et à lutter contre le chômage.

Monsieur le Premier ministre, toute l'Assemblée vous attend au mois d'octobre 1982. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

M. le président. Le débat est clos.

— 2 —

INDEMNISATION DES VICTIMES DE CATASTROPHES NATURELLES

Communication relative
à la désignation d'une commission mixte paritaire.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 23 juin 1982.

Monsieur le président,

Conformément à l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.

Je vous serais obligé de bien vouloir, en conséquence, inviter l'Assemblée nationale à désigner ses représentants à cet organisme. J'adresse ce jour à M. le président du Sénat une demande tendant aux mêmes fins.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Cette communication a été notifiée à M. le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Les candidatures devront parvenir à la présidence avant le jeudi 24 juin 1982, à dix heures.

A l'expiration de ce délai, elles seront affichées.

Si le nombre des candidats n'est pas supérieur au nombre de sièges à pourvoir, la nomination prendra effet immédiatement.

Dans le cas contraire, elle aura lieu par scrutin.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Explications de vote et vote sur le programme économique du Gouvernement, en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution ;

Discussion et vote sur la motion de censure déposée par MM. Claude Labbé, Jacques Chirac, Jacques Toubon, Jean Falala, Bernard Pons, Pierre-Charles Krieg, Jacques Marette, Pierre-Bernard Cousté, Jean-Paul Charié, Maurice Cornette, Gabriel Kaspereit, Jean Foyer, René La Combe, Pierre Messmer, Maurice Couve de Murville, Michel Debré, Serges Charles, Michel Péricard, Régis Perbet, Hyacinthe Santoni, Georges Tranchant, Jacques Godfrain, Lucien Richard, Gérard Chasseguet, Christian Bergelin, Roland Vuillaume, François Fillon, Jean Narquin, Jean-Louis Goaduff, Henri de Gastines, Camille Petit, Claude-Gérard Marcus, Michel Noir, Roger Corrèze, Mme Nicole de Hautecloque, MM. Bruno Bourg-Broc, Jacques Baumel, Emmanuel Aubert, Mmes Florence d'Harcourt, Hélène Missoffe, MM. Etienne Pinté, Jean Tiberi, Didier Julia, Alain Peyrefitte, Robert Galley, Georges Gorse, Roland Nungesser, Robert Wagner, Germain Sprauer, Pierre Weisenhorn, Michel Barnier, Olivier Guichard, Jean-Claude Gaudin, Jean Brocard, Jacques Barrot, Jacques Dominati, François Léotard, Georges Mesmin, Pierre Micaux, Pascal Clément, François d'Aubert, Edmond Alphandery, Alain Madelin, François d'Harcourt, Joseph-Henri Maujouan du Gasset, Jean Bégault, Pierre Méhaignerie, Michel d'Ornano, Jean-Marie Daillet, Marcel Esdras, Jean Briane, Roger Lestas, Jean-Pierre Soisson, Christian Bonnet, Mme Louise Moreau, MM. Jean-Paul Fuchs, Marcel Bigeard, Emile Koehl, Paul Pernin, Gilbert Gantier, Philippe Mestre, Francis Geng, Yves Sautier, Claude Birraux, Jacques Fouchier, Charles Millon, Loïc Bouvard, Maurice Ligot, Albert Brochard, Germain Gengenwin, Francisque Perrut, Jean-Marie Caro, André Rossinot, Raymond Barre.

(En application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.)

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures cinquante-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.